



République tunisienne

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Office des Tunisiens à l'Etranger

**PROJET DU HAUT CONSEIL DES TUNISIENS A
L'ETRANGER**

Rapport de la mission de consultation

Elaboré par : Itidel Barboura, Coordinatrice, Chargée du projet pour la mise en place du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger auprès de Ministère des Affaires Sociales et de l'Office des Tunisiens à l'Etranger. Mai 2014



www.projet-hcte.org

SOMMAIRE

1. Contexte
2. Mission
3. Etat des lieux
4. Méthodes déployées
5. Proposition d'un avant-projet de Loi
6. Calendrier de déplacement
7. Compte rendu des zones consultées
8. Résultats des travaux suite à consultation
9. Nouvelle proposition de projet après consultation
10. Autres Projet de citoyens
11. Evaluation des consultations
 - b. Diagnostic
 - a.Chiffres et diagnostic
12. Recommandations



Contexte

La nécessité de construire un projet pour les tunisiens à l'étranger

Le projet qui a motivé ce travail est tourné vers la population d'origine tunisienne vivant à l'extérieur du pays. Cette population est la conséquence directe du fort taux d'émigration que connaît la Tunisie depuis son indépendance en 1956.

Dans les années 1960 et 1970, la conjoncture économique favorable que connaît la France contribue à amplifier le phénomène. Le début des années 1980 voit un véritable essor de la communauté tunisienne dans ce pays en raison des régularisations.

Le projet qui nous concerne a connu une esquisse vers la fin des années 80. En effet, la loi n°90-55 du 18 juin 1990 portant création du conseil supérieur des tunisiens résidents à l'étranger a renforcé une volonté politique restée à ce jour en attente de concrétisation.

Les demandes motivées de la société civile tunisienne à l'étranger nous ont conduit vers l'édifice d'un nouveau projet en phase avec l'évolution sociale, économique et démographique des tunisiens à l'étranger.

En effet, les citoyens expatriés représentent une identité plurielle dont la capacité économique est devenue un moteur essentiel au développement du pays. Les transferts d'argent, les achats en bien immobilier, les actions associatives, les investissements en projet de développement sont autant de facteurs favorables à l'économie tunisienne.

Par ailleurs, on dénombre un taux de plus en plus élevé d'intellectuel, de chercheurs ou de scientifique tunisiens résident à l'étranger. 95 % d'entre eux mettent leur compétence au service du pays, 100% d'entre eux sont un parfait rayonnement de la Tunisie à un niveau international.¹

Nous retenons essentiellement une richesse identitaire diversifiée des tunisiens à l'étranger. En effet, aux intellectuels et migrants économiques, on dénombre les militants

¹ Sources OTE et OIM. 2012



politiques, les immigrés clandestins, les binationaux d'un père ou d'une mère étrangère et les tunisiens nés à l'étranger.

Toute cette communauté représente aujourd'hui, 10% de la population tunisienne, 5% du produit intérieur brut et 23% de l'épargne nationale.²

Néanmoins, ils conservent un lien fort avec la Tunisie, et représentent un moteur de développement que le sentiment d'appartenance nationale vient renforcer et pérenniser.

I. L'impact de la révolution tunisienne sur la diaspora : Le besoin d'une réelle représentation démocratique.

La révolution tunisienne du 14 janvier 2011 a activé une forte mobilisation de tunisiens à l'étranger. Une double finalité expose ces motivations : Celle de suivre et d'accompagner le pays dans sa transition démocratique mais également celle de pouvoir exprimer démocratiquement les revendications de la communauté expatriée.

Les effets psychologiques de la révolution sur les tunisiens à l'étranger ont donné l'occasion d'exprimer l'apparition de nouvelles attentes ainsi que de nouvelles ambitions ne se limitant pas à des revendications d'ordre matériel (tels que les avantages fiscaux ou douaniers).

En effet, le contexte post révolutionnaire a permis d'atteindre des objectifs sociétaux de nature qualitative basés sur la participation et la place des TRE dans la construction de la nouvelle Tunisie. La représentation démocratique des tunisiens à l'étranger dans l'espace politique est sortie de l'utopie le 23 octobre 2011, lors de l'élection de 18 députés dit « de l'immigration ».

² Sources. OTE. 2012



www.projet-hcte.org

Depuis, le Gouvernement a compris la nécessité de faire aboutir ce processus démocratique en instaurant une réelle représentation de proximité émanant des revendications des tunisiens expatriés.

Des consultations se sont tenues entre les différents acteurs de la diaspora tunisienne à l'étranger et les représentants des pouvoirs publics en charge de la question de l'émigration tunisienne.

Le projet de création d'une haute instance représentative se veut inclusif et participatif afin que la communauté tunisienne à l'étranger soit encadrée et supportée dans son évolution et dans sa participation au développement de la Nation.

II. Pour une instance représentative plus forte et plus solidaire

Nul n'ignore que la citoyenneté incarne le respect des droits et des citoyens d'un Etat quel que soit le lieu d'où elle s'exprime. De nombreux pays ont intégré les citoyens de leur communauté expatriée à travers des organes de représentation permettant de garantir leur droit. La question de la représentation politique des tunisiens établis hors de Tunisie est ancienne de 25 ans. Sa prorogation vient renforcer le désir inassouvi d'une citoyenneté forte, pleine et solidaire en conjuguant les efforts de toutes les générations aux allégeances multiples.

Un projet inclusif de tous ces acteurs, pour la constitution d'une haute instance représentative des tunisiens à l'étranger a été souhaité et proposé afin de permettre à cette importante partie de la société civile tunisienne d'être présente et importante dans la construction et le développement de la Tunisie mais surtout afin que l'immigration des tunisiens soit encadrée et supportée dans son évolution.

Aujourd'hui, cette évolution se caractérise essentiellement par un pluralisme identitaire. En effet, les tunisiens à l'étranger ne sont pas seulement immigrés. Ils sont aujourd'hui au stade de quatrième génération dont la plupart sont des binationaux, biculturels, non arabisant, de parents étrangers... On compte aussi les saisonniers, les étudiants, les



hommes d'affaires, les sans papier (qui n'ont pas de résidence officielle). C'est pourquoi, nous avons souhaité donner une dénomination plus globalisante et plus proche de la réalité contemporaine en qualifiant provisoirement l'instance de Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger (HCTE)

La décentralisation régionale de l'article 133 de la Constitution ouvre des perspectives en faveur du projet de création du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger. Celui-ci pourrait prétendre à l'organisation d'instance locale dans chaque zone consulaire que l'instance supérieure centraliserait à un niveau nationale et « inter-régional ». En effet, il est primordial de tenir compte des spécificités territoriales et géographiques afin de défendre l'intérêt de tous les tunisiens à l'étranger tout en assurant une réelle représentativité.

Il est important de rappeler que les tunisiens expatriés sont, quel que soit leur identité, une partie intégrante de la société tunisienne. Aujourd'hui, il devient indispensable de construire un nouvel espace les caractérisant à travers une évolution positive des formes d'administration basée sur la confiance, la bonne définition du service public et l'instauration d'un dialogue constructif avec les institutions gouvernementales.

En réponse à la situation préjudiciable tant à la représentation effective des tunisiens à l'étranger, qu'à la place de la Tunisie dans le monde, le futur projet de loi a pour objectifs convergents :

- ✓ De servir d'institution de dialogue, d'échange, d'initiative et de proposition
- ✓ D'assurer le suivi et l'évaluation des politiques migratoires
- ✓ De susciter et de favoriser toute initiative de nature à améliorer les conditions de vie des tunisiens à l'étranger
- ✓ De promouvoir la défense de leurs droits et intérêts matériels et moraux
- ✓ De valoriser et d'amplifier leur participation au développement politique, économique, culturel et social du pays.
- ✓ De promouvoir et de valoriser la culture tunisienne



www.projet-hcte.org

- ✓ De tisser les liens entre les générations issues de l'immigration tunisienne
- ✓ De défendre les problématiques territoriales que rencontrent les citoyens expatriés

Afin de parfaire ce processus, plusieurs paramètres sont à prendre en considération :

La mise en œuvre d'une stratégie globale obéissant à une politique nationale tournée vers le projet.

Une communication de grande ampleur avec notamment une sensibilisation de la question des tunisiens à l'étranger dans le débat public et médiatique tunisien.

La prise en compte de la particularité des TRE dans la mise en place du projet (identité plurielle, plurilinguisme, illettrisme, biculturalisme...)

La prise en compte des questions de territorialité dans le traitement et le suivi du projet

III. Comment concilier attentes des citoyens et démarches administratives ? Le besoin d'améliorer les pratiques de consultation.

Afin de parfaire **l'approche participative** dans notre mission, nous avons tenu à renforcer le processus consultatif en vue d'aboutir à un consensus. En effet, la prise en compte du citoyen dans l'édifice d'un projet de société est considérée comme une forme de partage et d'exercice du pouvoir fondée sur la participation des citoyens à la prise de décision politique.

Force est de rappeler que la démocratie participative ou délibérative peut prendre plusieurs formes en puisant principalement du terrain, des travaux, réflexions et avis des citoyens, des compétences et des experts. A un niveau collectif et organisé, les associations des Tunisiens à l'étranger jouent un rôle central en tant qu'interlocutrices des autorités publiques.

La principale difficulté réside dans la réussite du dialogue et la problématisation des sujets de débat autour du projet. Quelles sont les difficultés ? Pourquoi le dialogue est-il difficile ? Quels sont les enjeux de réussite et d'échec du projet ?



www.projet-hcte.org

Quelles sont les solutions possibles de médiation et de conciliation favorable à la mise en place des consultations ?

Le coordinateur doit en partie tenir compte de ces questionnements dans sa mission. Un de ses rôles majeurs consiste à instaurer un climat de confiance et à trouver des formules fédératrices.

C'est pourquoi nous avons tenu à mettre en place une démarche participative empreinte d'outils de communication informatifs et émotionnels basés sur le relativisme et l'interactionnisme, ingrédients nécessaires au consensus.

La communication émotionnelle dans la vie courante, économique et sociale optimise l'équation personnelle des individus en tenant compte des éléments non-verbaux du message. Elle s'attache plus à la forme qu'au fond (photo de groupe, témoignages vidéos, implication des acteurs locaux au processus et aux travaux de consultation dans les réseaux sociaux). Enrichie par la communication informative, (les réflexions, les travaux, le consensus, les comptes rendus et le site internet), cette démarche participative devient le moteur de réussite du projet et le garant du rassemblement des acteurs.

En conséquence, nous exposerons à travers ce rapport, les méthodes déployées dans l'approche participative en tenant compte des forces et des faiblesses d'une telle mission, dans un souci de réussite et de pérennité du projet.



MISSION

Le ministre des Affaires Sociales a proposé de relancer les consultations afin de renforcer la démarche participative autour du projet de loi. Notre mission a consisté en la mise en place des consultations avec l'aide des attachés sociaux de chaque zone consulaire.

Etant donné le manque de visibilité et des écarts au niveau de l'information et de l'implication des citoyens, j'ai dû procéder à la reformulation de mon plan d'action.

Ce plan d'action a tenu compte :

- 1. Des identités plurielles des Tunisiens résidents à l'étranger.*
- 2. De la crise de confiance dans les relations interindividuelles.*
- 3. De manque parfois absence d'information-communication*
- 4. Du besoin d'inclusion de la part des citoyens*
- 5. Des travaux antérieurs existants*
- 6. De l'éparpillement géographique*
- 7. De l'existence des nouvelles zones consulaires (Londres et Pays Bas)*



www.projet-hcte.org

Fax émis par : 21

02-04-14 22:40 Pg: 1/1

République Tunisienne
Ministère des Affaires Sociales
Secrétariat d'Etat aux Migrations
et aux Tunisiens à l'Etranger
Office des Tunisiens à l'Etranger



الجمهورية التونسية
وزارة الشؤون الاجتماعية
كناية الدولة للهجرة والتوسيع بالخارج
ديوان التونسيين بالخارج

تونس في 03 أفريل 2014

إم / رزاع د ب

000605 - إلى السيدة اعتدال بربورة منسقة مشروع
المجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج
تحت اشراف السيد القنصل العام للجمهورية التونسية بليون

الموضوع : حول التمديد في مهامكم إلى غاية 31 ماي 2014 .
التحية الطيبة ،

أشرف باعلامكم أنه قد وقع التمديد في مهامكم كمنسقة لمشروع المجلس الاستشاري للتونسيين بالخارج إلى غاية 31 ماي 2014 ، كما أحيطكم علما ان الإدارة العامة للديوان قد بادرت باعلام كافة الملحقين الاجتماعيين حتى يتم التنسيق معكم في اطار مزيد تعميم الاستشارة حول هذا المشروع بغاية استكمال الاستشارات المتبقية والعمل على تشريك أغلب مكونات المجتمع المدني وجميع الكفاءات العلمية والاقتصادية والحقوقية في كل دوائر اعتمادهم القنصلية أو الدبلوماسية.

لذا ، أدعوكم للتنسيق والاتصال مع كافة الاطارات الاجتماعية وموافاتنا بما استقر عليه الرأي ومدنا برزنامة الاجتماعات وقائمة المشاركين في فعاليات الاستشارة في أجل أقصاه 15 ماي 2014 ، علما وأن التاريخ النهائي لاستكمال المراحل المتبقية وتقديم التقرير النهائي قد حدد ليوم 31 ماي 2014.

وختاما لا يفوتني أن أثنى كل الأعمال والمشاركات التي قدمتموها وخاصة تشريك المجتمع المدني والكفاءات في اثناء وبلورة الملامح العامة لمشروع المجلس ضمنا لأوسع قدر ممكن من المشاركة في الاستشارة ، متمنيا لكم التوفيق في مهامكم للتوصل لمشروع نهائي في مستوى تطلعات كل الأطراف.

والسلام

المدير العام

الإمضاء: السيد العبيدي



3 - AVR 2014

| | |
|---|---|
| Consulat Général de Tunisie à Bona | Date le: 03/04/2014 |
| Courrier reçu par: | N° d'ordre: 73 |
| <input type="checkbox"/> Poste | <input type="checkbox"/> V.D |
| <input type="checkbox"/> Téléfax | |
| <input type="checkbox"/> Admin/Comptabilité | <input type="checkbox"/> Social |
| <input type="checkbox"/> Chancellerie | <input type="checkbox"/> Secrétariat |
| <input type="checkbox"/> Etat Civil | <input type="checkbox"/> Bureau d'ordre |
| <input type="checkbox"/> Pres. Soc / Eco / Culturel | <input type="checkbox"/> Bureau M.I |
| <input type="checkbox"/> Social | <input type="checkbox"/> Autre |

Instructions: Si Ram-f pour transmission à Huse Baboura SUP

pour suite requise
 pour information
 pour classement

Adresse: 88 - 90, Rue Abderrazak chraïbi - 1000 - Tunis
Tél: 71 343 665 / 71 343 648 - Fax: 71 343 746
E-mail: ote@ote.nat.tn - site web: www.ote.nat.tn
Numéro vert: 80 100 227

العنوان: 88 - 90 . نهج عبد الرزاق الشرايبي - 1000 تونس
الهاتف: 71 343 648 / 71 343 665 - الفاكس: 71 343 746
البريد الإلكتروني: ote@ote.nat.tn - الموقع الإلكتروني: www.ote.nat.tn
الرقم الأخضر: 80 100 227



www.projet-hcte.org

Etat des lieux

Afin de définir un plan d'action à partir du contexte actuel, il nous fallait faire un état des lieux de la situation dans chaque zone consulaire, grâce à l'appui des attachés sociaux.

Pour la période du 1^{er} mars au 14 avril 2014, nous avons pris contact avec tous les attachés sociaux ainsi que certains représentants de collectif ou d'association afin de connaître le niveau d'information et de communication.³

A l'unanimité, les résultats des concertations des attachés sociaux et des représentants de collectifs ont **démontré l'inutilité de la reprise des consultations entamées en 2012**. En revanche, la majorité des personnes concertées ont souhaité débattre à partir d'un projet écrit. (Voir le tableau page 12)

³ Les représentants associatifs ont été proposés par les attachés sociaux selon des critères de neutralité et de dynamisme



Etat des lieux du dossier pour le projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger

LUNDI 14 AVRIL 2014

ITIDEL BARBOURA, COORDINATRICE, CHARGÉE DU PROJET POUR LA MISE EN PLACE DU HAUT CONSEIL DES TUNISIENS A L'ETRANGER

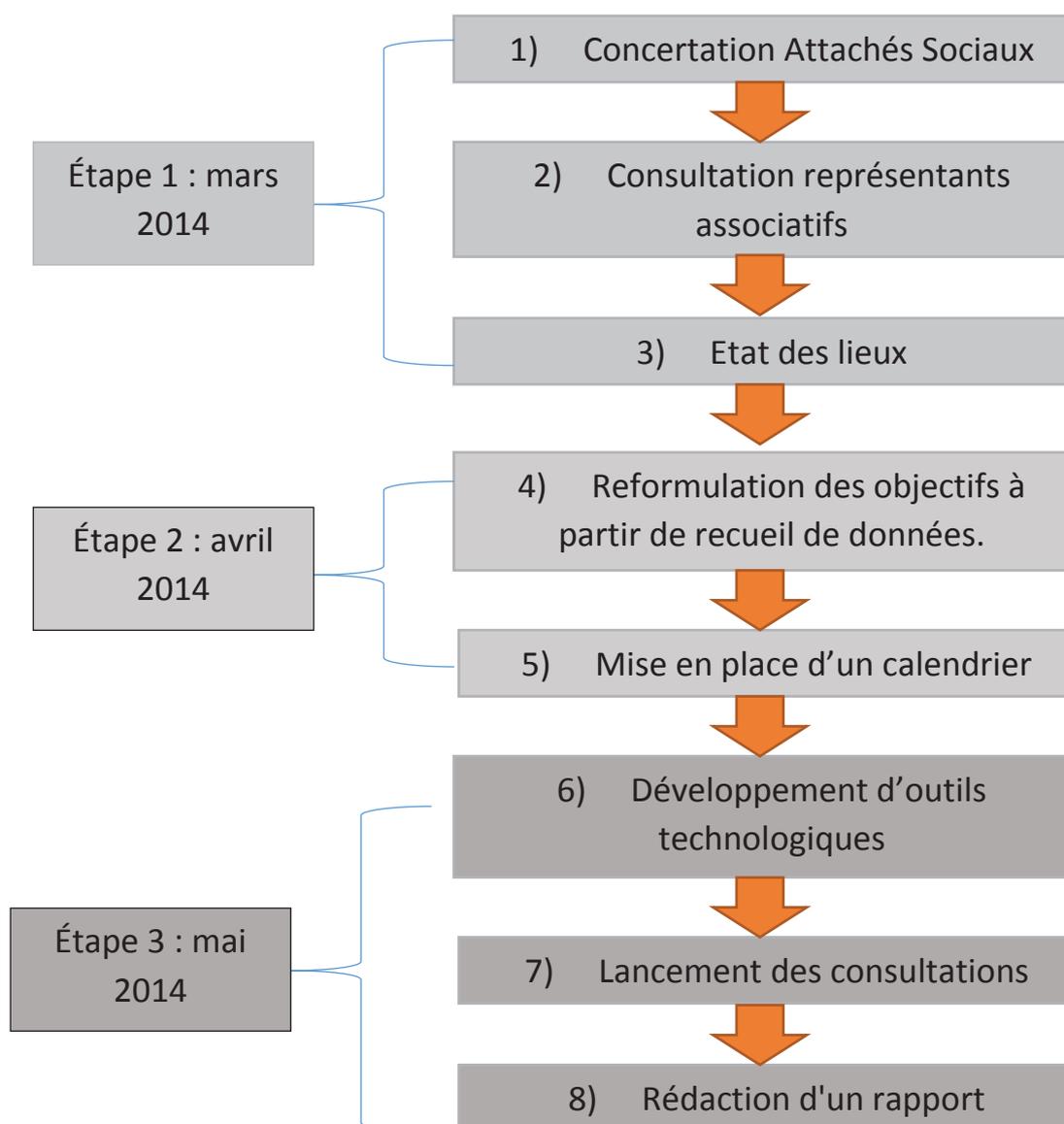
| | |
|----------------------------------|--|
| ETAT DES LIEUX ORGANISEE PAR | Itidel Barboura, coordinatrice du projet HCTE |
| OUTILS UTILISES | Contact téléphonique avec tous les attachés sociaux |
| OBJET DES CONTACTS TELEPHONIQUES | Prendre connaissance des avis de la population à un niveau local et par le biais des attachés sociaux. Tenir compte des avis et recommandations |
| AUTRES RECENSEMENTS | Discussions skype sous forme de réunion avec des représentants de collectifs d'association, de compétences et d'indépendants (3 fois en Allemagne, Hambourg, Bonn, Dusseldorf) Koweït, Canada, Italie (Milano et Genova), Paris, Lyon, Toulouse, Marseille, Grenoble, Colmar, Lille, Belgique, Autriche, Algerie, Arabie Saoudite. |
| DUREE DES CONTACTS | 1 Mars au 15 Avril 2014 |
| PARTICIPANTS | Attachés sociaux, citoyens indépendants, représentants associatifs ou de collectifs d'association. |

| | | |
|--|---|---|
| SUJETS ET QUESTIONS ABORDEES | <p>Pourquoi reprendre les consultations à cette étape du projet ? Quel est l'objectif final d'une reprise des consultations à un niveau local ? Où est le projet de Loi ? Doit-il être repris ? D'autres formes de gestion des consultations sont-elles prévues ?</p> <p>Demandes des représentants de la société civile : Une meilleure circulation de l'information, pouvoir débattre des questions les plus importantes, un travail de coordination avec la société civile à un niveau plus élargie, un dialogue direct avec l'institution pour définir des objectifs consensuels et avoir une visibilité sur les étapes à venir.</p> <p>Les questions à débattre : Le nom du conseil, élection ou désignation des membres du futur Conseil, le lien avec les députés de l'immigration, l'OTE et les autres administrations, la répartition géographique, la coordination avec la société civile et l'administration avant la mise en place du Conseil, la future feuille de route et les prochaines étapes.</p> | |
| CONCLUSIONS | <p>La majorité, les attachés sociaux estiment que les consultations ont déjà été faites (2012, 2013), La majorité les représentants de la société civile estiment inutiles voire dangereux de reprendre uniquement la même forme de gestion verticale du projet.</p> | |
| MESURES A PRENDRE | PROPOSITION CONCRETE | DELAT A RESPECTER |
| <p>Aux vues de l'état des lieux actuels, il semble nécessaire de mettre en place très rapidement un dialogue entre institution tunisienne et les tunisiens à l'étranger dans un cadre conventionnel, collectif et représentatif.</p> | <p>Faciliter la mise en place d'une conférence de consensus dans un lieu rapproché de la communauté et permettre la définition définitive des objectifs consensuels pour le projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger</p> | <p><u>Du 16 au 21 avril :</u> Envoi d'une communication officielle auprès des attachés sociaux et TRE (mission de la coordinatrice, objectifs généraux, organisation locale et échéances) <u>Du 21 au 15 mai :</u> préparation à un niveau local des consultations sur les sujets de débat. <u>Entre le 20 et le 30 mai :</u> préparation d'une conférence publique de consensus en Rhône Alpes pour débattre et délibérer publiquement sur ces questions. <u>1 juin :</u> dépôt du rapport définitif sur les recommandations</p> |
| OBSERVATIONS | <p>Attente de l'accord de la direction de l'OTE et du ministère des Affaires Sociales pour mettre en place l'évènement et lancer le travail. (Un support de document concrétisant la démarche est joint en document annexe)</p> | |

Fait le lundi 14 avril par Itidel Barboura, coordinatrice chargée du projet de mise en place du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger.



Process : Période mars à mai 2014



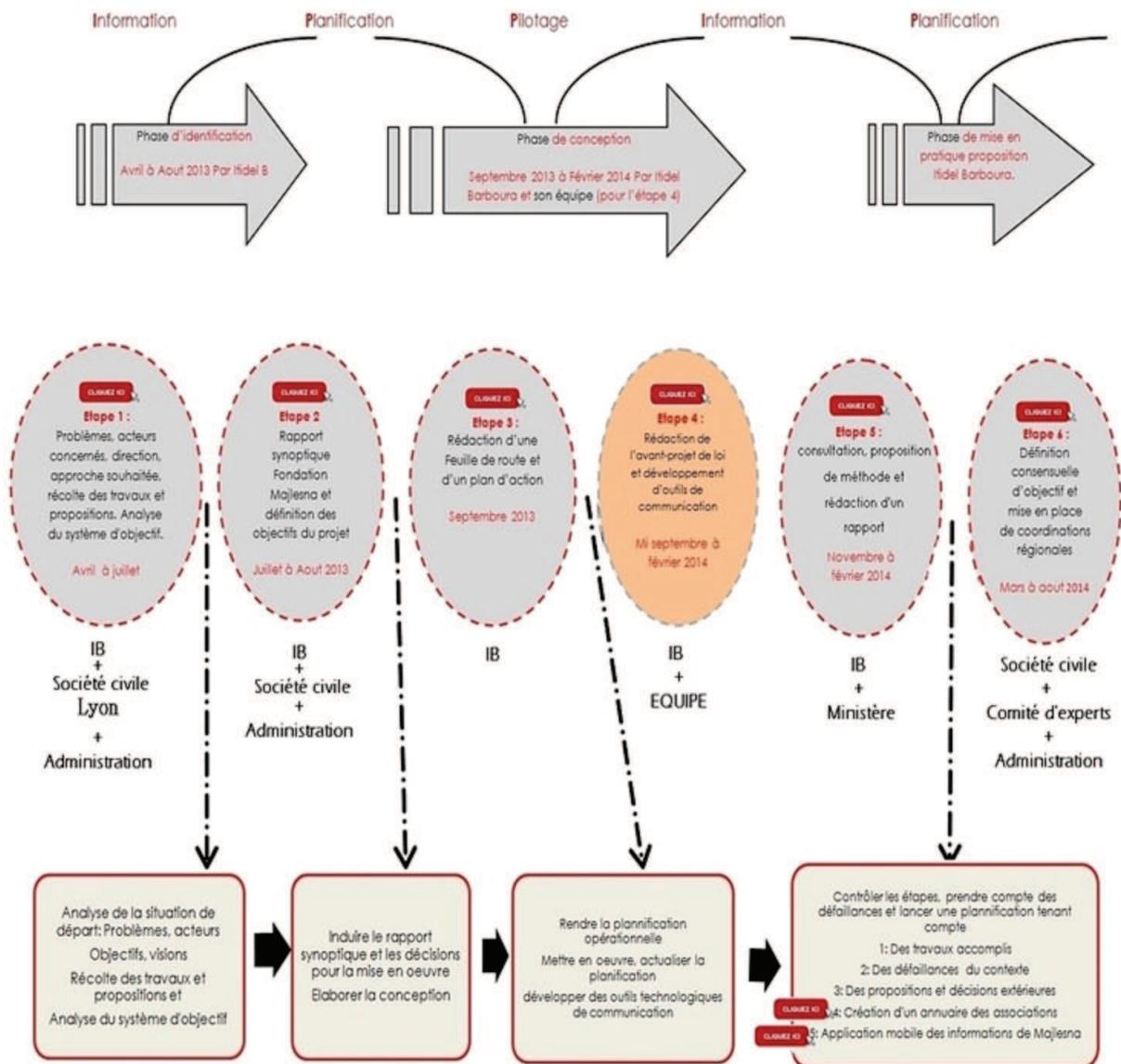


PLAN ET METHODE GLOBALE DEPUIS MARS 2013

PRESENTATION SYNOPTIQUE DU PROJET DE CREATION DU HCTE

ELABORE PAR ITIDEL BARBOURA, CHARGÉE DE MISSION, RESPONSABLE DU PROJET DE CREATION DU HAUT CONSEIL DES TUNISIENS A L'ETRANGER Février 2014

Planification itérative

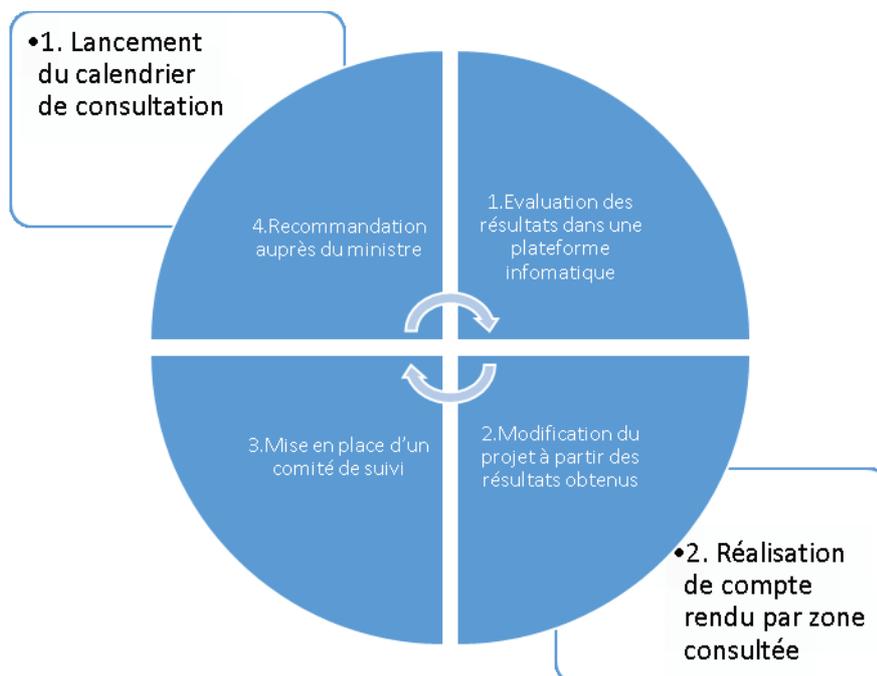


*Compte tenu des changements opérés en février 2014, la partie de l'étape 6 est remplacée par « dialogue national et définition collective des objectifs consensuels avec tous les acteurs du projet"



Méthode déployée pour l'étape 5

Selon le plan synoptique précédent, nous sommes actuellement à l'étape 5 du projet



Elaboration d'outils de communication

- Site Internet contenant l'information relative à la mission www.projet-hcte.org
- Page Facebook « Tous ensemble pour un haut conseil des tunisiens à l'étranger » pour permettre le suivi du processus de consultation (Calendrier, vidéos, communiqués)
- Radio et médias de masse nécessaire et souhaité (dans un objectif informatif)
- Médiatisation des consultations - outils de communication de masse pour permettre la mise en place d'un plateau débat⁵

⁵ Objectif non atteint car non soutenu par l'administration.



www.projet-hcte.org

Développement d'outils de communication Site www.projet-hcte.org

Page d'accueil

Projet HCTE

Accueil Actualités Médias Travaux Consultations Contact

Projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger

Consultation en ligne pour le projet HCTE

Afin de renforcer la démarche participative autour des consultations, nous vous proposons de compléter et d'enrichir les propositions du projet en ligne.

Merci de bien vouloir les compléter de votre expertise. Une identification est nécessaire pour accéder au vote.
Réservé aux associations, ONG et citoyens.

Pour une diaspora plus forte et plus solidaire!

[Voir la consultation en ligne](#)

Comité de suivi

Afin d'optimiser les interactions entre acteurs, nous avons souhaité renforcer vos moyens d'action et optimiser votre participation au processus démocratique.

En vous inscrivant sur cette base de données, vous pouvez suivre les consultations, émettre vos avis sur le rapport et proposer des solutions pour les prochaines étapes.

Réservé aux associations, ONG, citoyens.

Inscrivez-vous au comité de suivi [cliquez-ici](#)

Les dernières actualités

Réunion du consensus à Düsseldorf

Réunion du Consensus à Düsseldorf en Allemagne, Des acteurs aux identités plurielles...
Publié le 23 mai 2014, par admin

Réunion du consensus pour le HCTE au Canada

Dans les quatre coin du monde se sont tenues des réunions du consensus autour du projet...
Publié le 18 mai 2014, par admin

Réunion du consensus en Italie

La première réunion du consensus s'est

EDITO

Ce site a été conçu pour informer les citoyens tunisiens à l'étranger du processus de consultation relatif au Projet. Compte tenu de la répartition géographique et du niveau d'information hétérogène, j'ai mis à votre disposition les travaux, les comptes rendus des consultations ainsi que des témoignages vidéos de citoyens dans chaque zone consulaire depuis le début du mois de mai.

Vidéos témoignages

Projet HCTE

Accueil Actualités Médias Travaux Consultations Contact

Accueil Médias

Réunion du consensus à Genève le 10 mai

réunion consensus HCTE Genève

Réunion du consensus à Bologne (Italie)

Les Tunisiens en Italie Projet du Haut Conse...

Vidéos

Galerie d'images

Retrouvez-nous sur Facebook

Ensemble POUR UN HAUT conseil DES Tunisiens à l'ETRANGER

15 484 personnes aiment Ensemble POUR UN HAUT conseil DES Tunisiens à l'ETRANGER



www.projet-hcte.org

Proposition de projet

Rédaction d'un Draft du projet de Loi

Diffusion auprès des citoyens

pour l'organisation de réunions de consensus



Projet de Loi portant création d'une Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger

Titre I : Dispositions relatives à la Haute Instance Représentatives des Tunisiens à l'Etranger

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : *La Dénomination**

Il est établi auprès du Président de la République un conseil consultatif dénommé ***le " Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger " (HCTE)***.

Autres propositions : Conseil Supérieur de l'immigration (CSI), Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger (HIRTE), le Haut Conseil des Tunisiens Expatriés (HCTE)

Nous lui donnerons la qualification de « Haut Conseil » (HC) jusqu'à consultation définitive

Article 2

Le Haut Conseil (HC) est une instance indépendante, il ne reçoit aucune instruction dans l'exercice de ses attributions.



Chapitre II : Dispositions relatives aux attributions du HC

Article 3

Le *Haut Conseil* a pour mission, dans le respect des attributions conférées par l'État,

- De participer à l'élaboration de la politique nationale relative aux tunisiens à l'étranger.
- De participer à l'élaboration d'une stratégie de communication avec les Tunisiens à l'étranger répondant à leurs soucis et renforçant l'image de la Tunisie
- De contribuer à la défense et au respect des droits et intérêts des tunisiens à l'étranger.
- D'accorder aux nouvelles générations la place méritée et veiller à assurer leur participation effective dans la conception et l'exécution de la politique.
- De suivre la situation des compétences et des étudiants tunisiens à l'étranger et leur élaborer des plans de communication et de partenariat en vue de soutenir le développement en Tunisie et de renforcer son image dans les pays d'accueil.
- A la lutte contre toute forme de discrimination ainsi qu'à la protection de leurs personnes et de leurs biens vu le degré de ségrégation raciale et religieuse qui sévit de plus en plus dans certains pays d'accueil et notamment en Europe.
- Au développement de l'éducation et de l'économie tunisienne hors de Tunisie.
- A la promotion du patrimoine culturelle et identitaire tunisien dans le monde.
- A renforcer la solidarité entre tunisiens expatriés et entre les tunisiens et la Tunisie



Article 4

Le *HC* est consulté par le Gouvernement, sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens de l'étranger, et sur toutes questions civiques ou relatives aux commissions, notamment les questions culturelles, éducatives, économiques et sociales les concernant.

Le *HC* est consulté à l'occasion d'accords bilatéraux en matière de sécurité sociale et de main d'œuvre. Il peut également émettre des propositions concrètes en vue de promouvoir la

qualité des services administratifs, consulaires et sociaux rendus au profit des tunisiens à l'étranger.

Article 5

Le *HC* collabore avec l'observatoire scientifique de l'émigration afin de réaliser des études, adopter des avis et des recommandations relatives aux questions territoriales et aux réformes à caractère législatif et réglementaire concernant les tunisiens à l'étranger.

Article 6

Le *HC* élabore un rapport annuel qui comporte :

- les résultats et l'état des finances du HC.
- le budget prévisionnel de l'exercice de l'année suivante.
- une présentation des différentes activités de l'année précédente, et des données afférentes.
- une analyse concernant le degré de réalisation des objectifs fixés pour l'année précédente.
- un descriptif des objectifs pour l'année suivante.
-



Chapitre III : Dispositions relatives à la composition du HC et au statut de ses membres

Article 7

Le HC doit assurer et préserver l'égalité entre tunisiens à l'étranger. Il doit être garant d'une représentativité réelle et équilibrée en veillant au respect du principe d'équité entre les générations, de parité homme-femme quel que soit le statut social ou le lieu de résidence.

Article 8 : *Composition* : Deux propositions*

| | |
|---|---|
| <p><i>Proposition 1 :</i></p> <p><i>Le Haut conseil est composé comme suit :</i></p> <p>A. les représentants des associations de l'immigration tunisienne</p> <ul style="list-style-type: none">- <i>Nombre des représentants des associations de l'immigration tunisienne</i> <p><i>La moitié (1/2) des sièges du Haut conseil sera composée des représentants des associations de l'immigration tunisienne et des Tunisiens à l'étranger.</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>Les critères de choix des représentants des associations des migrants tunisiens à l'étranger :</i> <p><i>Afin d'éviter les équivoques, la représentation des associations au HC, doit être négociée et partagée. Elle doit se faire selon des critères objectifs, mesurables, évaluables. Ainsi, nous proposons que les associations représentées doivent :</i></p> | <p><i>Proposition 2 :</i></p> <p><i>Le Haut conseil est composé comme suit :</i></p> <p><i>Le HCTE est composé de membres élus et membres désignés</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>conseillers locaux élus au scrutin universel direct représentant les citoyens tunisiens résidents à l'étranger.</i>- <i>un comité de personnalités qualifiées nommés sur la base de leurs compétences personnelles et de leur rayonnement à l'étranger notamment dans le domaine économique, culturel et social.</i>- <i>membres de droit, représentants des administrations désignés par les administrations concernées.</i> <p><i>Election*</i></p> <p><i>Les membres du HCTE sont élus par les conseillers locaux au sein de chaque circonscription consulaire disposant d'un conseil local.</i></p> |
|---|---|



www.projet-hcte.org

| | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Justifier d'une existence légale (déclaration au Jo) et jouir de la personnalité juridique,- Justifier d'un nombre de membres (à déterminer en commun) ;- Présenter une comptabilité certifiée et d'un rapport d'activité annuel ;- Etre reconnues par un certain nombre d'institutions publiques, comme associations actives et impliquées dans le champ de l'immigration <p>B. Les représentants des Ministères et des administrations publiques Le 1/4 des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé des représentants des Ministères, des administrations et des offices publics traitant de la question migratoire tels que les ministères des affaires étrangères, des affaires sociales du secrétariat d'Etat à l'émigration et des Tunisiens à l'étranger, de l'économie et des finances, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Emploi et de la formation professionnelle et ministère de la famille et de la solidarité, de l'Office des Tunisiens à l'étranger.</p> <p>C. Les personnalités qualifiées Le 1/4 des sièges du Haut conseil des Tunisiens à l'étranger sera composé de personnalités qualifiées représentant : Des Tunisiens acteurs dans les domaines économiques, sociaux, culturels, universitaires, syndicaux dans les pays de résidence. Des personnalités choisies pour leurs compétences et leur connaissance des questions migratoires et de développement vivant en Tunisie et/ou à l'étranger Des représentants du mouvement syndical des travailleurs, des organisations professionnelles patronales, organisations des agriculteurs et des organisations de la jeunesse et particulièrement les étudiants.</p> <p>Mode de désignation des personnalités qualifiées</p> <p>Les personnalités qualifiées doivent être désignées conjointement par les représentants des ministères, des administrations et des offices publics traitant de la question migratoire et des représentants des associations de l'immigration tunisienne et des Tunisiens à l'étranger ⁶</p> | <p>Les membres du HCTE sont élus dans le cadre de circonscriptions électorales délimitées en annexe.</p> <p>Le nombre des conseillers à élire dans chaque circonscription est déterminé en fonction de la part de la population tunisienne de chaque circonscription électorale, arrêtée au 1er janvier de l'année de l'élection.</p> <p>Les conseillers au HCTE sont élus dans la proportion des trois quart des membres.</p> <p>Dans le cas où il ne peut être organisé d'élections dans certaines circonscriptions électorales, les représentants de ces circonscriptions seront désignés par le Président de la République.</p> <p style="text-align: center;"><u>Présence « d'hommes secteur » dans le haut conseil*</u></p> <p>Le Gouvernement désigne des membres de droit dans la proportion d'un huitième des membres, représentant notamment les ministères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Ministère des Finances.- Ministère du Transport.- Ministère des Affaires Étrangères.- Ministère du développement et de la coopération internationale.- Ministère des Affaires Sociales.- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.- Ministère de la Justice. <p>Ils peuvent assister aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.</p> <p style="text-align: center;"><u>Désignation *</u></p> <p>Le Gouvernement, après consultation du HCTE désigne un</p> |
|--|---|

⁶ Proposition extraite du projet de loi de l'ATF nationale



comité de personnalités qualifiées afin d'enrichir la réflexion du HCTE par leurs avis, dans la proportion d'un huitième des membres.

Ils participent aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.

Le Gouvernement procède aux nominations dans le respect des critères de compétence, d'indépendance et d'égalité hommes-femmes.⁷

Article 9

Ne peuvent être élus ou désignés membre du *HC* les personnes ayant assumé :

- des responsabilités gouvernementales ou politiques ou ayant été salariées d'un parti politique, pendant les deux années précédant leur élection ou leur nomination.
- une fonction dans une organisation officielle tunisienne à l'étranger.
- des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie.
- une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien régime.

Article 10

La durée du mandat des représentants du *HC* est de quatre ans. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans.

Les représentants du *HC* ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.

Article 11

Les indemnités et avantages accordés aux membres du *HC* sont fixés par décret.

⁷ Proposition émise dans le projet Majlesna



Chapitre IV : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du Haut Conseil

Article 12

Le *HC* comprend :

- l'assemblée plénière
- le président
- deux vice-présidents
- le bureau
- le secrétariat général
- les commissions permanentes
- les commissions temporaires

Article 13

L'assemblée plénière qui réunit les membres élus, les membres désignés ainsi que les membres de droit est chargée de déterminer la stratégie générale du *HC*. Elle se tient à Tunis au moins deux fois par an.

Elle se réunit sur convocation de son président afin de délibérer sur l'ordre du jour, et notamment :

- approuve le programme prévisionnel de l'action du *HC*.
- statue sur les projets de rapports, les recommandations et les avis qui lui sont soumis par les commissions.
- approuve le budget prévisionnel de l'année suivante.

Article 14

Le président du *HC* est élu en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, par les membres élus du Haut Conseil, pour une durée de quatre ans.



Article 15

Le bureau est composé du président, des vice-présidents du Haut Conseil, et des rapporteurs généraux des commissions permanentes. Il assure la continuité des travaux pendant l'intersession. Il se réunit quatre fois par an.

Article 16

Les membres sont répartis au sein de commissions spécialisées qui préparent les rapports soumis au bureau ou à l'assemblée plénière. Chaque membre fait obligatoirement partie d'une

commission permanente et d'une seule. Les commissions permanentes sont au nombre de trois :

- Commission Actions culturelles et éducatives,
- Commission Affaires économiques,
- Commission Affaires juridiques et sociales / relation avec le citoyen.

Le champ de compétences de chacune de ces commissions est défini par décret.

Titre II : Les Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger

Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger

Article 17 *Cet article apporte un éclairage relatif aux relations et aux rôles des représentants du HC avec l'administration tunisienne à l'étranger, l'Office des Tunisiens à l'Etrange ainsi qu'avec les députés de l'immigration.*

Dans les domaines relevant de leur compétence, les Coordinateurs Locaux sont les représentants du HC. Ils sont indépendants de toute hiérarchie administrative. Ils bénéficient d'un local servant de lieu d'accueil et de permanence. Ils défendent les problématiques locales des tunisiens de leur zone de résidence en contribuant :



- A l'amélioration des pratiques de gestion du service public dans les administrations tunisiennes à l'étranger par une coopération et une coordination avec les autorités diplomatiques.
- A favoriser la médiation entre les tunisiens résidents à l'étranger et l'administration tunisienne.
- A jouer un rôle d'informateur et de porte-voix des tunisiens à l'étranger de la zone de résidence du coordinateur sur les thèmes évoqués dans les commissions.
- A proposer toutes les mesures et particulièrement les mesures d'ordre juridique, qui sont de nature à garantir le respect des droits des tunisiens résidents à l'étranger.

- A promouvoir, en collaboration avec les autorités tunisiennes ainsi que les associations de tunisiens de la circonscription, la vie sociale et culturelle.
- A assurer le suivi et à remonter les problématiques locales des citoyens expatriés de manière complémentaire avec les députés de l'immigration.

Chapitre II : Dispositions relatives à la composition des Coordinations

Locales

Article 18 Les Coordinateurs Locaux*

Les Coordinateurs Locaux représentent les citoyens tunisiens résidents à l'étranger inscrits dans la même zone consulaire.

Ils sont :

1/ Soit élus pour quatre ans au suffrage universel direct ⁸ (voir note de bas de page)

⁸ Les membres des Coordinations Locales sont élus dans chaque circonscription au scrutin de liste à un tour.

L'élection a lieu à la représentation proportionnelle dans les circonscriptions qui élisent au moins trois conseillers, dans les autres circonscriptions, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Les sièges attribués à la représentation proportionnelle obéissent la règle de la plus forte moyenne entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au sein de la circonscription, selon l'ordre de présentation de la liste.



www.projet-hcte.org

2/ Soit désignés pour quatre ans sur la base d'un dossier de candidature et d'une audition publique équivalent aux procédures mises en place pour les candidatures à l'ISIE.

3/ Soit élus pour quatre ans en qualité de représentant associatif selon les critères relatifs à l'article 8- proposition 1.

Article 19

Sont éligibles ou désignés les électeurs inscrits sur l'une des listes consulaires de la circonscription dans laquelle ils se présentent.

Afin de justifier d'une maîtrise des questions territoriales notamment relatives aux problématiques des secondes et troisièmes générations, les candidats doivent justifier d'une résidence effective d'un minimum de dix années dans la circonscription pour laquelle ils présentent leur candidature.(pour les zones de plus de 10000 résidents)

La Coordination Locale est composée au minimum d'un tiers de femmes et d'un tiers de moins de 35 ans.

Article 20

Une coordination Locale est instituée au sein de toute zone géographique comptant au moins 10000 citoyens expatriés et disposant d'un service consulaire. Les zones de moins de 3000 citoyens expatriés ayant des problématiques territoriales spécifiques sont représentées par un Coordinateur Local.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Les listes présentées doivent satisfaire à l'exigence de parité, et adopter l'organisation alternée homme-femme des listes dès lors que le scrutin proportionnel s'applique. Proposition de Majlesna



Chapitre III : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales

Article 21

Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales seront déterminées par Décret. Une charte éthique et un règlement intérieur commun à toutes les zones seront adoptés pour l'instauration des Coordinations Locales.⁹

Titre III : Dispositions finales

Article 22 Echéance relative à la mise en place du Haut Conseil*

En attendant la mise en place des futures institutions législatives et exécutives, conformément à la nouvelle constitution, deux propositions sont évoquées :

1 : La préparation des candidatures ou des élections aura lieu de manière concomitante à celle du Président de la République.

2 : La préparation des candidatures ou des élections aura lieu après les élections présidentielles.

Proposition de projet reprenant de nombreux travaux des tunisiens résidents à l'étranger.

Avril 2014.

⁹ Afin d'optimiser l'information et la participation de la société civile au futur fonctionnement du HC, la charte éthique et le règlement intérieur seront rédigés et mis en place avant le lancement du HC.



Note à l'attention des tunisiens à l'étranger

Ce texte de loi est le fruit d'importants investissements de tunisiens résident à l'étranger, indépendants ou sous contrat administratif, représentants de collectifs et experts. De nombreux juristes engagés dans la réussite du projet ont contribué fortement à l'exhaustivité de certains articles.

Afin de parachever l'écriture du projet et dans l'optique de définir des objectifs consensuels, nous vous proposons Mesdames et Messieurs de débattre des points suivants demeurés sans consensus.

Questions juridiques :

- **Article 1** : La dénomination
- **Article 8** : La Composition –désignation ou élection
- **Article 17 - Chapitre I** : Dispositions relatives aux attributions des Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger

Relations et rôles des représentants du HC avec l'administration tunisienne à l'étranger, l'Office des Tunisiens à l'Etrange ainsi qu'avec les députés de l'immigration.

- **Article 18-Chapitre II** : Dispositions relatives à la composition des Coordinations Locales *Désignation ou élection des représentants du HC dénommés Coordinateurs Locaux*
- **Article 22- Titre III** : Dispositions finales

Echéance relative à la mise en place du Haut Conseil- Avant ou Après élection

Questions non juridiques

- La feuille de route (prochaines étapes et calendrier)
- Comment assurer un suivi de la société civile jusqu'à la mise en place du projet ? (désignation de coordinateurs ou de personnes relais dans chaque zone consulaire)
- ❖ **Une conférence de consensus fin mai 2014 permettra de définir des recommandations basées sur l'ouverture d'un débat démocratique.**



| | | | | | | |
|--|---|---|---|---|--|--|
| 2 CALENDRIER DE CONSULTATION MAI 2014 | 3 Milan, rencontre avec des citoyens tunisiens de Milan | 4 Réunion du Consensus à Bologne | 5 Préparation calendrier, montage vidéo, administration | 6 Préparation administrative et logistique | 7 Rencontre avec des citoyens, sensibilisation au projet | 8 Préparation des rencontres du 9 et 10 (logistique) |
| 9 Rencontre à Paris Échange sur le processus de consultation | 10 Rencontre à Genève, présence d'associations Belges | 11 Préparation compte rendu et communication | 12 Contact téléphonique préparation et coordination des prochains déplacements. Accueil téléphonique et électronique des tunisiens à l'étranger (en moyenne, 120 appels par jour à gérer) rendez-vous téléphonique étalé dans la semaine | 13 Mise à jour de la base de données, rédaction compte rendu | 14 Préparation d'une plateforme d'information pour l'intégration d'une nouvelle méthode consultative | 15 Mise au point et coordination administrations ministère, consulat, ote et société civile. |
| 16 Rencontre à LA HAIE au pays Bas | 17 Rencontre à Rotterdam au pays Bas | 18 Réunion Canada /Lyon | 19 Reprise contact et coordination avec l'administration tunisienne pour la préparation aux prochains déplacements | 20 Coordination avec la société civile, les consulats et les attachés sociaux | 21 Rédaction du calendrier, finalisation des 5 comptes rendus | 22 Préparation du nouveau calendrier suite à modification administrative. Reprise contact, recherche de solution, médiation, reformulation des informations véhiculée. Proposition d'un nouveau calendrier tenant compte des changements. |
| 23 Réunion du consensus à Düsseldorf en Allemagne | 24 Réunion du consensus à Paris (annulée) | 25 Réunion du consensus à Marseille et villes alentours | 26 Rédaction des comptes rendus et établissement d'un plan de travail pour la semaine. Contact développeur site et co réalisateur du Site Tunicare pour l'aide à la réalisation du site (sans budget de l'Etat) | 27 Création d'outils méthodologiques pour intégration des résultats sur le site. Contact avec les zones éloignées qui n'auraient pas participé | 28 Intégration des contenus et résultats dans le site info-projet HCTE. Réunion Skype avec Toulouse, association Jasmin Tunisie Liberté et Démocratie | 29 Récolte des données et rédaction du rapport |



www.projet-hcte.org

| | | | | | | |
|--|-----------|--|--|--|--|--|
| 30Intégration des résultats, dépouillement des comptes rendus et intégration des résultats dans le projet en ligne. Un vote par zone consulaire consultée. soir : Réunion Skype avec Démocratie et Veille Citoyenne NICE pour échange et présentation de leur projet | 31 Fin | | | | | |
|--|-----------|--|--|--|--|--|

Projet HCTE

[Accueil](#)
[Actualités](#)
[Médias](#)
[Travaux](#)
[Consultations](#)
[Contact](#)

[Accueil > Consultations > Calendrier](#)

- [Calendrier](#)
[Projet en ligne](#)
[Inscription au comité de suivi](#)

Ce tableau présente le calendrier de la coordinatrice ainsi que l'ensemble des comptes rendus relatifs aux travaux de consultation .

| Période | Evenement | Lieux | Accès aux comptes rendu |
|------------|---|---------|-------------------------------------|
| 03.05.2014 | Milan, rencontre avec des citoyens tunisiens de Milan | Milan | |
| 04.05.2014 | Réunion du Consensus à Bologne | Bologne | |
| 05.05.2014 | Préparation calendrier, montage vidéo, administration | | |
| 06.05.2014 | Préparation administrative et logistique | | |
| 07.05.2014 | Rencontre avec des citoyens, sensibilisation au projet | | |
| 08.05.2014 | Préparation des rencontres du 9 et 10 (logistique) | | |
| 09.05.2014 | Rencontre à Paris Échange sur le processus de consultation | Paris | CR Paris fr.ar.pdf |
| 10.05.2014 | Rencontre à Genève, présence d'associations Belges | Genève | CR geneve fr.ar.pdf |
| 11.05.2014 | Préparation compte rendu et communication | | |
| 12.05.2014 | Contact téléphonique préparation et coordination des prochains déplacements. Accueil téléphonique et électronique des tunisiens à l'étranger (en moyenne, 120 appels par jour à gérer) rendez-vous téléphonique étalé dans la semaine | | |
| 13.05.2014 | Mise à jour de la base de données, rédaction compte rendu | | |
| 14.05.2014 | Préparation d'une plateforme d'information pour l'intégration d'une nouvelle méthode consultative | | |
| 15.05.2014 | Mise au point et coordination administrations ministère, consulat, ote et société civile. | | |



| | | | |
|------------|---|-------------|--|
| 16.05.2014 | Rencontre à LA HAIE au pays Bas | La Haye | CR La Haye fr ar.pdf |
| 17.05.2014 | Rencontre à Rotterdam au pays Bas | | CR Rotterdam fr ar.pdf |
| 18.05.2014 | Réunion Canada /Lyon | Canada/Lyon | CR Canada.pdf |
| 19.05.2014 | Reprise contact et coordination avec l'administration tunisienne pour la préparation des prochains déplacements | | |
| 20.05.2014 | Coordination avec la société civile, les consulats et les attachés sociaux. Réception des travaux du Koweït pour le HCTE | Koweït | CR Koweït fr ar.pdf |
| 21.05.2014 | Rédaction du calendrier, finalisation des 5 comptes rendus | | |
| 22.05.2014 | Préparation du nouveau calendrier suite à modification administrative. Reprise contact, recherche de solution, médiation, reformulation des informations véhiculée. Proposition d'un nouveau calendrier tenant compte des changements. | | |
| 23.05.2014 | Réunion du consensus à Düsseldorf en Allemagne | Allemagne | CR Allemagne fr ar.pdf |
| 24.05.2014 | Réunion du consensus à Paris (annulation suite à décision administrative) | | |
| 25.05.2014 | Réunion du consensus à Marseille et à Nice | | CR Marseille fr ar.pdf |
| 26.05.2014 | Rédaction des comptes rendus et établissement d'un plan de travail pour la semaine. Contact développeur site et co réalisateur du Site Tunicare pour l'aide à la réalisation du site (sans budget de l'Etat) | Roanne | |
| 27.05.2014 | Création d'outils méthodologiques pour intégration des résultats sur le site.Contact avec les zones éloignées qui n'auraient pas participé | | |
| 28.05.2014 | Intégration des contenus et résultats dans le site info-projet HCTE. Réunion Skype avec Toulouse, association Jasmin Tunisie Liberté et Démocratie | | |
| 29.05.2014 | Récolte des données et rédaction du rapport | | |
| 30.05.2014 | Intégration des résultats, dépouillement des comptes rendus et intégration des résultats dans le projet en ligne. Un vote par zone consulaire consultée. soir : Réunion Skype avec Démocratie et Veille Citoyenne NICE pour échange et présentation de leur projet. | | |



Les comptes rendus de chaque zone consulaire consultée



| COMPTE RENDU DE RÉUNION BOLOGNE تقرير جلسة بولونيا | |
|---|--|
| Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج | Objet : Réunion du consensus autour du draft pour le projet de Loi الموضوع : جلسة توافق حول مسودة المشروع |
| | Date et heure : 4 MAI 2014 à 14 heures - الثانية بعد الزوال 04 ماي 2014 الساعة : |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel المحرر : السيدة اعتدال بربورة |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales (administration sous-traitante : OTE) الوظيفة/ المشروع : منسقة مكلفة بالمشروع لدى وزارة الشؤون الاجتماعية (الإدارة المتعهد التقوي: بيران التونسيين بالخارج) |
| | Contact : ib.projetcte@gmail.com Tel. : 0033614286688 :الهاتف |
| Organisateurs : Collectif Alleanza delle Associazioni dei Tunisini d'italia : Comité directeur: Mohamed Riahi, Samir Manai, Ridha Mechergui, Loffi ben Hammouda, Zina Kocht, Nouredine Chamaoui et Mustapha Toumi. Participants : d'autres représentants associatifs | |
| Associations présentes Total : 18 الجمعيات الحاضرة المجموع: 18 | Voce Nuova Tunisia (PR), Ass. El Ikhaa (BO), Ass. Pontes (MI), Ass. Nero su Bianco (AV) Ass. C.I.T.I (MI), Ass. Amen intgrazione (MI), Ass. Il dialogo (RE), Ass. Wahid 80 (IT), Ass. La nuova promessa (RN), Ass. Amici della Tunisia (MO), Ass. Diar El Khair (RM), Ass. Le Jasmin (PG), صوت تونس الجديدة، جمعية الإخاء، جمعية بونتي، جمعية نيرو سو بيانكو، جمعية المهاجرين التونسيين بإيطاليا، جمعية أمان، جمعية الوعد الجديد، جمعية أصدقاء تونس، جمعية ديار الخير، جمعية الياسمين 80، جمعية الحوار، جمعية وحد Ass. Actu (PG), Ass. Tunisia Soliedarità e della fratellanza (RV), Ass. Al Zaitouna di Brescia (BR), Ass. Die Tunisini in Campagna (NA), Ass. Umanitaria Cittadini del mondo (RV) جمعية أكتو، جمعية التضامن والأخوة، جمعية الزيتون بريشيا، جمعية التونسيين بكامبانيا، الجمعية الإنسانية لمواطني العالم Ass. Verdi: Rebeh Kraiem جمعية الخضير Mr. Hedi Khirat président de l'Association. Le Jasmin |



www.projet-hcte.org

| | |
|---|---|
| Noms des présents selon la feuille de présence الحاضرون حسب جدول الحضور | Lotfi ben Hammouda, Leila bou Ghattas, Ouejdane Mejri, Ahmed H'maied, Mehdi ben Zineb, Aicha Abidi, Dridi Kamel, Fayçal ben Haj R'houma, Wahid Ghribi, Zina Kocht, Dhaou Bakkari, Nourddine Chemmaoui, Ali Ammar, Samir Manai, Habib Mahjoub et Mohamed Riahi لطفی بن حمودة، لیلی بو غطاس، وجدان الماجري، أحمد حمید، مهدي بن زينب، كمال النريدي، فيصل بن الحاج رحومة، وحيد غريبي، زينة كتنط، ضو الكاري، نور الدين شماوي، علي عمار، سمير مناعي، حبيب محجوب و محمد الرياحي |
| Diffusion – Consultation : Tout public بالکمله نشر - المشاورة: الجمهور | |
| Adresse web عنوان الواب | www.projet-hcte.org |
| Facebook فيس بوك | Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-LETRANGER/5888157247223?ref=hl |
| Vidéo de la rencontre فيديو اللقاء | http://youtu.be/Rlr5Q-nTgow |



| Thèmes et questions abordées المواضيع والمسائل التي وقع التطرق لها | Société Civile المجتمع المدني | Coordinatrice المنسقة |
|--|----------------------------------|--------------------------|
| <p>Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques. تقديم المهمة والأشغال والمسودة في ما يتعلق بمشروع القانون وإطلاق الحوار بشأن الفصول المثيرة للجدل.</p> | | |
| <p>Présentation des articles à débats et échange de point de vue, tour de table, تقديم الفصول المثيرة للجدل وتبادل الآراء في شكل مائدة مستديرة</p> | | |
| <p>Article 1 : La dénomination : HCTE accepté à l'unanimité (la problématique du statut des sans-papiers élimine la notion de résidence laissant la préférence à la préposition « à »)</p> <p>Article 3 : Qui est concerné ? un accent a été porté sur la nécessité de se concentrer prioritairement sur les tunisiens à l'étranger « permanent » de par leur statut ou condition.</p> <p>Article 8 : Malgré le grand nombre d'association et la dynamique de chacune d'entre elles, le mode de désignation sous forme de dossier associatif ne peut convenir puisque les associations ont épongé beaucoup de problèmes sociaux après la révolution, leurs activités sont essentiellement sur terrain ? Elles n'ont donc pas de dossier réglementé avec rapport d'activité, budget de fonctionnement... Les élections même à faible taux posent également une inquiétude. Une 3ème proposition serait attendue.</p> <p>Article 17 : La relation avec les députés ? un temps d'échange relativement long a permis de lever le malaise concernant l'absence voire « l'inutilité » des députés dans leur inquiétude du quotidien (cf vidéos) L'importance d'une représentativité non politique mais purement sociale a mis l'accent sur la nécessité de poursuivre le HCTE en comptant sur le travail de ses futurs membres locaux (les coordinateurs locaux)</p> <p>Article 20 : Un représentant pour toutes les catégories, d'accord pour la parité, pour introduire des jeunes.</p> <p>Article 22 : à l'unanimité, et dans un cadre pragmatique, les associations souhaitent voir le lancement du conseil synchroniquement aux élections présidentielles.</p> <p>الفصل 1: التسمية قبلت بالإجماع تسمية المجلس الأعلى للتوسمين بالحارج إشكالية المهاجرين في وضعية غير قانونية تلغي مفهوم الإقامة وتترك الأفضلية لعبارة "ب"</p> | | |



الفصل 3 : من المعني؟ وقع التركيز على ضرورة التشاور مع إعطاء الأولوية للتونسيين المقيمين بالخارج باستمرار من حيث مكانتهم أو وضعهم

الفصل 8 : بالرغم من العدد الكبير للجمعيات و الدينامية التي تتميز بها كل واحدة منها فإن طريقة التحيين عن طريق ملف جمعياتي لا تتماشى نظرا لكون الجمعيات اجتمعت عديد المشاكل الاجتماعية بعد الثورة وأنشطتها على الميدان أساسا. لذلك فهي تفتقر لملف مقنن بواسطة تقرير نشاط وميزانية اشغال... والانتخاب ولو بنسبة ضعيفة هو موضوع قلق و من المنتظر إيجاد مقترح ثالث.

الفصل 17 : العاقبة مع النواب؟ أمكن بفضل تبادل للرأي لفترة طويلة نسبيا أمكن إزالة الطبق بخصوص غياب وحتى عدم "جدوى" النواب بخصوص اشغالهم بالشأن اليومي (انظر الفيديوهات). وانطلاقا من أهمية التمثيلية الغير سياسية بل الاجتماعية المحضة أمكن التأكيد على ضرورة المواصلة باتجاه المجلي الأعلى المستقل بالإعتماد على عمل الأعضاء المحليين المنتظرين (المنسقون المحليون)

الفصل 20 : ممثل لكل الأصناف- اتفق بخصوص التناسف وتشريك الشباب

الفصل 22 : بالإجماع وفي إطار عملي نود الجمعيات أن يتم إطلاق المشروع بالتزامن مع الانتخابات الرئاسية

La conférence du consensus : Présentation et échange sur le processus

L'évènement a intéressé l'ensemble des citoyens présents. Etant donné que l'Italie est le cœur de l'Europe, que c'est le pays qui a le plus souffert et qui souffre encore des conséquences territoriales suite aux révolutions de 2011, les associations des tunisiens d'Italie sont les acteurs les plus méritants, ceux qui épongent concrètement et souvent de manière isolée les actions militantes pour leur compatriote en détresse, arrivée sur le sol italien.

مؤتمر التوافق: تقديم المسار وتبادل الرأي بشأنه
لقد حظي الحدث كل باهتمام كل المواطنين الحاضرين.
واعتبارا لكون إيطاليا تعد قلب أوروبا لما عانته وتعاينته من جراء الآثار الإقليمية لتورات 2011 فإن الجمعيات التونسية بهذا البلد تمثل الفاعل الأجدر والذي يجتهد بصفا ملموسة وأحيانا بصفا معزولة الأنشطة النضالية لصالح مواطنيهم القادمين لإيطاليا وفي محنة.

Prochaines étapes :

Symboliquement, il serait effectivement intéressant d'envisager la conférence de consensus en Italie. L'ensemble des citoyens et représentants d'associations présents ont émis le souhait d'organiser l'évènement en Italie.

المرحلة المقبلة:

من ناحية رمزية يكون فعلا من المهم النظر في عقد مؤتمر التوافق بإيطاليا. وقد عبر كل الحاضرين من مواطنين وممثلي الجمعيات عن أملهم في أن يتعد هذا الحدث بإيطاليا



www.projet-hcte.org

| COMPTE RENDU DE RÉUNION PARIS Version français / Arabe | |
|--|---|
|  Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج | Objet : Réunion HCTE sur le processus de consultation |
| | Date et heure : 9 mai 2014 à 18 heures |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel et madame Zayani Samia FSSA |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien (administration sous-traitante : OTE) |
| | Contact : ib.projetcte@gmail.com Tel. : 0033614286688 |
| Participants | |
| Associations présentes Total : 13 associations Et des indépendants | Zasova Bilijana , Alda ; Samia ZAYANI, FSSA ; Laaradh Abdennaceur , ADAI/Tous Pour 1 Ben Hassen Toumi, BEI/AEP; Sediri Slimane , Per a Peace; Rami Bali, Nasr Ahmed, ASSEN LADJMI MEDI , Karkeni Amine ; ETTAKATOL; Hela Ben Youssef Ouerdani ; Femmes de Liberté; Mendil Lazhar; Jasmin Tunisie; Driss Bahloul Samia , ATEF-AT2D; Tayech Belgacem ADTF; Faouel Raoudha, Hamrouni Mohamed, MCTF; Mohamed Krir ,ESCOT, Walid Soltane, indépendant, Mr Miled , Indépendant. |
| Diffusion – Consultation : Tout public النشر - الإستشارة: العموم | |
| Adresse web | www.projet-hcte.org |
| Facebook | Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-IETRANGER/586815724747223?ref=hl |
| Vidéo témoignage | Lien vidéo : http://www.slideshare.net/slideshow/embed_code/34543762 |
| Contexte | |
| Rédigé par l'association hôte Mme Zayani | |
| Afin de renforcer la démarche participative , Le Forum des Sciences Sociales Appliquées et membre de l'initiative TACHAWER a organisé une rencontre des organisations de la société civile tunisienne à Paris avec Madame Etidel Barboura chargée par le gouvernement pour le projet HCTE et madame BILJANA SAZOVA représentante de l'associations des agences européennes de Gouvernance locale et participation citoyenne. | |
| Une proposition de projet portant création d'une Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger a été retenue pour consultation auprès de la société civile à l'Etranger. | |
| L'agenda du processus de consultation a été annoncé avec une date limite le 31 Mai. | |
| Le Forum des Sciences Sociales a voulu faire entendre une alternative et sur le processus de consultation qui est TACHAWER mais aussi sur le projet du HCTE avec une version respectant l'indépendance des OSC et qui répond aux différents besoins des tunisiens à l'étranger avec une structuration décentralisée, inclusive et qui est respecté le Bottom-up. | |



| Thèmes et questions abordées | Société Civile | Coordinatrice projet Hcte | ALDA |
|---|----------------|---------------------------|------|
| <p>le travail a été lancé à un niveau administratif depuis 2012 par les attachés sociaux et l'ancien chargé de mission, que l'ancienne équipe de travail a élaboré un rapport avec des consultations et une proposition de projet de Loi, que d'autres travaux ont été travaillé par des associations et citoyens. Qu'aujourd'hui on lance de nouveau les consultations pour informer de l'état des lieux du dossier et permettre un débat sur la proposition du projet de loi complétée et élargies des travaux remis. Ces consultations visent à remettre un rapport sur les avis des citoyens concernant d'une part le projet élargi et d'autre part leur approche participative vis-à-vis de la commande ministérielle. Les rencontres s'organisent à l'aide de certains consulats mais aussi à la demande des organisations de la société civiles.</p> <p>La suite du processus serait d'organiser des conférences de consensus, Inspirée de l'ANAES, il y aura une comités d'organisation (représentants d'associations, indépendants, administration) qui désigne un jury (chacun du comité d'organisation propose un nom pour représenter le jury), les experts sont tous ceux qui auraient des solutions sur les articles et points polémiques (feuille de route pour le projet, acteurs relais, délai...). Cet événement serait à déterminer (lieux et date) et serait ouvert à tous les tunisiens Résidents à l'Etranger. Elle a répondu à un ensemble de questions et s'est proposé de revenir pour mettre en place une consultation élargie sur Paris en présence de tous les acteurs concernés.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Le projet est trop compliqué avec la dimension géographique - Le délais est court pas suffisant pour consultation des OSC . -Quel est l'agenda du gouvernement. -gouvernement provisoire -les anciennes consultations se sont mal passées voir pas passés - Activités d'élections au moins d'un an et mode d'élection interfère avec les élections des députés. - la session d'information en Tunisie en juillet 2012 ou en 2013 à Hammamet il n'ya pas eu de consensus, il y'a des problèmes de représentativités - pour que les objectifs soient atteints il faut se donner du temps - Besoin d'une communication globale pour sensibiliser autour du projet -information des attachés sociaux -pourquoi on se concentre que sur les OSC alors que c'est un projet des tunisiens à l'Etranger ? - problème de consensus entre les partis politiques et les OSC. -Le projet est trop compliqué avec la dimension géographique - Le délais est court pas suffisant pour consultation des OSC . -Quel est l'agenda du gouvernement. | | | |



| | | | |
|--|--|--|--|
| <p>-gouvernement provisoire</p> <p>-les anciennes consultations se sont mal passées voir pas passés</p> <p>- Activités d'élections au moins d'un an et mode d'élection interfère avec les élections des députés.</p> <p>- la session d'information en Tunisie en juillet 2012 ou en 2013 à Hammamet il n'ya pas eu de consensus, il y'a des problèmes de représentativités</p> <p>- pour que les objectifs soient atteints il faut se donner du temps</p> <p>- Besoin d'une communication globale pour sensibiliser autour du projet</p> <p>-information des attachés sociaux</p> <p>-pourquoi on se concentre que sur les OSC alors que c'est un projet des tunisiens à l'Etranger ?</p> <p>- problème de consensus entre les partis politiques et les OSC.</p> <p>Est-ce que le 31 est la fin de mission ou le dépôt du projet ? Le 31 c'est la fin des consultations concernant un projet de Loi (ne pas mettre car j'ai clarifier ??!) ou mettre point clarifié par Itidel (remise d'un rapport sur les avis des TRE concernant le projet)</p> <p>Problème lié au statut des associations de tunisiens à l'étranger vis-à-vis de l'administration tunisienne</p> | | | |
| <p>L'ALDA est partie prenante des INGO du Conseil de l'Europe</p> <p>Introduction du CODE DE BONNE PRATIQUE POUR LA PARTICIPATION CIVILE AU PROCESSUS DÉCISIONNEL</p> <p>http://www.tachawer.net/rapports-et-publications/rapports-%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%B1/</p> <p>il faut travailler sur un environnement favorable autour de la participation citoyenne. Trois principes fondamentaux :</p> <ol style="list-style-type: none">1 l'indépendance des OSC : elles doivent être libres et autonomes2 La confiance : ici il faut une prévisibilité du gouvernement : il faut tenir ses promesses et ne pas changer les processus ou les points d'accords.3 transparence avec le OSC rendez des comptes4 Inklusivité : Faut fait participer un nombre important des OSV le processus doit être équitable , les consultations doivent se donner le temps pour qu'elle soient de qualité prendre des décisions à travers les grands moyens de communications des Médias , utiliser le tirage au sort pour les Jury plutôt que les désignations. | | | |



| | | | |
|---|--|--|--|
| <p>Intervention de Mme Zayani Par rapport au processus de consultation , un processus a été mis en place pour les consultations concernant la structuration de la société civile tunisienne va être utilisé pour le HCTE</p> <p>Via la plateforme www.TACHAWER.net nous pourrons faire consulter et sur le projet de Loi, et sur le processus ainsi que le projet lui-même une large population des OSC et les résultats peuvent être visible par tous.</p> <p>4. intervention de Madame Samia Zayani pour présenter l'Alternative proposée par FSSA</p> <p>Le projet HCTE doit être façonné selon les besoins des Tunisiens à L'Etranger et non les besoins des gouverneurs ou d'autres acteurs pour le dialogue avec les Tunisiens à l'Etranger. Ceci donnera une parfaite structuration au service des Tunisiens à l'Etranger avec un dialogue efficace.</p> <p>L'approche Bottom up est une meilleur approche pour répondre aux priorités locales pour avoir un système évolutif et adapté aux transitions et changement de situation de la Diaspora et les flux migratoire.</p> | | | |
| <p>Prochaines étapes : Les associations et personnes présentes ont souhaité une deuxième visite à Paris afin d'approfondir la question et permettre un dialogue autour de la question du projet HCTE , J'ai bien insisté sur le caractère non exhaustif du projet. C'est une base qui nous permet d'avancer vers une approche plus claire. Retour prévu sur Paris entre le 17 et le 28 mai</p> | | | |

Version Arabe

"تشااور": لقاء حوارى لمكونات المجتمع المدني بباريس مع السيدة اعتدال بربورة بخصوص إرساء المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج (م أ ت خ)

الجمعة 09 ماي 2014 بدار الجمعيات التونسية بنهج روما عدد 85 – 75008 باريس
"تشااور": حوار OSC بباريس مع السيدة اعتدال بربورة بشأن المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج

الحاضرون

منسقة مشروع إحدات المجلس الأعلى

اعتدال بربورة

ALDA

زازوفة بيليجانة

FSSA

سامية زياني

ADAI / الكل من أجل واحد

عبد الناصر لعراض



| | |
|-------------------|--------------------------|
| BEI/AEP | التومي بن حسن |
| Per a Peace | سليمان السديري |
| ASSEN | رامي بالي |
| الكتل | مادي الحجمي |
| Femmes de Liberté | هالة بن يوسف الورداني |
| Jasmin Tunisie | لزهر منديل |
| AT2D-AT2D | سامية إدريس بهلول |
| ADTF | يلقاسم طياش |
| MCTF | روضة فوال- محمد الحمروني |
| ESCOT | محمد كيرير |
| مستقل | وليد سلطاني |
| مستقل | السيد ميلاد |

السياق

السياق

سعيًا لتدعيم المقاربة التشاركية عقد منتدى العلوم الإجتماعية المطبقة، والعضو بمبادرة "تساور" لقاء لمكونات المجتمع التونسية بباريس مع كل من السيدة اعتدال بربورة المكلفة من قبل الحكومة بمشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج والسيدة بلجانة سزولفا BILJANA

SAZOVA ممثلة جمعية الوكالات الأوروبية للحكومة المحلية والتشاركية المواطنة.

وقّع اعتماد مقترح مشروع إحداث هيئة عليا ممثلة للتونسيين بالخارج كموضوع للتشاور في إطار المجتمع المدني بالخارج.

وحدد يوم 31 ماي كموعده لنهاية المسار التشاوري.

وسعى منتدى العلوم الإجتماعية المطبقة لتقديم بديل في ما يتعلق بالمسار التشاوري يتمثل في برمجية "تساور" من ناحية وبخصوص مشروع المجلس الأعلى من ناحية أخرى بتقديم رؤية تحترم استقلالية مكونات المجتمع المدني وتستجيب لمختلف انتظارات التونسيين بالخارج مع هيكلية مبنية على مبدأ اللامركزية والمسؤولية والإحترام: "من أسفل إلى أعلى" ال Bottom-up.

جدول الأعمال:

1- مداخلة السيدة اعتدال بربورة حول المسار التشاوري

أفادت السيدة بربورة أن العمل أطلق على مستوى الإدارة منذ سنة 2012 من قبل الملحقين الإجتماعيين والمكلف بمهمة الأسبق وأن الفريق السابق قد أعد تقريرا مع استشارات ومقترح مشروع قانون وأن أشغال أخرى أنجزت من قبل جمعيات ومواطنين. وأضافت أن الإستشارات أطلقت من جديد للإعلام بما وصل إليه الملف وإتاحة الفرصة لنقاش حول مقترح مشروع قانون مكتمل وموسع بفضل الأشغال المقدمة.



وتهدف هذه الإستشارات لتقديم تقرير حول آراء المواطنين في ما يتعلق بالمشروع الموسع من ناحية والمقاربة التشاركية في علاقة بالقرار الوزاري من ناحية أخرى. وتنتظم اللقاءات بمساعدة بعض الفنصليات ولكن أيضا حسب طلب منظمات المجتمع المدني.

ويمكن أن تتمثل المرحلة المقبلة للمسار التشاوري في تنظيم جملة من المؤتمرات التوافقية مستوحاة من ANAES حيث تحدث لجان تنظيم (ممثلي الجمعيات والمستقلين والإدارة) توكل لها مهمة تعيين لجنة محلفين (كل لجنة من لجان التنظيم تقترح اسما يمثلها في لجنة المحلفين) وخبراء ممن لديهم حلول للفصول والنقاط موضوع جدول(خارطة طريق للمشروع وفاعلين مرحليين وأجال...). وبالإمكان تحديد موعد هذا الحدث (من حيث الإطار الزماني والمكاني) الذي من الممكن أن يكون مفتوحا لكل التونسيين المقيمين بالخارج. وقد أجابت السيدة بربورة على جملة من الأسئلة واقترحت العودة لوضع أسس استشارة واسعة النطاق بباريس بحضور كل الفاعلين المعنيين.

انظر التوضيحات على الرابط: <http://www.tachawer.net/rapports-et-publications/rapports-%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%B1/>

لائحة الحضور: تناولت النقاط التالية:

- المشروع جد معقد جراء البعد الجغرافي
- الأجل المحدد قصير ولا يكفي للتشاور من قبل مكونات المجتمع المدني
- ما هي أجندا الحكومة ؟
- الحكومة المؤقتة
- الإستشارات السابقة لم تتم بطريقة جيدة وحتى لم تتم بعد.
- انتخابات في حدود سنة على الأقل وطريقة انتخاب تتداخل مع انتخابات النواب
- خلال الدورة الإعلامية بتونس في جويلية 2012 أو 2013 لم يحصل التوافق وكان هنالك مشاكل تتعلق بالتمثيلية
- حتى يتسنى بلوغ الأهداف لا بد من توفير الوقت الكافي
- الحاجة لعملية اتصال / تواصل شامل للتحسيس بأهمية المشروع
- إعلام الملحقين الاجتماعيين
- لم اتركز على مكونات المجتمع المدني بالرغم من كون المشروع لكل التونسيين؟
- مشكل التوافق بين الأحزاب ومكونات المجتمع المدني
- هل يمثل تاريخ 31 ماي موعدا لنهاية المهمة أم لإيداع المشروع؟ نقطة قامت بتوضيحها السيدة بربورة (إيداع تقرير يتضمن آراء التونسيين بالخارج في ما يتعلق بالمشروع) - إشكال يتعلق بالفانون الأساسي لجمعيات التونسيين بالخارج في علاقة بالإدارة

التونسية.

2- تدخل / مداخلة السيدة بليجاجة / بليخانة سافوزا من ALDA

- ال ALDA طرف رئيسي في ال INGO التابعة للمجلس الأوروبي
تقديم مدونة قواعد الممارسة السليمة للمشاركة المدنية في صنع القرار
<http://www.tachawer.net/rapports-et-publications/rapports-%D8%AA%D9%82%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%B1/>
ينبغي العمل في محيط ملائم حول التشاركية المواطنة. ثلاث مبادئ أساسية
- 1- استقلالية مكونات المجتمع المدني : ينبغي أن تكون حرة وتمتع باستقلالية ذاتية
 - 2- الثقة : هنا لا بد من وجود القدرة على التنبؤ من قبل الحكومة : يجب الإيفاء بالوعود وعدم تغيير المسار أو النقاط المتفق حولها
 - 3- الشفافية مع مكونات المجتمع المدني و المساواة
 - 4- الشمولية / التضمينية: لا بد من تشريك عدد هام من مكونات المجتمع المدني وأن يكون المسار عادلا و أن تأخذ الإستشارات الوقت الكافي حتى تضمن جودة اتخاذ القرارات عبر وسائل الإتصال الكبيرة - استخدام القرعة لتكوين لجان المحلفين بدلا عن التعيينات.
 - 5- يجب أن يمتلك المجلس الأعلى المبادرة للعمل على صياغة النص و القوانين/ اللوائح



• مستويات التتبع:

- استشارة نفس الأشخاص
- الإقتصار على استشارة هيكل صغرى
- اللجوء للتأثير
- انعدام التواصل على نطاق واسع

3- تدخل/ مداخلة السيدة سامية زياني في ما يتعلق بالمسار الإستشاري

المسار الإستشاري أحدث من أجل الإستشارات المتعلقة ببيكلة المجتمع المدني وسوف يقع اعتماده في ما يتعلق بالمجلس الأعلى.

عبر منظومة www.TACHAWER.net بالإمكان القيام باستشارة حول مشروع القانون والمسار وكذلك المشروع ذاته تشمل عدد كبير من مكونات المجتمع المدني وبذلك تكون النتائج واضحة للجميع.

4- تدخل/ مداخلة السيدة سامية زياني لتقديم البديل المقترح من قبل الFSSA

- لقد وقعت صياغة مشروع المجلس الأعلى حسب حاجيات التونسيين بالخارج لا حسب حاجيات السلط أو غيرها من المتدخلين الفاعلين في الحوار مع التونسيين بالخارج. وسوف يؤدي ذلك لهيكله مثالية في خدمة التونسيين بالخارج عبر الحوار المجدي.
- وتعد مقاربة "أسفل- أعلى" Bottom-up أفضل مقاربة تستجيب للأولويات المحلية للتوصل لمنظومة قابلة للتطور وتتأقلم مع تحولات وتغيرات وضع الشئات وتدفق الهجرة.
- من المحبذ إنشاء هيكل لا مركزي.
- وفي صورة شمل نطاق المجلس أيضا نطاق منظمات المجتمع المدني تحدث الهيكله المستقلة من أجل الحفاظ على استقلالية منظمات المجتمع المدني وتدعيم دورها لإحداث توازن للسلطة.
- وفي واقع الأمر ينقسم المشروع إلى ثلاثة هيكل:
- هيكل يعنى بالحاجيات المستعجلة وقصيرة المدى وذلك عبر منظومة إصغاء مع الملحقين الإجتماعيين والإدارات وكذلك الجمعيات إن أرادت تقديم هذه الخدمة.
- تغطية الحاجيات على المستويين القصير والمتوسط وهو هيكل مكون من منظمات المجتمع المدني بالخارج وبضم الجمعيات المحلية والمجالس الجهوية ومنظومة عالمية تعتمد مقاربة "أسفل- أعلى" Bottom-up لوضع برنامج للتنمية والتعاون.
- تغطية المحيط الملئم لوضع هذه البرامج مع المجلس الأعلى الذي يمثل هيكل أو إطارا للحوار مع منظمات المجتمع المدني والحكومة للقيام بالإصلاحات ووضع القانون والمسار فضلا عن تنفيذ سياسة واستراتيجية لتدعيم المحيط الملئم وبالتالي التعاون والهجرة الخ.

<http://forumssapp.wordpress.com/2014/01/04/alternative-et-perspectives-pour-le-haut-conseil-des-tunisiens-a-letranger-renforcement-de-la-democratie-participative/>

البديل والأفاق للمجلس الأعلى للتونسيين بالخارج : دعم الديمقراطية التشاركية



www.projet-hcte.org



| COMPTE RENDU DE RÉUNION Genève تقرير جلسة جنيف | |
|---|--|
|  <p>Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج</p> | Objet : Réunion du consensus autour du draft pour le projet de Loi الموضوع : جلسة توافق حول مسودة المشروع |
| | Date, lieux, horaires : 10 MAI 2014 à 14 heures à la mission التاريخ و المكان والتوقيت : 10 ماي 2014 - الثانية بعد الزوال - البعثة الدبلوماسية |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel المحرر : السيدة اعتدال بربورة |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien (administration sous-traitante : OTE) الوظيفة/ المشروع : منسقة مكلقة بالمشروع لدى وزارة الشؤون الاجتماعية (الإدارة المتعمدة التلقوية: جوان التونسيين بالخارج) |
| | Contact : jb.projetcte@gmail.com للإتصال Tel. : 0033614286688 الهاتف |
| Participants | |
| Associations présentes Total : 14 associations الجمعيات الحاضرة المجموع : 14 جمعية | Abbès Ben Brahim (Pro Ettadhamen), Abdellatif Lakhel (atenmya), Adel Baccouche (AFIT), Ali Chkir , Ben Henda Mohamed , "Dr. Hatem Ksouri" , Jalel Masrouhi ,Kamel M'Barki (Association Suis Tunisian Solidarity) , Mohamed Ali Betbout (Ezzitouna) , Amel Association, Ibtissem Khalfallah (Haidra) , "Dr. Najah Farah" , Seblaoui Hedi, (CTS), (swiss tunisian think tank), Mokhtar Triki (attaché social) , Rebeh Kraiem (Italie, association Khadra), Dr Ben Abdeljlil Hassen (jeunes tunisiens de Belgique) عباس بن ابراهيم (موال ل"التضامن") - عبد اللطيف الأكليل ("التندية") - عادل بكوش (AFIT) - علي شخير - محمد بن هندة - "د. حاتم كسوري" - جلال مسروحي - كمال مباركلي (جمعية " التضامن التونسي السويسري") - محمد علي بلوت ("الرفيونة") - " جمعية أمل" - اشام خلف (Aidra) - محمد بن هندة - "د. نجاح فرح" - نجوى السماعيل (CSTDD) - هادي سباتوي - (CTS) - (swiss tunisian think tank) - مختار التريكي (ملحق اجتماعي) - ربح كريم (إيطاليا، جمعية " خضراء") - د. حسن بن عبد الجليل (الشباب التونسي jeunes tunisiens de Belgique) . |
| Diffusion – Consultation : Tout public | |
| Adresse web عنوان الويب Facebook فيس بوك Vidéo de la rencontre فيديو اللقاء | www.projet-hcte.org Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-IETRANGER/586815724747223?ref=hl http://youtu.be/Rlr5O-nTgow |



| Thèmes et questions abordées المواضيع والمسائل التي وقع التطرق لها | Société Civile المجتمع المدني | Coordinatrice المنسقة |
|--|----------------------------------|--------------------------|
| Présentation de la mission, des travaux, du projet de Loi, débat sur les articles polémiques. تقديم المهمة والأشغال والمسودة في ما يتعلق بمشروع القانون وإطلاق الحوار بشأن الفصول المثيرة للجدل | | |
| Présentation des articles à débats et échange de point de vue, tour de table. تقديم الفصول المثيرة للجدل وتبادل الآراء في شكل دائري Etant donné l'hétérogénéité des niveaux d'information, plusieurs jeunes associations découvraient le projet, d'autres se sont interrogés sur l'utilité du conseil, surtout selon les différents statuts sociaux de tunisiens à l'étranger. Explication concernant l'historique du projet, de l'état d'avancement des travaux, des points de distorsion. نظرا لانعدام التناسق في المستويات الإعلامية العديد من الجمعيات الشبابية اكتشفت المشروع وأخرى تساءلت حول الجدوى من المجلس وتحديدًا حسب مختلف المكاتب/المراتب الاجتماعية للتونسيين بالخارج. قدم توضيح يتعلق بتاريخ المشروع ومستوى تقدم الأشغال و نقاط التحريف/التشويه Les questions : -Comment donner une équité aux membres du Conseil compte tenu des différences identitaires et sociales entre citoyens ? -Proposition : segmenter les représentants des tunisiens à l'étranger selon les différentes catégories -Certaines personnes ne sont pas d'accord car la spécificité des tunisiens peut alourdir la gestion de la futur instance et peut également ne pas tenir compte des catégories atypiques. | | |



الأسئلة التي طرحت:

- كيفية تحقيق مبدأ الإنصاف للأعضاء اعتباراً للإختلافات في مستوى الهوية ومن الناحية الإجتماعية بين المواطنين

- مقترح : تجزئة ممثلي التونسيين بالخارج حسب مختلف الفئات أو الأصناف -- بعض الأشخاص اعترضوا لكون مسألة خصوصية التونسية من شأنها إثقال تسيير الهيئة المقبلة إلى جانب كونها قد لا تأخذ بعين الإعتبار الأصناف اللانتموية.

Article 8 : -La question électorale a été abordée comme une possible redondance logistique et thématique du rôle des députés.

L'article 8 a donné l'occasion de discuter de la question de la répartition géographique des membres. Il a été conseillé de ne pas alourdir le nombre de représentants. En effet, la représentation relative au nombre de membre par pays a été un sujet de débat.

الفصل 8: وقع التطرق لمسألة الإلتخاب كإمكانية لتكرار لوجستيكي وموضوعياتي لدور النواب. وقد أتاح الفصل 8 الفرصة للتداول حول مسألة التوزيع الجغرافي للأعضاء. وقد أوصي بعدم الإكثار في عدد الممثلين. وبالفعل فإن التمثيلية النسبية عن كل بلد كانت موضوع نقاش.

- Les citoyens présents ont préféré privilégier une représentativité par pays en mettant l'accent sur les spécificités des modes de communication selon les pays de résidence.

خير المواطنون الحاضرون إيلاء الأولوية للتمثيلية عن كل بلد وبالتخصيص على خصوصيات أتماط التواصل حسب بلد الإقامة

Article 17 : Remise en question du rôle complémentaire avec les députés. Indépendance totale vis-à-vis des institutions.

Article 20 : Un représentant pour toutes les catégories, d'accord pour la parité, pour introduire des jeunes.



| | | |
|---|--|--|
| <p>الفصل 17: مراجعة الدور التكاملي مع النواب والاستقلالية عن المؤسسات الفصل 20: ممثل عن كل الأصناف- قبول مبدأ التناسف وإقحام الشباب الفصل 22: عبرت الجمعيات بالإجماع عن أملها في يقع إطلاق المجلس بالتزامن مع الانتخابات الرئاسية</p> | | |
| <p>La participation à la rédaction feuille de route a été un élément apprécié par l'ensemble des acteurs présents. المساهمة في تحرير خارطة الطريق مثلت عنصرا نال استحسان كل الحاضرين</p> | | |
| <p>Prochaines étapes : Les citoyens et représentants d'association ont émis leur souhait de participer au projet. La plupart d'entre eux n'ont pas suivi le travail fait. Un temps supplémentaire permettant la mise en place d'une réflexion et d'une participation plus efficace a été émis. La conférence de consensus est une méthode qui a intéressé bon nombre de citoyens. L'idée de la mettre en place pour le mois d'aout a été appréciée. المراحل المقبلة: أعرب المواطنون وممثلي الجمعيات عن أملهم في المساهمة في المشروع. ولم يتابع أغلبهم العمل المنجز. وقد اقترح تخصيص مزيد من الوقت للتفكير والمساهمة الناجعة. مؤتمر التوافق آلية حظيت باهتمام عدد هام من المواطنين وفكرة وضعها حيز التنفيذ في شهر أوت نالت الاستحسان من الحضور</p> | | |



| COMPTE RENDU DE RÉUNION La Haye (Pays Bas) تقرير جلسة التوافق بلاهاي (هولندا) | |
|--|--|
| <p>Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج</p> | Objet : Réunion du consensus autour du projet de Loi الموضوع : جلسة توافق حول مشروع القانون |
| | Date et heure : 16 mai 2014 à 16 heures (durée : 4heures) التاريخ والتوقيت : 16 ماي 2014 (المدة 4 ساعات) |
| | Rédacteur : Mme Barboura Idel السيدة اعتدال برجورة |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien (administration sous-traitante : OTE) الوظيفة/ المشروع : منسقة مكللة بالمشروع لدى وزارة الشؤون الإجتماعية (الإدارة المتعهد التلوي: ميان التونسيين بالخارج) |
| | Contact : ib.projetcte@gmail.com الهاتف : 0033614286688 |
| Participants | |
| Associations présentes Total : 8 associations الجمعيات الحاضرة المجموع : 8 جمعيات | <ul style="list-style-type: none">- Mme Imen Ketni (responsable des affaires consulaires de l'ambassade)- Rihda Sâada (attaché social en Hollande)- Mohamed Khordani (Association « Dar Tounes »)- Omrane Omri (président « Association des parents d'élèves » à La Haye)- Salah Hadj Mansour (Président association « Les Tunisiens en Hollande »)- Nasreddine Debji(journaliste) ;- Ahmed Souli(directeur du « centre socio-culturel Denhag ») ;- Abdennebi Ben Othmane(traducteur) ;- Idris Ousji, (responsable de l'association « Investir en Tunisie ») ;- السيدة إيمان كتيبي (مسؤولة الشؤون القنصلية بالسفارة)- السيدة رضا سعادة (المعلق الاجتماعي بهولندا)؛- السيد محمد الخرداني (عن جمعية "دار تونس")؛- السيد عمران عمري (رئيس جمعية "أولياء التلاميذ بلاهاي")؛- السيد صلاح الحاج منصور (رئيس جمعية "التونسيين بهولندا")؛- السيد نصر الدين الدجبي (صحفي)؛- السيد أحمد الصويحي (مدير "المركز الاجتماعي الثقافي دنهاج")؛- السيد عبد النبي بن عثمان (مترجم)؛- السيد إدريس العوسجي (مسؤول جمعية "استثمر في تونس") |
| Diffusion – Consultation : Tout public النشر - الإستشارة: العموم | |
| Adresse web عنوان الوب Facebook الفايس بوك Lien vidéo رابط الفيديو | www.projet-hcte.org Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-IETRANGER/586815724747223?ref=hl |



| Thèmes et questions abordées المواضيع والمسائل التي تم التطرق لها | Société Civile المجتمع المدني | Coordinatrice المنسقة |
|--|----------------------------------|--------------------------|
| Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques. تقديم المهمة والأشغال والمسودة في ما يتعلق بمشروع القانون وإطلاق الحوار بشأن الفصول المثيرة للجدل | | |
| Après la présentation de l'objet de la réunion et la présentation du projet, nous avons décidé de nous concentrer sur les points les plus importants du projet qui sont l'objet de controverses et de désaccord entre les différentes parties prenantes dans le projet de la société civile. بعد تقديم موضوع الجلسة والمشروع تقرر التركيز على أهم النقاط المحيطة بالمشروع والتي هي محل جدل واختلاف بين مختلف المتدخلين في مشروع المجتمع المدني | | |
| La dénomination a été comprise comme un point très important. Il en a été de même pour : l'article 8 sur la composition, l'article 9 concernant l'exclusion des candidats, l'aspect consultatif ou décisionnel, la question du budget, des finances, l'importance de l'intégration des nouvelles générations. Un accent a été porté quant aux terminologies, tels que le terme « immigration », « migration »... اعتبرت التسمية بمثابة نقطة هامة جدا. وكذلك الشأن بالنسبة للفصول "التاسم، المتعلق بالتسمية، والتاسع المتعلق بإقصاء المرشحين، الطابع الإستشاري أو الإقراري، مسألة الميزانية، التمويل، أهمية إدماج الأجيال الجديدة. وقد وقع التركيز على العبارات المستعملة كعبارة "هجرة"... | | |
| Un approche comparative concernant le cas du Portugal, de la Turquie ou de la Grèce a permis un éclairage plus scientifique et sociologique. وقد مكنت المقارنة بحالات بلدان مثل البرتغال وتركيا واليونان، مكنت من تسليط نظرة سوسولوجية أكثر علمية | | |
| <p><u>En ce qui concerne la question du budget, plusieurs propositions ont été présentées en mettant l'accent sur</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les possibilités d'auto financement, 2. De réduction du budget par un travail non rémunéré des membres (seulement défrayer les déplacements) 3. La possibilité de partager les frais de la carte consulaire avec le consulat et de le rendre indépendant financièrement pour marquer une meilleure autonomie et pour bénéficier d'un conseil exécutif. 4. La nécessité de le définir dans le projet de Loi ou le décret 5. La valeur des envois de fonds fournis par la communauté constitue une devise pour le pays et qui doit être prise en considération ; Ce qui légitime le besoin de financement de l'Etat en contrepartie pour le budget du Conseil <p>في ما يتعلق بمسألة الميزانية قدمت عديد المقترحات مع التأكيد على</p> <ul style="list-style-type: none"> - إمكانية التمويل الذاتي - الحد من الميزانية بفضل العمل التطوعي بالنسبة للأعضاء (عدي مصاريف التنقل) - إمكانية اقتسام معلوم البطاقة القنصلية مع القنصلية والعمل على جعل المجلس مستقل حتى يتمتع باستقلالية ذاتية عن المجلس التنفيذي - ضرورة تضمين ذلك بمشروع القانون أو المرسوم - قيمة الأموال المرسلة من قبل الجالية تشكل مصدرا للعملة الصعبة للبلاد وينبغي أخذ ذلك في الإعتبار الشيء الذي يشرع في المقابل الحاجة لمساهمة الدولة في ميزانية المجلس. | | |



Article 8 : La composition, et Article 18 : coordinateurs locaux

1. En ce qui concerne l'article 8, l'ensemble des personnes présentes ont reconnu la nécessité d'avoir un représentant du conseil par pays.
2. Le bon mécanisme démocratique doit être l'élection. La communauté locale n'acceptera pas le principe de la nomination et que l'ensemble du projet échouera si elle est de recourir à la nomination. Les citoyens présents ont bien compris que le budget rentrerait en compte selon les décisions prises.
3. Nous avons établi une analyse comparative avec l'article 18 du projet concernant les coordinateurs locaux. L'élection des coordinateurs locaux semblent plus adéquat et moins couteuse d'autant plus que tout le monde se connaît.

4.

الفصلين 8 (التركيبة) و 18 (المنسقون المحليون)
1- في ما يتعلق بالفصل 8 اعترف الحاضرون بضرورة أن يتواجد بالمجلس ممثل عن كل بلد.

2- أفضل صيغة ديمقراطية هي الإنتخاب. والجالية المحلية لن تقبل بالتعيين وقد يفشل المشروع إن تم اللجوء لهذه الطريقة. وقد اعتبر الحاضرون أن الميزانية قد ستدخل في الإعتبار حسب القرارات المتخذة.

3- قمنا بمقارنة مع الفصل 18 للمشروع المتعلق بالمنسقين المحليين. و انتخاب هؤلاء يبدو أكثر ملاءمة وأقل تكلفة خاصة أن الجميع يعرف بعضه البعض

Article 17 : La relation avec les autres acteurs administratifs et politiques

Mettre l'accent sur un besoin de clarification de l'OTE dans son rôle à jouer avec le Conseil.

Tenir compte de la diversité des tunisiens à l'Etranger dans l'écriture du projet de Loi ainsi que de chaque communauté hors France. L'attention a été portée quant aux rôles respectifs des consulats, des ambassades, du rôle administratif de l'Ote et celui politique des députés. Un travail complémentaire et transversal semble nécessaire. Le conseil aurait une force socioéconomique détaché des objectifs des autres acteurs.

Certains ont rappelé que le Conseil n'a pas de rôle direct dans la résolution des problèmes de la Tunisie un rôle qui est liée à la prise de décision stratégique, en particulier concernant les Tunisiens à l'étranger.



Article 20 : la répartition géographique

Le dernier point abordé a été consacré à la répartition géographique, à déterminer les circonscriptions des membres et le nombre de chaque circonscription. Il a été convenu après de longs échanges, de l'idée de « quota » (pour chaque 10000 tunisiens par zone consulaire avec un quota maximum et un quota minimum selon l'effectif du pays)

Il faut tenir compte de la politique de chaque pays (tels que les Pays Arabes et les Pays du Golf)

Article 22 :

Les citoyens présents ont été d'accord pour la mise en place du conseil avant les prochaines élections.

الفصلين 8 (التركيبة) و 18 (المنسقون المحليون)

1- في ما يتعلق بالفصل 8 اعترف الحاضرون بضرورة أن يتواجد بالمجلس ممثل عن كل بلد.

2- أفضل صيغة ديمقراطية هي الإنتخاب. والجالية المحلية لن تقبل بالتعيين وقد يفشل المشروع إن تم اللجوء لهذه الطريقة. وقد اعتبر الحاضرون أن الميزانية قد ستدخل في الإعتبار حسب القرارات المتخذة.

3- قمنا بمقارنة مع الفصل 18 للمشروع المتعلق بالمنسقين المحليين. و انتخاب هؤلاء يبدو أكثر ملاءمة وأقل تكلفة خاصة أن الجميع يعرف بعضه البعض.

الفصل 17 العلاقة مع الأطراف الأخرى الإدارية والسياسية

تأكيد على الحاجة لتوضيح الدور الذي سيلعبه الديوان في المجلس. أخذ بعين الإعتبار تنوع التونسيين بالخارج في صياغة مشروع القانون وكذلك الشأن بالنسبة لكل جالية خارج فرنسا.

أعطيت الأهمية لدور كل من القنصليات والسفارات، والدور الإداري للديوان والدور السياسي للنواب. ويبدو أنه من الضروري وجود عمل تكاملي ومستعرض.

الفصل 20 التوزيع الجغرافي

النقطة الأخيرة التي وقع التطرق لها تتعلق بالتوزيع الجغرافي وكيفية تحديد الدوائر الانتخابية وعدد النواب بكل دائرة. وبعد حوار طويل تم الإتفاق على فكرة "النسب" quota (نائب عن كل 10000 مواطن بكل منطقة قنصلية مع حد أقصى وحد أدنى حسب العدد بكل بلد مضيف). كما ينبغي مراعاة سياسة كل بلد (مثلا البلدان العربية وبلدان الخليج).

الفصل 22:

اتفق المواطنون على أن يحدث المجلس قبل الإنتخابات المقبلة.

Prochaines étapes : Poursuivre la réflexion collective à travers un débat consensuel jusqu'à la mise en place d'une conférence de consensus cet été ou d'un dialogue société civile/ Institution

المراحل المقبلة: مواصلة التفكير الجماعي عبر نقاش توافقي إلى حين تنظيم مؤتمر للتوافق هذه الصائفة أو حوار بين المجتمع المدني والمؤسسة



www.projet-hcte.org



| COMPTE RENDU DE LA RÉUNION Rotterdam تقرير جلسة روتردام | |
|---|---|
|  <p>Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج</p> | Objet : Réunion du consensus autour du projet de Loi - جلسة تشاور حول مشروع القانون |
| | Date et heure : 17 mai 2014 à 14 heures (durée : 3heures) 17 ماي 2014 في الثانية بعد الزوال (المدة : 3 ساعات) |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel بربورة المحرور : السيدة اعتال |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien الوظيفة/ المشروع : مسلفة مسئلة بالمشروع لدى وزارة الشؤون الإجتماعية (الإدارة المتعيد التلوي: ديوان التونسيين بالخارج |
| | Contact : ib.projetcte@gmail.com للإتصال الهاتف : 0033614286688 |
| Participants المشاركون | |
| Associations présentes Total : 20 associations الجمعيات الحاضرة المجموع : 20 جمعيات | جمعية المهاجرين التونسيين , Les oiseaux bleus, Stichting Rolstoelen Tunesie, Tunesie Communicatie, « Stichting ontwikkelingsamenwerking voor Tunesië » للتونسيين بهولندا , جمعية استثمار في تونس- « Investeren in tunesta » , جمعية اولياء التلاميذ بهولندا , جمعية الإغاثة الرُحمة , جمعية التواصل جمعية اولياء التلاميذ بالمير , جمعية اولياء التلاميذ بأستردام , جمعية اولياء التلاميذ بهارلم - جمعية اولياء التلاميذ بالهاي - نادي التونسيين بهولندا - جمعية التونسيين بهارلم - جمعية اولياء التلاميذ بروتردام - محمّد الفردان - سامي عثمانى - أحمد الصويحي - |
| Diffusion - Consultation : Tout public النشر - الإستشارة: العموم | |
| Adresse web موقع الوب www.projet-hcte.org Facebook الفايس بوك: Lien vidéo رابط الفيديو | https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-IETRANGER/58881572474223?ref=hl |



| Thèmes et questions abordées المحاور والمسائل المتداولة | Société Civile المجتمع المدني | Coordinatrice المنسقة |
|--|----------------------------------|--------------------------|
| <p>La réunion a eu lieu à « Dar Tounsi » de Rotterdam où nous avons pu expliquer le projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger auprès de la communauté, des familles ainsi que des associations venues de loin pour porter leur voix et comprendre et participer au projet. Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques.</p> <p>N'ayant pu recevoir le projet, les associations ont manifesté leur souhait d'intégrer le processus et de participer à la dynamique lancée.</p> <p>Il a également été convenu , lors de la réunion, d'élargir le cercle de consultation aux Pays-Bas pour y inclure le plus grand nombre possible de Tunisiens et donc nos propositions à la session précédente ainsi qu'à la prochaine session. Les avis de la communauté tunisienne aux Pays-Bas ont pris diverses orientations car le niveau d'information n'était pas homogène.</p> <p>L'objectif était de présenter un rapport scientifique comportant les observations, recueillies à travers les consultations, et à l'envoyer avant le 31 mai de cette année.</p> <p>Les participants ont souligné l'importance et la nécessité que le projet du HCTE soit activé de façon à faire parvenir les aspirations des Tunisiens à l'étranger , leurs préoccupations et besoins.</p> <p>Ce fut l' occasion pour eux pour présenter leurs points de vue et exprimer leurs suggestions ,en soulignant la nécessité de prendre en compte la spécificité de la communauté résidant aux Pays-Bas et d'autres pays d'Europe du Nord.</p> <ol style="list-style-type: none">1. La dénomination2. Le siège.3. Les objectifs.4. Structure.5. Rôle, tâches. | | |



| | | |
|---|--|--|
| <p>6. Nature du Conseil. 7. Relation de l'autorité des structures étatiques et administratives.</p> <p>Prochaine étape: transmettre le projet de loi à ceux qui n'ont pu avoir l'information, laisser un temps supplémentaire pour permettre aux associations de travailler ensemble autour du projet.</p> <p>Traduire</p> <p>تعقدت الجلسة بدار التونسي أين أمكن لنا توضيح كثير من كثر من القانون المتعلق بإحداث المجلس للجالية من عائلات وجمعيات قدمت من بعيد لإبلاغ صوتها والإسهام في المشروع.</p> <p>نظرا لكونها لم تحصل على المشروع أعربت الجمعيات عن أملها في الإنخراط في المشروع والمساهمة في الدينامية التي انطلقت.</p> <p>بعد تقديم المهمة والأعمال ومسودة مشروع القانون والطلاق النقاش حول الفصول موضوع جدول.</p> <p>كما اتفق خلال الجلسة على توسيع دائرة التشاور بهولندا حتى تشمل أكبر عدد ممكن من التونسيين وبالتالي مقترحنا خلال النورة الماضية وكذلك خلال النورة المقبلة.</p> <p>وقد اتخذت الآراء اتجاهات مختلفة لكون مستوى الإعلام لم يكن متجانسا وكان الهدف يتمثل في تقديم تقرير علمي حول الملاحظات التي كان من المفروض أن تقوم بجمعها عبر الإستشارات ، وإرساله قبل 31 ماي من هذه السنة.</p> <p>وخلال هذه الجلسة حول تم التأكيد على ضرورة تفعيل التشاور حول مشروع المجلس الأعلى حتى يشنى للتونسيين بالخارج تقديم رغباتهم ومشاغلهم وحاجياتهم.</p> <p>وبهذه المناسبة تم تقديم مختلف الآراء والمقترحات مع التأكيد على ضرورة أن تأخذ بعين الإعتبار خصوصيات الجالية المقيمة بهولندا وبخض البلدان الأخرى لأوروبا الشمالية.</p> <p>النقاط التي تم تدارسها:</p> <ol style="list-style-type: none">1. التسمية2. المقر3. الأهداف4. البنية5. النور والمهام6. صيغة المجلس7. العلاقة مع السلط والهيكل الحكومية والإدارية | | |
|---|--|--|



www.projet-hcte.org

| | | |
|---|--|--|
| <p>المرحلة المقبلة: إرسال مشروع القانون لمن لم يطلعوا عليه وإعطاء مهلة زمنية إضافية للجمعيات لتمكينها من العمل مع بعضها البعض حول المشروع.</p> | | |
|---|--|--|



www.projet-hcte.org



| | |
|--|--|
|  <p>Projet HCTE</p> | COMPTE RENDU de la réunion Canada Du 18 mai 2014 |
| | Objet : Réunion du consensus autour du projet de Loi HCTE |
| | Date et heure : 18 mai 2014 à 16 heures (durée : 3 heures) |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien |
| | Contact : ib.projetcte@gmail.com |
| | Tel. : 0033614286688 |
| Participants | |
| Associations présentes Total :4 associations et un collectif | <p>Collectif Canadien : Abdessalem Hassani, Mohamed Allal, Ahlem Ibrahim, Abdelmagid Mohamed, Walid Ayadi, Hatem Maaroul, Nassreddine Hamdi, Hassen Mansour, Houda Jribi, Chiheb Mcharhour, Kamel Attbaoui, Mouldi Aouidhi, Séddik , Charfi, Ridha Mezdari, Karim Farhet, Nizar Zaghdani, Sami Chouchen</p> <p>L'association des Tunisiens solidaires à Montréal : Son président Mr Ayadi Walid.</p> <p>L'association des Tunisiens au Canada : Président Allal Mohamed.</p> <p>L'Association de la Promotion de l'Entrepreneuriat Immigrant et de la Relève : Président Mr Zaghdan Nizar.</p> <p>L'association Tunisienne du Tourisme jeune : Président Mr Hassen Mansour</p> |
| Diffusion – Consultation : Tout public | |
| Adresse web Facebook Lien vidéo | <p>www.projet-hcte.org</p> <p>Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-LETRANGER/586815724747223?ref=hl</p> |



| Thèmes et questions abordées | Société Civile | Coordinatrice |
|---|----------------|---------------|
| Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques. | | |
| <p>La réunion du consensus avec les tunisiens résidants au Canada s'est déroulée en deux étapes.</p> <p>Le dimanche 18 mai avec la présence de la coordinatrice ainsi que de citoyens lyonnais par Skype puis une seconde rencontre la semaine suivante entre tunisiens résidants au Canada.</p> <p>1^{ère} rencontre :</p> <p>Un travail d'analyse très méticuleux a pu éclairer les doléances des tunisiens résidants au Canada et affiner le travail empirique autour du projet. Parmi les thèmes abordés</p> <p><i>1. L'approche empirique dans l'écriture du projet.</i></p> <p>Grâce à Monsieur Mohamed, puis Monsieur Charchour, un échange sur le sujet a mis en exergue l'importance des champs sociologiques dans l'écriture du projet. Ainsi, il semblait opportun de définir clairement la relation entre citoyens qui serait défendue dans ce projet.</p> <p>Serait-elle de nature interactionniste ? individualiste ? behavioriste ?</p> <p>En effet, il semblait intéressant de dégager les paradigmes psychologiques dominants et liés à une époque afin de développer une approche interrelationnelle adoptée au contexte sociologique. J'ai répondu que l'interactionnisme et le relativisme était défendu dans la rédaction du projet.</p> <p><i>2. Les questions terminologiques</i></p> <p>Article 1 : La question de la « dénomination » a donné l'occasion de débattre des terminologies usuelles dans le projet. L'adjectif « haut » a semblé inutile.</p> <p>Une proposition de nom du collectif :</p> <p>Le CRTE : « Le Conseil des Ressortissants Tunisiens »</p> <p>Article 2 : Une question a soulevé les corrélations sous-jacentes dans l'emploi du terme « indépendant »</p> <p>Walid Ayari a évoqué la nécessité de retirer ou de clarifier l'expression « conféré par l'Etat »</p> <p>Article 3 : le terme « image » qualifiant une des missions du conseil a fait l'objet de réflexion collective. Pour les citoyens présents, la distance ne vaut plus rien sur l'image. C'est l'Etat qui défend l'image et non les individus.</p> | | |



| | | |
|---|--|--|
| <p>D'autres points du projet ont donné l'impression de cautionner les aspects négatifs et déséquilibrés de certaines catégories de personnes</p> <p>Ainsi, l'expression « accorder aux nouvelles générations leur place » a semblé d'emblée négative.</p> <p>Monsieur Hassen Mansouri évoque plus justement l'idée de répondre à leurs soucis d'appartenance à la Tunisie</p> <p>Article 5 : Clarifier les objectifs. Pas de report du projet mais clarifier les objectifs.</p> <p>Article 8 : a posé problème pour les pays hors Europe et notamment le Canada.</p> <p>Comment palier au problème avec les pays éloignés ? Le conseil sera –t-il social ou économique ? Comment procéder au dépôt de dossier associatif dans des pays où il n'est pas possible de le faire ? (le Canada en l'occurrence)</p> <p>Article 9 : En désaccord sans pour autant pouvoir proposer une alternative le jour de la réunion.</p> | | |
| <p>La 2^{me} rencontre :</p> <p>Après ce premier temps d'échange, les citoyens tunisiens au Canada ont proposé de se rencontrer la semaine suivante afin de proposer un projet.</p> <p>Proposition du Canada lors de la deuxième réunion du collectif à Montréal le samedi 24 mai 2014</p> | | |



www.projet-hcte.org

Projet de Loi portant création d'une Instance Représentative des Tunisiens à L'ÉTRANGER

**Proposition élaborée dans le cadre d'un travail consultatif des
tunisiens résidants au Canada**



Titre I : Dispositions relatives à l'Instance Représentatives des Tunisiens

À l'Étranger

Ajouter un préambule indispensable

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1: L a Dénomination

Il est établi auprès du Président de la République un conseil consultatif dénommé *le « Conseil des Tunisiens à l'Étranger » (CTE)*.

Article 2

Le Conseil (CTE) est une instance indépendante, il ne reçoit aucune instruction dans l'exercice de ses attributions.

Chapitre II : Dispositions relatives aux attributions du CTE

Article 3

Le *Conseil* a pour mission, dans le respect des attributions conférées par l'État,

- De participer à l'élaboration de la politique nationale relative aux tunisiens à l'étranger.
- De défendre les droits et intérêts des tunisiens à l'étranger.
- D'encourager les nouvelles générations à participer et prendre leur place au sein du CTE.
- De faire connaître notre patrimoine culturel dans le monde.
 - D'encadrer et expliquer la réalité du pays d'accueil aux candidats à l'immigration.

L'article 4

Le *CTE* est obligatoirement consulté par le Gouvernement, sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens à l'étranger.

Le *CTE* est consulté à l'occasion d'accords bilatéraux en matière de sécurité sociale et de main d'œuvre.



Il peut également émettre des propositions concrètes en vue de promouvoir la qualité des services administratifs, consulaires et sociaux rendus au profit des tunisiens à l'étranger.

L'article 5 est :

Le *CTE* élabore un rapport annuel qui comporte:

- les résultats et l'état des finances du *CTE*.
- le budget prévisionnel de l'exercice de l'année suivante.
- une présentation des différentes activités de l'année précédente, et des données afférentes.
- une analyse concernant le degré de réalisation des objectifs fixés pour l'année précédente.
- un descriptif des besoins et objectifs pour l'année suivante.

Faut-il rattacher la réédition de comptes à la régie interne plutôt que de la mettre dans la loi ?

Chapitre III : Dispositions relatives à la composition du CTE et au statut de ses membres

L'article 6

Le *CTE* est composé d'un représentant de chacun des *CLTE*.

Les *CLTE* sont formés de 5 membres élus dans chacune des zones consulaires.

Le *CTE* est dirigé par un bureau exécutif de 5 membres (Président, trésorier, et 3 VP)

L'article 7

Ne peuvent être élus membre du *CTE* les personnes assumant :

- des responsabilités gouvernementales, une fonction dans une organisation officielle tunisienne à l'étranger ou des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie.

- des responsabilités politiques au sein d'un parti politique.

Ne peuvent être élus membre du *CTE* les personnes ayant assumé :

- des responsabilités gouvernementales, une fonction dans une organisation officielle



tunisienne à l'étranger ou des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie dans les trois années précédant leur date d'entrée en mandat.

- des responsabilités politiques au sein d'un parti politique dans les trois années précédant leur date d'entrée en mandat.

Prendre en considération l'évolution de la loi de la justice transitionnelle et de son application dans la formulation finale de l'article 7

L'article 8

La durée du mandat des représentants du *CTE* est de quatre ans

Les représentants du *CTE* ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.

L'article 9

Les indemnités et avantages accordés aux membres du *CTE* sont votés à l'intérieur du budget de l'État.

Chapitre IV : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du CTE

L'article 10

L'assemblée plénière qui réunit les membres élus des CLTE est chargée de déterminer la stratégie générale du *CTE*. Elle se tient à Tunis au moins une fois par année.

L'article 11

Le bureau exécutif du *CTE* est élu par liste à deux tours par l'assemblée des membres.

La liste obtenant les 2/3 des voix est élue.



Titre II : Les Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Étranger

Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Étranger

Article 12

Dans les domaines relevant de leur compétence, les Coordinateurs Locaux sont les représentants du CTE. Ils sont indépendants de toute hiérarchie administrative. Ils bénéficient d'un local servant de lieu d'accueil et de permanence. Ils doivent être à l'écoute des problématiques locales des tunisiens de leur zone de résidence et œuvrer :

- Pour l'amélioration des relations entre les citoyens tunisiens et le service public dans les administrations tunisiennes à l'étranger
- Pour promouvoir, en collaboration avec les autorités tunisiennes ainsi que les associations de tunisiens de la circonscription, les activités et la vie sociale et culturelle.

Chapitre II : Dispositions relatives à la composition des Coordinations Locales

Article 13 Les Coordinateurs Locaux

Les Coordinateurs Locaux représentent les citoyens tunisiens résidents à l'étranger inscrits dans la même zone consulaire.

Ils sont :

1/ Élus pour quatre ans au suffrage universel direct

Article 14

Sont éligibles ou désignés les électeurs inscrits sur l'une des listes consulaires de la circonscription dans laquelle ils se présentent.



www.projet-hcte.org



| | |
|--|---|
|  <p>Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج</p> | COMPTE RENDU DE RÉUNION Düsseldorf (Allemagne) (تقرير جلسة التوافق بدوسلدورف (ألمانيا) |
| | Objet : Réunion du consensus autour du projet de Loi مشروع القانون حول جلسة توافق حول |
| | Date et heure : 23 mai 2014 à 18hr 30 heures (durée : 4heures) التاريخ والتوقيت : 23 ماي 2014 في الساعة و 30 دقيقة بعد الظهر (المدة : 4 ساعات). |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel المحرر: السيدة اعتدال بربورة |
| | Fonction / projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien (administration sous-traitante : OTE) الوظيفة/ المشروع : منسقة مكلقة بالشروع لدى وزارة الشؤون الإجتماعية (الإدارة المتعبد التتوي: بيوان التونسيين بالخارج) |
| Contact : ib.proietcte@gmail.com للإتصال | |
| Tel. : 0033614286688 : الهاتف | |
| Participants المشاركون | |
| Associations présentes : 4 associations الجمعيات الحاضرة : 4 جمعيات | Associations : General Union Der Tunisien Gutd, Wuppertal.tabarkien, Tunicare, Association Echange Solidarité. Mme Meryem Hssine et Messieurs : Sami Chamri, Badreddine Khammar, Abdmoulah Hammadi, Tarek Saidi, Nouredine Khemiri, Khemais Mouelhi, Chaamani Mohamed, Mohamed Karoui Ilahi Ezzedine, Samir, Kehailia, Hatem Ben Ammar, Dr Mounir Ouri, Riadh Jouilli, السيدة مريم حسين و السادة: رياض الجويلي عزالدين اللاهي التليلي- نور الدين خميري- طارق السعيدي- حمادي عبد المولى- سمير كدايلي- بدر الدين الخمار- سامي شارني- محمد القروي- محمد الشعواني- خميس مولهي- حاتم بن عمار- علي عيابة الجمعيات: جمعية طرقة بوبرتال ، جمعية مساعدة تونس بكونوليا ، جمعية تواصل بيون و جمعية اتحاد التونسيون بألمانيا بديسلدورف |
| Diffusion - Consultation : Tout public النشر - الإستشارة - العموم | |
| Adresse web عنوان الواب Facebook الفايس بوك Lien vidéo رابط الفيديو | www.projet-hcte.org Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-IETRANGER/586815724747223?ref=hl |



| Thèmes et questions abordées المواضيع والمسائل التي تم تناولها | Société Civile المجتمع المدني | Coordinatrice المسئفة |
|---|----------------------------------|--------------------------|
| Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques. تقديم المهمة والأشغال والمسودة في ما يتعلق بمشروع القانون وإطلاق الحوار بشأن الفصول المثيرة للجدل. | | |
| <p>Article 1 : Les citoyens présents ont soulevé une contradiction entre « consultatif » et « Haut ». Le siège du conseil doit mentionnée à l'article 1</p> <p>Article 2 : Revoir la traduction à l'arabe ; deuxième point à changer : pourquoi « attribution » ?</p> <p>Article 3 : Attribution « conférée par l'Etat », à enlever ; Séparer le terme « compétence » du terme « étudiants » ; Différence entre « droit » et « attribution ».</p> <p>Article 4 : Les citoyens présents ont manifesté leur désaccord avec l'article 4 : Le HCTE, non seulement consulte le gouvernement, mais doit être consulté par ce dernier pour donner des propositions aux gouvernements et suivre les dossiers publics.</p> <p>Article 5 Ne pas limiter la collaboration du HCTE seulement avec l'Observatoire Scientifique, mais l'élargir à d'autres organismes</p> <p>Article 6 A retirer et à mettre dans le décret</p> <p>Article 7 N'a pas sa place : lié aux élections</p> <p>Article 8 : Les participants ne sont pas d'accord pour la proposition 1, le sont pour la seconde mais en retirant au personnel administratif le droit la nomination. Une autre proposition a été formulée : « Le conseil sera constitué à travers un congrès général constitutionnel. Des délégués qui éliront parmi eux vingt ou vingt-cinq membres. Ces membres constitueront une association publique. Neuf autres membres constitueront le bureau exécutif auquel seront ajouté par nomination des personnes ayant des compétences et d'expertises juridiques pour aider à la gestion des affaires du conseil. » (voir le projet en arabe à la suite du compte rendu).</p> | | |



Prochaine Etape :

Demande d'un délai supplémentaire afin de poursuivre les consultations pour la période de juin. Le travail est intéressant et nécessite un investissement plus important. Le rapport ne peut être complet et nécessitera un suivi des acteurs impliqués. Demande un suivi du projet et une rencontre officielle avant lancement.

الفصل 1 :

أشار المواطنون الحاضرون إلى وجود تناقض بين "استشاري" و"أعلى". ينبغي التمييز على مقر المجلس الأعلى بالفصل 1

الفصل 2:

مراجعة الترجمة للعربية لكونها غامضة وتغيير النقطة الثانية لماذا "صلاحيات"؟

الفصل 3: حذف "تفويض من قبل الدولة"

فصل عبارة "كفاءة" عن عبارة "طليقة"

فرق بين عبارتي «حق» و«تفويض»

الفصل 4 :

عبر الحاضرون على عدم موافقتهم على الفصل 4 المجلس الأعلى لا فقط يستشير الحكومة بل ينبغي أن تقع استشارته من قبل هذه الأخيرة لتقديم المقترحات ومتابعة الملفات العمومية

الفصل 5:

عدم اقتصار تعاون المجلس على المرصد العلمي فقط بل توسيعه ليشمل منظمات أخرى

الفصل 6:

حذفه ووضعها بالمرسوم

الفصل 7 :

لا مكان له فهو مرتبط بالانتخابات

الفصل 8 :

عدم موافقة الحاضرين على المقترح 1 وموافقتهم على المقترح 2 مع حذف التسمية مع الإدارة
قدم مقترحا آخر: " يتم إنشاء المجلس من خلال مؤتمر عام تأسيسي لمدنوي المختارين ينتخبون من بينهم 20 أو 25 فردا يكوّنون جمعية عمومية، و9 أفراد للمكتب التنفيذي، على أن يُضاف إليهما بطريقة التّعيين ثلثة من ذوي الكفاءة والخبرة القانونية للمساعدة في إدارة شؤون المجلس." (انظر المشروع بالعربية أسفل هذا)



www.projet-hcte.org

مسودة مشروع قانون أساسي يتعلّق بالمجلس الأعلى للهجرة

يندرج عملنا هذا في نطاق حرصنا على الإسهام في إعداد مسودة لمشروع القانون الأساسي للمجلس الأعلى للهجرة، وهو مجهود متواضع أردنا به أولاً وجه الله، ثمّ خدمة بلادنا وجاليّتنا التونسية المغتربة؛ إذ من شأن بعث هذا المجلس أن يساعد في جمع شتات المغتربين التونسيين وتحقيق آمالهم وتطلّعاتهم والحفاظ على هويتهم ومصالحهم والإفادة من إمكانيّاتهم وجهودهم للنهوض بالبلاد.

إننا إذ نتقدّم بمسودة مشروع القانون الأساسي الخاصّ بالمجلس الأعلى للهجرة لا ندّعي إحاطتنا في هذه المسودة بكلّ التفاصيل والجزئيات والإجراءات اللازمة لهذا المشروع، كما لا ندّعي تمثيل الجاليّات التونسية بالمهجر ولا التحدّث باسم المغتربين التونسيين، ولا نرمي من وراء هذا العمل إلى فرض رؤيتنا ولا نلزم أحد بها.

إنّ عملنا هذا لا يعدو أن يكون جهداً متواضعاً فيه من النقائص ما يعطي لكلّ ناظر فيه مطلق الحرية في قبوله أو رفضه، أو نقده أو تعديله، وإنما نروم بتقديمه - على علّاته - دعم كافة الجهود الأخرى الصادقة المبذولة لصالح جاليّاتنا وبلادنا الحبيبة تونس.

وفقنا الله جميعاً لما في خير بلادنا وشعبنا.

وقد إشترك في وضع مسودة هذا المشروع الإخوة :

- محمد الهادي الزمزمي - محام

- نورالدين الخميري - إعلامي وأستاذ تعليم ثانوي

jendouba92@yahoo.fr

- طارق السعيد - جامعي

saidi_tarek@web.de

والله وليّ التوفيق



تقديم

لقد كانت تونس منذ أواخر الستينات، وما زالت حتى اليوم، منطلقا لهجرة عشرات الآلاف من الأيدي العاملة ومن أصحاب الخبرات الفنية والتربوية وطلاب الجامعات إلى مختلف الأقطار والبلدان العربية والغربية؛ فكان من الطبيعي أن تنشأ بتلك الأقطار والبلدان - مع مرور الزمن - جاليات تونسية كبيرة يقارب تعدادهم اليوم مليوني نسمة، مستقرين خصوصا بكل من فرنسا وإيطاليا وألمانيا وهولندا وبلدان اسكندنافيا وكندا وأمريكا وليبيا وبلدان الخليج... الخ.

- واعتبارا لهذه الكثافة العددية للجاليات التونسية المغتربة، فإنه يكون من المتعين على الدولة التونسية واجب العناية بهذه الجاليات وأجيالها الجديدة الناشئة في ديار الغربة لتوثيق انتمائهم الوطني لتونس، ومساعدتهم على حلّ مشاكلهم.

- واعتبارا كذلك لما تعانيه هذه الجاليات من صعوبات وما يعرض لها من مشاكل سواء في بلاد الغربة أو عند العودة إلى أرض الوطن.

- واعتبارا لما ظلت تعانيه هذه الجاليات المغتربة - على مدى سنوات - من إهمال وعدم اهتمام من قبل الحكومات التونسية المتعاقبة، ما ضاعف من غربتهم.

- واعتبارا لما يتهدّد الأجيال الجديدة من أبناء الجاليات التونسية بالأقطار الغربية من مخاطر الانسلاخ والذوبان، وفقدان الهوية العربية الإسلامية والانتماء الوطني لتونس.

- واعتبارا كذلك لما تتوافر عليه هذه الجاليات من إمكانات مادية وأدبية من شأنها - لو أحكم أمرها - تدعيم المجهود الوطني العام لتنمية البلاد.

اعتبارا لكل ذلك فقد أن الأوان لتدارك أوضاع هذه الجاليات المغتربة وذلك بتكفل الدولة التونسية بمساعدتها على بعث هيئة أو مجلس للمغتربين يتولّى معالجة قضاياهم ومساعدتهم على حلّ مشاكلهم وحماية هويتهم وتوثيق صلّتهم بوطنهم، وتشجيعهم على الإسهام في نهوض البلاد التونسية.

وفي هذا السياق يأتي مشروع "مجلس المغتربين التونسيين، أو المجلس الأعلى للهجرة والتونسيين بالخارج" ليكون منهم وإيهم؛ من أجل تحقيق ما يلي:

- توثيق الأواصر بين المغتربين التونسيين. وتوطيد صلّتهم بوطنهم.

- تحسين أوضاع المغتربين التونسيين أينما كانوا.

- الإحاطة الثقافية والتربوية بالأجيال الجديدة وتوطيد هويتهم العربية الإسلامية وترسيخ انتمائهم الوطني ولسانهم العربي.

- المساعدة في حلّ مشاكل المغتربين بمختلف فئاتهم وخاصة الطلاب.

- وضع خطة متكاملة لإدماج جهود المغتربين - لاسيما خريجي الجامعات وأصحاب التجارب والخبرات - في مشاريع التنمية العامة للبلاد التونسية.

من هذه المنطلقات جاء حرصنا على تقديم هذه الرؤية المتواضعة لمشروع القانون الأساسي للمجلس الأعلى للهجرة أو (مجلس المغتربين) عليها تساعد في إنجاز هذه المهمة الوطنية الكبيرة، وعلى الله قصد السبيل.

والله وليّ التوفيق

والسلام



الباب الأول : أحكام عامة

✓ الفصل الأول

أحدث لدى رئيس الجمهورية - بمقتضى أمر- مجلس أعلى أطلق عليه " المجلس الأعلى للمغتربين التونسيين " أو " المجلس الأعلى للهجرة والتونسيين بالخارج " .

يكون للمجلس مقرّ خاصّ بتونس العاصمة أو إحدى ضواحيها.

✓ الفصل الثاني :

المجلس الأعلى هيئة مستقلة مهمّته النظر في مصالح المغتربين وحمايتهم بالداخل والخارج.

الباب الثاني : المهام العامة للمجلس

✓ الفصل الثالث

يضطلع المجلس بالمهام التالية :

- الإسهام مع الجهات المعنية بشؤون المغتربين في رسم سياسة الدولة بخصوص الهجرة والمهاجرين.
- العمل على توثيق الروابط بالتونسيين المغتربين وتحقيق مصالحهم.
- الاعتناء بمصالح التونسيين المغتربين والدفاع عن حقوقهم.
- إيلاء الأجيال الجديدة من التونسيين المغتربين ما يلزم من العناية والرعاية والإهتمام بإشراكهم في الشأن الوطني العام.
- الإحاطة بالطلاب والعمل على حلّ مشكلاتهم ومساعدتهم على استكمال دراساتهم وتخصّصاتهم، وتيسير إجراءات عودتهم وإدماجهم في الوظائف والمواقع الملائمة لكفاءتهم وخيرتهم بما يعزّز الجهود الوطني للتنمية.
- تأطير أصحاب الكفاءات المقيمين بالمهجر وتوثيق الصلّة بهم خدمة لمصلحة تونس وتحسين صورتها بالخارج.
- حفظ الهوية العربية الإسلامية والتراث الثقافي للتونسيين المغتربين.
- تشجيع أصحاب المواهب على الإبداع العلمي والثقافي والفكري ونشره بالداخل والخارج
- توثيق أواصر التونسيين المغتربين بوطنهم.
- يتعهد المجلس في إنجاز مهامه المذكورة باستقلال قراراته عن أيّ تأثير حزبي أو سياسي، ملتزما في ذلك بحماية مصالح المغتربين، بقطع النظر عن انتمائهم الفكري أو التنظيمي.
- على المجلس أن يتوخّى كافة الإجراءات القانونية والإدارية والقضائية اللازمة للدفاع عن مصالح المغتربين في مواجهة أيّ قرار أو إجراء يضرّ بمصالحهم بالداخل والخارج .

✓ الفصل الرابع

على الحكومة إشراك المجلس الأعلى للهجرة في إعداد مشاريع القوانين المتعلقة بشؤون المغتربين، وعند إبرام الاتفاقيات الثنائية ذات الصلة بمصالح المغتربين.

يحقّ للمجلس الأعلى عرض أو اقتراح ما يراه مناسبا من مشاريع أو نصوص أو خطط من شأنها تحقيق مصالح الجالية.

✓ الفصل الخامس

يتعاون المجلس الأعلى مع مختلف الهيئات والمنظمات المهتمة بالهجرة في إعداد بحوث ودراسات تتعلق بشؤون المغتربين.



الباب الثالث: إحداه المجلس والعضوية فيه

✓ الفصل السادس

يُتبع في إحداه المجلس النظام التالي :

- استحداه فروع محلية وذلك بانتخاب أعضائها من قبل الجالية مع مراعاة قاعدة التمثيل النسبي لعدد المغتربين بين دائرة وأخرى.

- يعتمد في انتخاب أعضاء الفروع القاعدة المزدوجة التالية:

1- على قاعدة كثافة المغتربين وذلك بنسبة واحد على خمسة عشر ألف مغترب.

2- على قاعدة التمثيل الإقليمي أو القطري لقلّة عدد المغتربين وذلك بنسبة عضو ممثل لكل إقليم أو قطر .

- يُراعى في الترشيح لعضوية الفرع الأهلية والكفاءة العلمية والإستقلالية والنزاهة.

- يكون الإقتراع على المترشحين سرّيًا، حرًا، ومباشرا.

- يجري انتخاب أعضاء المجلس بالتوازي مع الإنتخابات الرئاسية وذلك تفاديا لأيّ تأثير حزبي أو سياسي، ولتخفيف النفقات والمصاريف عن كاهل الدولة.

- على أعضاء الفروع المنتخبين عقد مؤتمر عام تأسيسي في أجل مناسب لا يتعدّى ثلاثة أشهر لانتخاب:

- جمعية عمومية تمثل عموم المغتربين (تضمّ ما بين 20 و25 فردا) .

- ومكتب تنفيذي (يكون عدد أعضائه 9 باعتبار الرئيس) لتسيير المجلس.

ويحدّد النظام الداخلي للمجلس مهامّ كلّ منهما.

- يتولّى الأعضاء الحائزون على أكثر الأصوات داخل الفروع تكوين هيئة وقتية لإدارة شؤون المجلس والإعداد لمؤتمر عامّ، ويساعدهم في ذلك أفراد تنتدبهم الرئاسة أو الحكومة لإنجاز هذه المهمة.

- تُحلّ الهيئة وقتية وتنتهي مهمتها بمجرد إفراس المؤتمر للجمعية العمومية والمكتب التنفيذي للمجلس.

تُدعم القيادة الدائمة للمجلس بثلة من أصحاب الكفاءة والإختصاص من مختلف الوزارات المعنية (المالية، الاجتماعية، الخارجية، العدل، النقل... إلخ) على ألا يزيد عددهم عن ثلث أعضاء قيادة المجلس.

✓ الفصل السابع

يشترط في المترشح لعضوية المجلس:

- أن يكون تونسي الجنسية.

- أن لا يقلّ سنه عن خمس وعشرين سنة.

- أن يكون نقيّ السوابق بالداخل والخارج.



✓ الفصل الثامن

يمنع من الترشيح والترشح والتعيين لعضوية المجلس :

- كل من ناشد الرئيس المخلوع للترشح للانتخابات الرئاسية أو مجده أو دافع عن نظامه بأية وسيلة كانت .
- كل من مارس نشاطا داخل حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو حظي بأي دعم منه.
- كل من له مسؤولية في حزب سياسي

✓ الفصل التاسع

تمتد الفترة النيابية لأعضاء المجلس خمس سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة لمدة مماثلة.

الباب الرابع: تركيبة المجلس ووظائفه

✓ الفصل العاشر

يتم إنشاء المجلس من خلال مؤتمر عام تأسيسي لمدوبي المغتربين ينتخبون من بينهم 20 أو 25 فردا يكونون جمعية عمومية، و9 أفراد للمكتب التنفيذي، على أن يُضاف إليهما بطريقة التعيين ثلثة من ذوي الكفاءة والخبرة القانونية للمساعدة في إدارة شؤون المجلس.

يضبط النظام الداخلي للمجلس مهام هذه الهيئات وصلاحياتها.

✓ الفصل الحادي عشر

تتولى الجمعية العمومية بالتعاون مع الأعضاء المعيّنين والمكتب التنفيذي للمجلس وضع الخطط ورسم الملامح العامة لعمل المجلس.

- المصادقة على ما يعرضه عليها المكتب التنفيذي من قرارات ومشاريع وتوصيات بعد مناقشتها وتداول النظر فيها.

- مراقبة أعمال التنفيذ ومتابعتها .

- النظر في مشروع الموازنة العامة للمجلس والمصادقة عليها.

وتعقد الجمعية العمومية اجتماعات دورية مرة كل سنة أشهر، كما يمكنها - عند الإقتضاء - عقد اجتماعات طارئة بدعوة من الأمين العام للمجلس أو بطلب من نصف أعضائها

✓ الفصل الثاني عشر

يتألف المكتب التنفيذي من تسعة أعضاء للقيام بالوظائف التالية:

- أمين عام
- أمين عام مساعد
- كاتب عام
- أمين مال
- عضو مكلف بالعلاقات العامة



- مستشار قانوني

- مستشار إعلامي

- عضو مكلف بالشؤون الثقافية

- عضو مكلف بالشؤون الاقتصادية والاجتماعية

✓ الفصل الثالث عشر

ينتخب الأمين العام للمجلس من بين المؤتمرين في اقتراع إسمي على قاعدة الأغلبية المطلقة لأعضاء المؤتمر ولمدة خمس سنوات.

✓ الفصل الرابع عشر

يتولى الأمين العام للمجلس القيام بالمهام التالية :

- إدارة شؤون المجلس.

- الإشراف على جلسات المكتب التنفيذي.

- تنفيذ القرارات والمشاريع والتوصيات.

- متابعة أوضاع الفروع.

وهو مسؤول أمام الجمعية العمومية للمجلس.

وفي حال شغور منصب الأمين العام للمجلس يتولى الأمين العام المساعد مهام تسيير المجلس إلى حين عودة الأمين العام أو تعويضه، طبقا للنظام الداخلي .

✓ الفصل الخامس عشر

يسهر المكتب التنفيذي للمجلس على:

- مباشرة تنفيذ الخطط والمشاريع المصادق عليها من قبل الجمعية العمومية .

- عقد جلسات عمل منتظمة بإشراف الأمين العام أو مساعده عند الإقتضاء.

- تداول النظر في قضايا المغتربين مع الوزارات والجهات المعنية.

- تقديم مقترحات وعرض تقارير تتعلق بشؤون المغتربين.

- مشاركة الجهات الحكومية في إعداد مشاريع أو خطط تهم المغتربين.

- التعاون مع اللجان والهيئات ذات الصلة بأمور الهجرة من أجل رسم خطط لمعالجة مشاكل الهجرة والمهاجرين.

وعلى الكاتب العام للمجلس تدوين محاضر الجلسات وتحرير التقارير وتوجيه الدعوات والعناية بالمراسلات والتواصل مع فروع المجلس بمختلف البلدان والأقطار والجهات.

وأما أمين المال فيتولى كافة الشؤون المالية للمجلس في حدود ما يضببطه القانون الداخلي، وعليه واجب التقيد بالضوابط القانونية في التصرف المالي - صرفا وتجهيزا - وتقديم ما يلزم من تقارير وحسابات وعرضها على المكتب للنظر والتقرير فيها .



✓ الفصل السادس عشر

- الفروع المحليّة بمختلف بلدان المهجر هي القاعدة التأسيسية للمجلس ويعتبر كل فرع في جهته هو القيم على شؤون المغتربين، ويُخصّص له، بحكم مهمته تلك مقرّاً خاصّاً لمباشرة عمله وتمكين المهاجرين من التواصل معه.
- ينظم القانون الداخلي للمجلس تركيبة هذه الفروع وصلاحيات أعضائها ومهامهم.
- ويتولى الأعضاء القائمون على هذه الفروع في نطاق دوائرهم المهام والوظائف التالية:
- الإحاطة بالجالية التونسية وتوحي كافة الوسائل اللازمة لتوثيق الصلّة بها.
 - التعرف على مشاغل المغتربين ومشاكلهم داخل البلاد وخارجها، والسعي في معالجتها.
 - دعم كلّ الجهود الفردية والجماعية المبذولة للنهوض بالجالية.
 - توجيه الإهتمام اللازم لأبناء الجالية لتعليمهم اللّغة العربية والحفاظ على هويتهم العربية والإسلامية .
 - تشجيع جميع المبادرات والمناشط الثقافية والتربوية والعلمية والإقتصادية والإجتماعية الهادفة لتحقيق مصالح الجالية من جهة، والسعي في إفادة البلاد منها، من جهة أخرى.
 - تنفيذ الخطط والبرامج والتوصيات المقرّرة من قبل المجلس.
 - تحرير مراسلات وإنهاء تقارير وإبلاغ شكاوى المغتربين وطلباتهم إلى الجهات ذات النظر بالمجلس.
 - التزام أعضاء الفروع - عند إنجاز مهامهم - بالحياد و الإستقلال عن أيّ تأثير حزبي أو سياسي أو إداري.
 - المساعدة في حلّ ما يجدّ للمغترب التونسي - أيّا كان - من مشاكل وصعوبات لدى الجهات الإدارية سواء الوطنية أو الأجنبية

الباب الخامس: الموازنة العامّة

✓ الفصل السابع عشر

- ترصد الدولة للمجلس ميزانية مالية سنوية لتمويل مختلف مناشطه وتنفيذ خططه ومشاريعه وبرامجه، وتأمين مصالح الموظفين والعاملين به. وتضبط بقانون.
- يمكن للمجلس تلقّي هبات وتبرّعات من جهات وطنية فردية أو جماعية، بشرط عدم مساسها بحياد المجلس واستقلاله.

الباب السادس: انقضاء العضوية و حلّ المجلس

✓ الفصل الثامن عشر

- لكلّ عضو بالمجلس حقّ الإستعفاء أو الإستقالة، طبقاً للتراتب المقرّرة بالنظام الداخلي للمجلس.



www.projet-hcte.org

✓ الفصل التاسع عشر

يحقّ للمكتب التنفيذي إعفاء أيّ عضو من أعضاء المجلس يخلّ بواجباته أو يرتكب ما من شأنه الإضرار بمصالح المغتربين على أن يكون الإعفاء بموجب قرار معلّل صادر عن مكتب المجلس بأغلبية الثلثين.

✓ الفصل العشرون

في حال حدوث أيّ شغور لأي سبب كان يتمّ سدّه بعضو آخر طبقاً للترتيب المقرّرة بالنظام الداخلي .

✓ الفصل الواحد والعشرون

يستمرّ المجلس في أداء مهامّه المنوطة به. ولا يجوز حلّه أو وقف مهامّه إلا بموجب حكم قضائي باتّ. عند صدور حكم بحلّ المجلس تُحال جميع أمواله ومكاسبه وأملكه (عقارات، منقولات..) بالداخل والخارج إلى الدولة التونسية.

انتهى



www.projet-hcte.org



| COMPTE RENDU DE RÉUNION Marseille | |
|---|---|
|  Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج | Objet : Réunion du consensus autour du projet de Loi |
| | Date et heure : 25 mai 2014 à 15 heures (durée : 3heures) |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel complété du compte rendu de Monsieur Ouri Mounir |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien (administration sous-traitante : OTE) |
| | Contact : ib.projetctte@gmail.com Tel. : 0033614286688 |
| Participants المشاركون | |
| Associations présentes Total : 13 associations | Abdelkrim Abour, ADREC, Abdallah Melliti, Marseille Tunisie, Mohamed Ghozzi, Adrec, Barkallah Nassima, Scara B, Bouachar Ezzedine, ATF Var, Bewsaad Moncef, DT, Bekhouch Semira, IRADAT Marseille, Hichri Mokhtar, Radat Marseille, Hichri Mokhtar, Iradat Marseille, Radhouane Sioud, AJ, Azizi Nabil, ISIE ,Ah Karmous-Jedda, L'Horizon Azuréen Seynois, Chahdi Sliman et Haddad Sadok, Association Escens, Ouri Mounir, Echange Solidarité paca Tunisie, Arfaoui Mounir, Anis Bensaad, Mhedhebi Bechir, LTDH, Moussa Salim, avocat , El Bach Hichem, et Maitre Mokhtar Messaoud, Lyon. |
| Diffusion – Consultation : Tout public النشر - الإستشارة: العموم | |
| Adresse web | www.projet-hcte.org |
| Facebook | Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-IETRANGER/588815724747223?ref=hl |
| Lien vidéo | |



| Thèmes et questions abordées | Société Civile | Coordinatrice |
|--|----------------|---------------|
| Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques. | | |
| <p>Etant donné le niveau d'information hétérogène, il fallait reprendre un certain nombre de points et retracer l'historique du projet depuis 2012.</p> <p>Les citoyens sont venus de Marseille, de Toulon, de Fréjus, de Lyon (notamment des citoyens qui ont accompagné la coordinatrice)</p> <p>Un retard inopiné « de l'invitée » a permis des échanges de points de vue sur la question, sur leur attachement à être impliqué dans le projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger et de leur rejet des méthodes jusque-là mise en œuvre du fait qu'elles ne répondent pas à cette aspiration.</p> <hr/> <p>L'ordre du jour s'est attaché à cibler les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'historique du projet 2. Débat sur le projet ainsi que le processus de consultation 3. Mesure à suivre pour le suivi du projet. <p>Une contradiction dans la procédure a été soulevée dans un long débat :</p> <p>D'une part le délai imposé par les autorités tunisiennes quant à la remise du rapport pour le 31 mai et d'autre part l'attachement et la motivation des citoyens à l'étranger dans l'intégration à ce processus de consultation qui devrait puiser dans une démarche participative. Certains citoyens perçoivent « un mépris de cet attachement à l'égard de leur volonté d'y participer pleinement »</p> <p>Les présents ont demandé à la coordinatrice de réclamer le report de la remise de ce rapport pour quelques mois nécessaires afin de leur permettre de s'impliquer effectivement dans ce travail sans subir « le bureaucratisme de l'administration tunisienne. »</p> <p>La mission du coordinateur a permis de recevoir et d'entendre des revendications similaires dans plusieurs zones consulaires consultées. Son rapport tiendra compte de ces éléments capitaux et indispensables à la</p> | | |



pérennité du projet.

Ces éléments ainsi que les doléances sont portées dans le compte rendu et retranscrits dans le document à remettre aux autorités pour le 31 mai.

- Concernant cette question de report : Une nécessité de concerter les autres associations ayant participé au processus de consultation permettrait de récolter et de transmettre les demandes des citoyens de la manière la plus représentative.

Comment assurer un suivi efficace et continu des citoyens ayant participé aux travaux de consultation ?

La proposition qui a été retenue est celle de la création d'un cadre qui doit s'approprier ce projet (formé essentiellement des représentants d'associations ou de citoyen actif dans le projet)

Des noms ont été inscrits sur une liste ouverte et qui sera complétée par la coordinatrice par celles et ceux qui veulent y souscrire.

Ces personnes pourront porter leur avis et recommandations quant aux comptes rendu établis par la coordinatrice en veillant à suivre la synthèse des propositions rédigées d'une part puis dans un second temps, ce cadre pourra suivre les prochaines étapes avec les autorités tunisiennes pour pouvoir continuer à émettre leur recommandation.

Le suivi du projet :

Les avis étaient majoritairement d'accord sur la création d'un cadre de suivi émanant de la société civile. La création de ce cadre devra être annoncée aux autorités tunisiennes dans le rapport qui sera remis par la coordinatrice.

Des citoyens ont défendu l'idée qu'il devait être rendu public et annoncé aux élus de l'assemblée constituante (éventuellement aux associations de la société civile, les syndicats et les partis politiques..).

Les citoyens présents se sont mis d'accord pour que le cadre naissant puisse prendre la charge concrète de la mise sur pied du conseil de l'immigration après le 31 mai.



Conclusion et Prochaines étapes

Le projet n'a pas été débattu efficacement dans le sud de la France par manque de communication ainsi que par un faible accompagnement. Une seule association de Nice a transmis un projet qui sera prochainement publié.

Les problématiques de terrain liées au contexte sociologique ont pris le dessus sur le débat de ce jour.

Un temps d'échange a permis de comprendre l'étendue des préoccupations des citoyens du sud dans leur quotidien. Les secondes générations, l'échec scolaire, les problèmes des retraités, de la langue arabe sont autant de problématiques qui ont donné une motivation plus légitime à vouloir participer et suivre le projet pleinement et efficacement. Ce constat a finalement donné raison à la requête d'un comité de suivi et d'un délai de consultation supplémentaire pour les citoyens impliqués.



www.projet-hcte.org

| COMPTE RENDU DE RÉUNION Koweït تقرير جلسة الكويت | |
|---|--|
|  <p>Projet HCTE مشروع المجلس الأعلى للتونسيين بالخارج</p> | Objet : Réunion du consensus autour du projet de Loi الموضوع : جلسة توافق حول مسودة المشروع |
| | Lieu et Date : centre social de la mission- 16-05-14 المكان والتاريخ: المركز الإجتماعي للبعثة- 14-05-16 |
| | Rédacteur : Mme Barboura Itidel المحرر : السيدة اعتدال بربورة |
| | Fonction/projet : Coordinatrice, chargée du projet auprès du ministère des Affaires Sociales tunisien. L'Office des Tunisiens à l'Etranger الوظيفة/ المشروع : منسقة مكلفة بالمشروع لدى وزارة الشؤون الإجتماعية (الإدارة المتعددة القومي: بيوان التونسيين بالخارج) |
| | Contact : ib.projetcte@gmail.com : للإتصال الهاتف : 0033614286688 |
| Participants | |
| Associations présentes Total : pas d'associations الجمعيات الحاضرة المجموع: 0 | le Président de la mission et Taher Larraiedh, l'attaché social au Koweït. Mohamed Jameleddine Boumedien- Bechir Taji- Bechir Temimi- Helmi Temimi- Ridha Sadok- Ahmed Gharbi- Salah Mathlouthi (Comité International Croix Rouge)- Abdelaziz Sallahi- Lotfi Ben Hedi Gadour- Ali Ben Ahmed- Mounir Marzouk- Tarak Belghith- Maher Trabelsi- Fethi Ben Belgacem- Dalanda Elloumi- Mariem Lafi. رئيس البعثة الملحق الإجتماعي- محمد جمال الدين بومدين- البشير الطاجي- البشير التميمي- حلمي التميمي- رضا الصادق- أحمد العربي- صلاح المثلوثي(البعثة الدولية للصليب الأحمر)- عبد العزيز صالحي- لطفي بن الهادي قدور- علي بن أحمد- منير مرزوق- طارق بلعيت- ماهر الطرابلسي- فتيحي بن محمد بلقاسم- دلندا التومي- مريم التقي. |
| Diffusion – Consultation : Tout public | |
| Adresse web تفان الواب Facebook فايس بوك Vidéo de la rencontre فيديو اللقاء | www.projet-hcte.org Facebook : https://www.facebook.com/pages/Ensemble-POUR-UN-HAUT-conseil-DES-Tunisiens-%C3%A0-JETRANGER/586815724747223?ref=hl |



| Thèmes et questions abordées المواضيع والمسائل التي وقع التطرق لها | Société Civile المجتمع المدني | Mission, Attaché social التسيقية المحلية الملحق الإجتماعي |
|--|----------------------------------|---|
| <p>* رئيس البعثة: اللقاء يهدف إلى الإستماع إلى آراء ومقترحات الجالية حول مشروع المجلس (التركيبة المهام- التمويل والنقاطات العفقة</p> <p>* الملحق الإجتماعي: الديوان يولي أهمية قصوى للموضوع ويحرص على استشارة واسعة تشمل كل الجاليات التونسية بالخارج</p> <p>* الحاضرون:</p> <ul style="list-style-type: none"> - لا فائدة من إحدات هيكل جديد إذا لم يكن في خدمة الجالية في كل مكان. - لا يد من ضمان حيادية المجلس <p>* الآراء</p> <ul style="list-style-type: none"> - استقلالية التمويل تضمن استقلالية القرار - يجب أن لا يعوض المجلس عمل السجلات والفصليات | | |
| <p>Présentation de la mission, des travaux, du draft concernant le projet de Loi, lancement du débat sur les articles polémiques.</p> <p>تقديم المهمة والأشغال والمسودة في ما يتعلق بمشروع القانون وإطلاق الحوار بشأن الفصول المثيرة للجدل.</p> | | |
| <p>Les interventions :</p> <p>I- Président de la mission diplomatique :</p> <p>-Écouter les avis et propositions de la communauté tunisienne au sujet du projet de HCTE (composition-rôles- financement et autres points y afférant)</p> <p>II- Attaché social :</p> <p>- l'OTE accorde une importance capitale à ce sujet et tient à ce qu'une large consultation touche toute les TRE.</p> <p>III- Les participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nul besoin de mettre en place une nouvelle structure si elle ne sera pas réellement au service des TRE, partout. - Il importe de garantir la neutralité du Conseil | | |



| | |
|--|--|
| <p style="text-align: center;">1- Points de vue:</p> <ul style="list-style-type: none">- Le projet fait l'objet de nombreuses aspirations/ ambitions et il est difficile de l'éloigner des influences politiques qui pourraient avoir un impact sur son efficacité ;- il est nécessaire de garantir la neutralité du Conseil ;- L'autonomie financière du HCTE garantit son indépendance en matière de prise de décision ;- Le HC ne doit pas se substituer aux ambassades et consulats ; <p>Eviter l'entrecouplement / confusion des rôles entre les missions diplomatiques et le Conseil ;</p> <p style="text-align: center;">2- Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Création d'un conseil local dans chaque pays où se trouve une communauté tunisienne ;b. 4 conseils régionaux doivent émaner du HC (Europe- Amérique du Nord- Golfe Arabe- Maghreb Arabe) ;c. Toutes les catégories doivent être représentées (étudiants, ouvriers, élite et compétences) ;d. Le HC doit avoir un avis prescriptif pour l'Etat concernant les besoins et problèmes des TRE ;e. Les prérogatives du HC ne doivent pas se limiter à la simple expression du point de vue concernant les questions et lois qui concernent les TRE mais doivent aller au-delà dans l'accompagnement des TRE et constituer des lobbies dans les pays hôtes de façon à assurer le rayonnement de la Tunisie ce qui est de nature à lui assurer un bon apport ;f. Le HC peut prendre la forme d'une instance indépendante des TRE ; <p>L'ambassadeur se propose d'organiser une série de rencontres avec la communauté pour mieux approfondir la consultation au sujet du projet du HCTE ;</p> | |
|--|--|



Résultat des travaux suite à consultation

1 vote pour une zone consulaire consultée au 31 mai ¹⁰

Pour pouvoir voter veuillez svp vous identifier en cliquant sur "ouvrir" en haut de la page à droite.

Si vous n'êtes pas encore enregistré. [Enregistrez vous ici](#)

Proposition de Loi portant création d'une Haute Instance représentative des tunisiens à l'Étranger.



La rubrique « consultation en ligne » répond au souci d'amélioration des pratiques de consultation afin de rendre le processus plus interactif et participatif.

AU 31 MAI: 1 Vote correspond à une zone consulaire consultée.

Pour toutes celles et ceux qui n'ont pu participer aux consultations, vous pouvez transmettre votre étude à tout moment à la rubrique contact ou vous inscrire dans la «rubrique consultation en ligne»

Le projet du Haut conseil des tunisiens à l'étranger

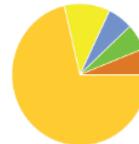
L'article 1 : La Dénomination" Il est établi auprès du Président de la République un conseil consultatif dénommé le

- Proposition 1 :Le " Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger " (HCTE)
- Proposition 2 : Le "Conseil Supérieur de l'immigration" (CSI)
- Proposition 3 : "La Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Étranger " (HIRTE)
- Proposition 4 : "Le Haut Conseil des Tunisiens Expatriés" (HCTE)
- Proposition 5: Le CRTE, Le conseil des Ressortissants Tunisiens

Question: L'article 1 : La Dénomination" Il est établi auprès du Président de la République un conseil consultatif dénommé le

- 72% Proposition 1 :Le " Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger " (HCTE)
- 11% Proposition 2 : Le "Conseil Supérieur de l'immigration" (CSI)
- 6% Proposition 3 : "La Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Étranger " (HIRTE)
- 6% Proposition 4 : "Le Haut Conseil des Tunisiens Expatriés" (HCTE)
- 6% Proposition 5: Le CRTE, Le conseil des Ressortissants Tunisiens

18 Votes



L'article 2 : Le Haut Conseil (HC) est une instance indépendante, il ne reçoit aucune instruction dans l'exercice de ses attributions.

- Proposition 1: Retirer l'expression " dans l'exercice de ses attributions "
- Proposition 2: Ajouter l'adjectif "consultatif" et retirer l'adjectif "Haut"
- Proposition 3: Ajouter l'adjectif "exécutif" et garder l'adjectif "Haut"

Question: L'article 2 : Le Haut Conseil (HC) est une instance indépendante, il ne reçoit aucune instruction dans l'exercice de ses attributions.

- 75% Proposition 1: Retirer l'expression " dans l'exercice de ses attributions "
- 0% Proposition 2: Ajouter l'adjectif "consultatif" et retirer l'adjectif "Haut"
- 25% Proposition 3: Ajouter l'adjectif "exécutif" et garder l'adjectif "Haut"

4 Votes



Article 3: Le Haut Conseil a pour mission, dans le respect des attributions conférées par l'État,

- Proposition 1: Retirer l'expression "dans le respect des attributions conférées par l'État
- Proposition 2: Retirer l'alinéa concernant les nouvelles générations
- Proposition 3: Retirer l'alinéa 5 "suivre les compétences"
- Proposition 4: Dissocier la catégorie "compétence" de la catégorie "étudiant"
- Proposition 5 : Retirer l'alinéa 9 "renforcer la solidarité "
-

Question: Article 3: Le Haut Conseil a pour mission, dans le respect des attributions conférées par l'État,

- 100% Proposition 1: Retirer l'expression "dans le respect des attributions conférées par l'État
- 0% Proposition 2: Retirer l'alinéa concernant les nouvelles générations
- 0% Proposition 3: Retirer l'alinéa 5 "suivre les compétences"
- 0% Proposition 4: Dissocier la catégorie "compétence" de la catégorie "étudiant"
- 0% Proposition 5 : Retirer l'alinéa 9 "renforcer la solidarité "
- 0%

4 Votes



¹⁰ D'autres consultations par skype, d'une ou plusieurs associations : Nice, Toulouse, Strasbourg, Grenoble. Les votes concernent certains articles quelques fois.



Article 4: Le Haut Conseil est consulté par le Gouvernement, sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens de l'étranger, et sur toutes questions civiques ou relatives aux commissions, notamment les questions culturelle

- Proposition 1: Le Haut Conseil "consulte" et "est consulté"
- Proposition 2: L'article est trop long, il doit apparaître dans un décret.

Votez

Approuvé par 6 voix

Question: Article 4: Le Haut Conseil est consulté par le Gouvernement, sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens de l'étranger, et sur toutes questions civiques ou relatives aux commissions, notamment les questions culturelle

- 83% Proposition 1: Le Haut Conseil "consulte" et "est consulté"
- 17% Proposition 2: L'article est trop long, il doit apparaître dans un décret.

6 Votes



Article 4 bis: Le Haut conseil est-il consultatif ou décisionnel ?

- Proposition 1 : Si le Haut Conseil est consultatif, ses frais de fonctionnement seront limités comparativement à une administration classique. Il aura en conséquence un détachement et une indépendance vis-à-vis des institutions
- Proposition 2 : Si le Haut Conseil est décisionnel, il bénéficiera d'un pouvoir exécutif et devra définir sa propre ligne budgétaire.

Votez

Approuvé par 8 voix

Question: Article 4 bis: Le Haut conseil est-il consultatif ou décisionnel ?

- 25% Proposition 1 : Si le Haut Conseil est consultatif, ses frais de fonctionnement seront limités comparativement à une administration classique. Il aura en conséquence un détachement et une indépendance vis-à-vis des institutions
- 75% Proposition 2 : Si le Haut Conseil est décisionnel, il bénéficiera d'un pouvoir exécutif et devra définir sa propre ligne budgétaire.

8 Votes



Article 5: Le Haut Conseil collabore avec l'observatoire scientifique de l'émigration afin de réaliser des études, adopter des avis et des recommandations relatives aux questions territoriales et aux réformes à caractère législatif et réglementaire concernant les tunisiens à l'étranger.

- Proposition 1: Ne pas limiter la collaboration seulement avec l'observatoire scientifique. Permettre à d'autres organismes de collaborer avec l'instance.
- Autres propositions :

Votez

Approuvé par 7 voix

Question: Article 5: Le Haut Conseil collabore avec l'observatoire scientifique de l'émigration afin de réaliser des études, adopter des avis et des recommandations relatives aux questions territoriales et aux réformes à caractère législatif et réglementaire concernant les tunisiens à l'étranger.

- 100% Proposition 1: Ne pas limiter la collaboration seulement avec l'observatoire scientifique. Permettre à d'autres organismes de collaborer avec l'instance.
- 0% Autres propositions :

7 Votes



Article 6: Le Haut Conseil élabore un rapport annuel qui comporte: les résultats et l'état des finances du HC, le budget prévisionnel de l'exercice de l'année suivante, une présentation des différentes activités de l'année précédente, et des données afférentes...

- Proposition 1: Retirer l'article et le définir dans un décret.
- Proposition 2: Elaborer une étude sérieuse avec la communauté à l'étranger sur les divers possibilités de financement, voire d'auto financement avant d'aborder la question de l'état des finances.
- Proposition 3: Définir dans le projet ou dans un décret la question du budget et de la rémunération des membres.

Votez

Approuvé par 5 voix

Question: Article 6: Le Haut Conseil élabore un rapport annuel qui comporte: les résultats et l'état des finances du HC, le budget prévisionnel de l'exercice de l'année suivante, une présentation des différentes activités de l'année précédente, et des données afférentes...

- 0% Proposition 1: Retirer l'article et le définir dans un décret.
- 0% Proposition 2: Elaborer une étude sérieuse avec la communauté à l'étranger sur les divers possibilités de financement, voire d'auto financement avant d'aborder la question de l'état des finances.
- 100% Proposition 3: Définir dans le projet ou dans un décret la question du budget et de la rémunération des membres.

5 Votes



Article 7: Le Haut Conseil doit assurer et préserver l'égalité entre tunisiens à l'étranger. Il doit être garant d'une représentativité réelle et équilibrée en veillant au respect du principe d'équité entre les générations, de parité homme-femme quel que soit le statut

- Proposition 1: Préciser qu'il s'agit bien des membres et des représentants locaux.
- Proposition 2: L'article n'est pas nécessaire car la représentativité par catégorie n'est pas nécessaire (à charge du représentant de les défendre toute)
-

Votez

Approuvé par 3 voix

Question: Article 7: Le Haut Conseil doit assurer et préserver l'égalité entre tunisiens à l'étranger. Il doit être garant d'une représentativité réelle et équilibrée en veillant au respect du principe d'équité entre les générations, de parité homme-femme quel que soit le statut

- 33% Proposition 1: Préciser qu'il s'agit bien des membres et des représentants locaux.
- 67% Proposition 2: L'article n'est pas nécessaire car la représentativité par catégorie n'est pas nécessaire (à charge du représentant de les défendre toute)
- 0%

3 Votes





Article 8: Composition

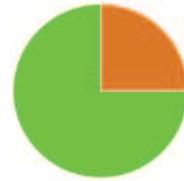
- Proposition 1: Le Haut conseil est composé des représentants des associations de l'immigration tunisienne, (voir le draft du projet de Loi, rubrique travaux page10)
- Proposition 2: Le Haut conseil est composé de membres élus et membres désignés (voir le projet de Loi, rubrique Travaux page 10 du document)
- Proposition 3: Le conseil Le Conseil des Tunisiens à l'Etranger est composé de cinq collèges de cent dix membres. Chaque région est représentée par un nombre de membres proportionnel au nombre des citoyens qui y résident.(projet CaIt)
- Proposition 4: Les conseillers seront élus au suffrage universel des tunisiens résident à l'étranger à raison d'un conseiller pour 20000 citoyens (selon projet de Démocratie et Veille Citoyenne, Nice)
- Proposition 5: Une représentation par pays avec une candidature sous dossier (cf l'Isie) proposition Suisse

Votez

Question: Article 8: Composition

- 0% Proposition 1: Le Haut conseil est composé des représentants des associations de l'immigration tunisienne, (voir le draft du projet de Loi, rubrique travaux page10)
- 0% Proposition 2: Le Haut conseil est composé de membres élus et membres désignés (voir le projet de Loi, rubrique Travaux page 10 du document)
- 0% Proposition 3: Le conseil Le Conseil des Tunisiens à l'Etranger est composé de cinq collèges de cent dix membres. Chaque région est représentée par un nombre de membres proportionnel au nombre des citoyens qui y résident.(projet CaIt)
- 75% Proposition 4: Les conseillers seront élus au suffrage universel des tunisiens résident à l'étranger à raison d'un conseiller pour 20000 citoyens (selon projet de Démocratie et Veille Citoyenne, Nice)
- 25% Proposition 5: Une représentation par pays avec une candidature sous dossier (cf l'Isie) proposition Suisse

4 Votes



Article 9: Ne peuvent être élus ou désignés membre du HC les personnes ayant assumé :

- Proposition 1: Des responsabilités gouvernementales ou politiques ou ayant été salariés d'un parti politique, pendant les deux années précédant leur élection ou leur nomination.
- Proposition 2: - Une fonction dans une organisation officielle tunisienne à l'étranger.
- Proposition 3: Des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie.
- Proposition 4: - une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien régime.

Votez

Question: Article 9: Ne peuvent être élus ou désignés membre du HC les personnes ayant assumé :

- 0% Proposition 1: Des responsabilités gouvernementales ou politiques ou ayant été salariés d'un parti politique, pendant les deux années précédant leur élection ou leur nomination.
- 0% Proposition 2: - Une fonction dans une organisation officielle tunisienne à l'étranger.
- 0% Proposition 3: Des activités professionnelles dans les représentations consulaires et diplomatiques de Tunisie.
- 100% Proposition 4: - une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien régime.

4 Votes



Article 10: La durée du mandat des représentants du Haut Conseil est de quatre ans. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans.

- Proposition 1: D'accord
- Proposition 2: D'accord mais les représentants du Haut Conseil ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.
- Proposition 3: Les représentants peuvent accomplir plusieurs mandats si personne n'est disposé à le faire et si le membre est disponible et motivé

Votez

Question: Article 10: La durée du mandat des représentants du Haut Conseil est de quatre ans. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans.

- 100% Proposition 1: D'accord
- 0% Proposition 2: D'accord mais les représentants du Haut Conseil ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.
- 0% Proposition 3: Les représentants peuvent accomplir plusieurs mandats si personne n'est disposé à le faire et si le membre est disponible et motivé

3 Votes



Article 11: Les indemnités et avantages accordés aux membres du haut conseil sont fixés par décret.

- Proposition 1: Article inutile, il est préférable d'évoquer le budget
- Proposition 2: Article intéressant mais à développer dans un décret

Votez

Question: Article 11: Les indemnités et avantages accordés aux membres du haut conseil sont fixés par décret.

- 67% Proposition 1: Article inutile, il est préférable d'évoquer le budget
- 33% Proposition 2: Article intéressant mais à développer dans un décret

6 Votes



Article 12: Le haut conseil comprend: L'assemblée plénière, le président deux vice-présidents, le bureau, le secrétariat général, les commissions permanentes, les commissions temporaires.

- Proposition 1: D'accord
- Proposition 2: A redéfinir dans un décret
- Proposition 3: Inutile dans le projet de Loi

Votez

Question: Article 12: Le haut conseil comprend: L'assemblée plénière, le président deux vice-présidents, le bureau, le secrétariat général, les commissions permanentes, les commissions temporaires.

- 0% Proposition 1: D'accord
- 80% Proposition 2: A redéfinir dans un décret
- 20% Proposition 3: inutile dans le projet de Loi

5 Votes





Article 15: Le bureau est composé du président, des vice-présidents du Haut Conseil, et des rapporteurs généraux des commissions permanentes. Il assure la continuité des travaux pendant l'intersession. Il se réunit quatre fois par an.

- Proposition 1: D'accord
- Proposition 2: Pas d'accord
- Proposition 3: Autres propositions

Votez

Question: Article 15: Le bureau est composé du président, des vice-présidents du Haut Conseil, et des rapporteurs généraux des commissions permanentes. Il assure la continuité des travaux pendant l'intersession. Il se réunit quatre fois par an.

- 100% Proposition 1: D'accord
- 0% Proposition 2: Pas d'accord
- 0% Proposition 3: Autres propositions

5 Votes



Article 16 : Les membres sont répartis au sein de commissions spécialisées qui préparent les rapports soumis au bureau ou à l'assemblée plénière. Chaque membre fait obligatoirement partie d'une commission permanente et d'une seule. Les commissions permanente

- Proposition 1: Commission Actions culturelles et éducatives
- Proposition 2: Commission Affaires économiques
- Proposition 3: - Commission Affaires juridiques et sociales / relation avec le citoyen.
- Proposition 4: Autres propositions

Votez

Question: Article 16 : Les membres sont répartis au sein de commissions spécialisées qui préparent les rapports soumis au bureau ou à l'assemblée plénière. Chaque membre fait obligatoirement partie d'une commission permanente et d'une seule. Les commissions permanente

- 67% Proposition 1: Commission Actions culturelles et éducatives
- 0% Proposition 2: Commission Affaires économiques
- 33% Proposition 3: - Commission Affaires juridiques et sociales / relation avec le citoyen.
- 0% Proposition 4: Autres propositions

6 Votes



Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Coordinateurs Locaux des Tunisiens à l'Etranger

Article 17

Cet article apporte un éclairage relatif aux relations et aux rôles des représentants du HC avec l'administration tunisienne à l'étranger, l'Office des Tunisiens à l'Etrange ainsi qu'avec les députés de l'immigration.

Dans les domaines relevant de leur compétence, les Coordinateurs Locaux sont les représentants du HC. Ils sont indépendants de toute hiérarchie administrative. Ils bénéficient d'un lox servant de lieu d'accueil et de permanence. Ils défendent les problématiques locales des tunisiens de leur zone de résidence en contribuant :

- A l'amélioration des pratiques de gestion du service public dans les administrations tunisiennes à l'étranger par une coopération et une coordination avec les autorités diplomatiques
- A favoriser la médiation entre les tunisiens résidents à l'étranger et l'administration tunisienne.
- A jouer un rôle d'informateur et de porte-voix des tunisiens à l'étranger de la zone de résidence du coordinateur sur les thèmes évoqués dans les commissions.
- A proposer toutes les mesures et particulièrement les mesures d'ordre juridique, qui sont de nature à garantir le respect des droits des tunisiens résidents à l'étranger.
- A promouvoir, en collaboration avec les autorités tunisiennes ainsi que les associations de tunisiens de la circonscription, la vie sociale et culturelle.
- A assurer le suivi et à remonter les problématiques locales des citoyens expatriés de manière complémentaire avec les députés de l'immigration.

Article 17:

- Proposition 1: Réduire les missions des coordinateurs locaux
- Proposition 2: Complémentarité avec les députés de l'immigration
- Proposition 3 : Indépendance totale donc sans lien avec l'OTE
- Proposition 4: Autres propositions

Votez

Question: Article 17:

- 33% Proposition 1: Réduire les missions des coordinateurs locaux
- 0% Proposition 2: Complémentarité avec les députés de l'immigration
- 67% Proposition 3 : Indépendance totale donc sans lien avec l'OTE
- 0% Proposition 4: Autres propositions

3 Votes



Article 18: Les Coordinateurs Locaux représentent les citoyens tunisiens résidents à l'étranger inscrits dans la même zone consulaire

- Proposition 1: élus pour quatre ans au suffrage universel direct (voir note de bas de page.p15 du projet)
- Proposition 2: désignés pour quatre ans sur la base d'un dossier de candidature et d'une audition publique équivalent aux procédures mises en place pour les candidatures à l'ISIE
- Proposition 3 : élus pour quatre ans en qualité de représentant associatif selon les critères relatifs à l'article 8- proposition 1.
- Proposition 4: Autres propositions

Votez

Question: Article 18: Les Coordinateurs Locaux représentent les citoyens tunisiens résidents à l'étranger inscrits dans la même zone consulaire

- 100% Proposition 1: élus pour quatre ans au suffrage universel direct (voir note de bas de page.p15 du projet)
- 0% Proposition 2: désignés pour quatre ans sur la base d'un dossier de candidature et d'une audition publique équivalent aux procédures mises en place pour les candidatures à l'ISIE
- 0% Proposition 3 : élus pour quatre ans en qualité de représentant associatif selon les critères relatifs à l'article 8- proposition 1.
- 0% Proposition 4: Autres propositions

4 Votes





Article 19 : Sont éligibles ou désignés les électeurs inscrits sur l'une des listes consulaires de la circonscription dans laquelle ils se présentent.

- Proposition 1: Afin de justifier d'une maîtrise des questions territoriales notamment relatives aux problématiques des secondes et troisièmes générations, les candidats doivent justifier d'une résidence effective d'un minimum de dix années dans la circonscription consulaire de leur zone de résidence.
- Proposition 2: Les candidats ont au moins 5 ans de résidence dans la même zone consulaire
- Proposition 3: La Coordination Locale est composée au minimum d'un tiers de femmes et d'un tiers de moins de 35 ans
- Proposition 4: Autres propositions

Votez

Question: Article 19 : Sont éligibles ou désignés les électeurs inscrits sur l'une des listes consulaires de la circonscription dans laquelle ils se présentent.

- 50% Proposition 1: Afin de justifier d'une maîtrise des questions territoriales notamment relatives aux problématiques des secondes et troisièmes générations, les candidats doivent justifier d'une résidence effective d'un minimum de dix années dans la circonscription consulaire de leur zone de résidence.
- 50% Proposition 2: Les candidats ont au moins 5 ans de résidence dans la même zone consulaire
- 0% Proposition 3: La Coordination Locale est composée au minimum d'un tiers de femmes et d'un tiers de moins de 35 ans
- 0% Proposition 4: Autres propositions

4 Votes



Article 20: Une coordination Locale est instituée au sein de toute zone géographique comptant au moins 10000 citoyens expatriés et disposant d'un service consulaire. Les zones de moins de 3000 citoyens expatriés ayant des problématiques territoriales spécifiques

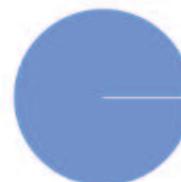
- Proposition 1: D'accord
- Proposition 2: 1 membre pour 5000 habitants
- Proposition 3: 1 membre pour 60000 haitants et un par zone de moins de 3000 habitants
- Proposition 4 : Un représentant par pays
- Proposition 5 : Autres propositions

Votez

Question: Article 20: Une coordination Locale est instituée au sein de toute zone géographique comptant au moins 10000 citoyens expatriés et disposant d'un service consulaire. Les zones de moins de 3000 citoyens expatriés ayant des problématiques territoriales spécifiques

- 0% Proposition 1: D'accord
- 0% Proposition 2: 1 membre pour 5000 habitants
- 100% Proposition 3: 1 membre pour 60000 haitants et un par zone de moins de 3000 habitants
- 0% Proposition 4 : Un représentant par pays
- 0% Proposition 5 : Autres propositions

4 Votes



Article 21: Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales seront déterminées par Décret. Une charte éthique et un règlement intérieur commun à toutes les zones seront adoptés pour l'instauration des Coordinations locales

- Proposition 1: Charte éthique
- Proposition 2: Règlement intérieur
- Proposition 3: Une charte de fonctionnement
- Proposition 4: Autres propositions

Votez

Question: Article 21: Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales seront déterminées par Décret. Une charte éthique et un règlement intérieur commun à toutes les zones seront adoptés pour l'instauration des Coordinations locales

- 0% Proposition 1: Charte éthique
- 0% Proposition 2: Règlement intérieur
- 100% Proposition 3: Une charte de fonctionnement
- 0% Proposition 4: Autres propositions

5 Votes



Article 22: En attendant la mise en place des futures institutions législatives et exécutives, conformément à la nouvelle constitution, deux propositions sont évoquées :

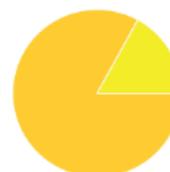
- Proposition 1: La préparation des candidatures ou des élections aura lieu de manière concomitante à celle du Président de la République.
- Proposition 2: La préparation des candidatures ou des élections aura lieu après les élections présidentielles

Votez

Question: Article 22: En attendant la mise en place des futures institutions législatives et exécutives, conformément à la nouvelle constitution, deux propositions sont évoquées :

- 83% Proposition 1: La préparation des candidatures ou des élections aura lieu de manière concomitante à celle du Président de la République.
- 17% Proposition 2: La préparation des candidatures ou des élections aura lieu après les élections présidentielles

6 Votes





Présentation du projet après intégration des résultats des consultations

1. Vote pour une zone consulaire consultée (certains articles n'ont pas été votés ni débattus par les citoyens présents aux consultations)

Projet de Loi portant création d'un Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger

Préambule

La nouvelle constitution a permis la mise en place de cinq instances indépendantes régulatrices, dont les membres sont élus par le Parlement à une majorité qualifiée. L'Etat est tenu d'assurer son concours pour l'exécution de leur mission visant au « renforcement de la démocratie ».

Ce progrès dans la constitution ouvre des perspectives imputables au Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger qui pourrait nous éclairer sur la direction possible du texte de loi.

Par ailleurs et conformément à la nouvelle constitution, l'article 131 consacre « le principe de décentralisation(...) « dans le cadre de l'unité de l'Etat » et évoque la notion de « pouvoir local », « de collectivités locales » (que l'on reconnaît dans les municipalités, les régions, ou grandes régions) en référence à l'article 132 et 138. Cette avancée considérable dans la gouvernance locale met fin au centralisme qui avait prévalu depuis l'indépendance.



L'autonomie budgétaire constitue en conséquence, un des nouveaux principes de gestion locale permettant une marge de manœuvre.

Force est de constater que les gouvernorats, au même titre que les délégations, disposent formellement de conseils locaux¹¹. Renforcer le pouvoir local permet de consolider la démocratie participative en se rapprochant de la notion de « gouvernance ouverte » (Article 139 de la Loi fondamentale.) Chaque collectivité locale se voit reconnaître des prérogatives communes ainsi qu'un pouvoir réglementaire relevant de leur

domaine de compétence. Ce qui nous amène à penser le projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger comme un prolongement des attributions conférées aux régions décentralisées, que la loi fondamentale a permis de concrétiser.

Cependant deux paramètres entrent en jeu dans l'écriture du projet.

Le premier réside dans la nécessité de définir une approche empirique relative à la complexité des relations interindividuelles entre tunisiens à l'étranger. Cette approche peut être englobée dans une démarche empreinte d'interactionnisme qui pose le principe d'une interaction entre l'individu et son environnement. Dans un contexte d'expatriation des citoyens, de pluri localité, de bilinguisme, de bi nationalité, d'illettrisme, d'intellectuels, de citoyens sans papier, de professionnels, le principe d'interaction devient prééminent dans la prise en compte des droits et des intérêts de chacun.

Le second paramètre réside dans l'interpénétration entre les acquis de la nouvelle constitution tunisienne et les droits acquis ou non dans les divers pays de résidence. Le principe d'équité que le texte de loi doit défendre se doit de prendre en compte ce paramètre. De fait, des possibilités accordées en Europe ou en France, ne le sont pas forcément dans d'autres zones consulaires.

Tels sont les axes principaux de notre préambule qui a tenu compte des recommandations des citoyens lors des consultations. Le texte se propose de refléter les doléances des citoyens expatriés exprimés lors des consultations. Nous souhaitons que le

¹¹ Ibid. Article 131



www.projet-hcte.org

présent texte soit l'occasion d'être enrichi et complété lors d'un dialogue impliquant tous les acteurs du projet.

Titre I : Dispositions relatives au Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1

Il est établi auprès du Président de la République un conseil décisionnel dénommé ***le " Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger " (HCTE)***.

Article 2

Le Haut Conseil (HC) est une instance décisionnelle indépendante, il ne reçoit aucune instruction du gouvernement.

Chapitre II : Dispositions relatives aux attributions du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger

Article 3

Le *Haut Conseil* a pour mission :

- De participer à l'élaboration de la politique nationale relative aux tunisiens à l'étranger.
- De participer à l'élaboration d'une stratégie de communication avec les Tunisiens à l'étranger répondant à leurs préoccupations.
- De contribuer à la défense et au respect des droits et intérêts des tunisiens à l'étranger
- D'accorder aux nouvelles générations la place méritée et veiller à assurer leur participation effective dans la conception et l'exécution des projets en faveur des tunisiens à l'étranger.



- De suivre la situation des compétences et leur élaborer des programmes de partenariat en vue de soutenir le développement en Tunisie.
- A la lutte contre toute forme de discrimination ainsi qu'à la protection de leurs personnes et de leurs biens vu le degré de ségrégation raciale et religieuse qui sévit

de plus en plus dans certains pays d'accueil et notamment en Europe.

- Au développement de l'éducation et de l'économie tunisienne hors de Tunisie.
- A la promotion du patrimoine culturelle et identitaire tunisien dans le monde.

Article 4

Le Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger conformément à l'article 134, possède des compétences propre qu'il exerce conjointement avec l'autorité central. Il est consulté par l'autorité centrale sur l'ensemble des projets de textes législatifs et réglementaires intéressant les tunisiens de l'étranger, et sur toutes questions civiques ou relatives aux commissions, notamment les questions culturelles, éducatives, économiques et sociales les concernant.

Le haut conseil est consulté à l'occasion d'accords bilatéraux en matière de sécurité sociale et de main d'œuvre. Il peut également émettre des propositions concrètes en vue de promouvoir la qualité des services administratifs, consulaires et sociaux rendus au profit des tunisiens à l'étranger.

Article 5

Le *Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger* collabore avec l'observatoire scientifique de l'émigration ainsi que d'autres organismes équivalent afin de réaliser des études, adopter des avis et des recommandations relatives aux questions territoriales et aux réformes à caractère législatif et réglementaire concernant les tunisiens à l'étranger.



Chapitre III : Dispositions relatives à la composition du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger et au statut de ses membres

Article 6

Le *Haut Conseil* doit assurer et préserver l'égalité de traitement entre tunisiens à l'étranger. Il doit être garant d'une représentativité réelle et équilibrée en veillant au respect du principe d'équité entre les générations, de parité homme-femme quel que soit le statut social ou le lieu de résidence.

Article 7 : Composition

Le Haut conseil est composé comme suit :

Le HCTE est composé de membres élus au suffrage universel direct -selon l'article 133 de la constitution « suffrage universel, libre, secret et direct, intègre et transparent ».

Des conseillers locaux élus au scrutin universel direct représentant les citoyens tunisiens résidents à l'étranger.

Les membres du HCTE sont élus par les conseillers locaux au sein de chaque circonscription consulaire disposant d'un conseil local.

Le nombre des conseillers à élire dans chaque circonscription est déterminé en fonction de la part de la population tunisienne de chaque circonscription électorale, arrêtée au 1er janvier de l'année de l'élection.

Dans le cas où il ne peut être organisé d'élections dans certaines circonscriptions électorales, les représentants de ces circonscriptions seront désignés par le Président de la République.

Le Gouvernement propose d'assister les membres du Haut Conseil par des représentants des ministères suivants :



www.projet-hcte.org

- *Ministère des Finances.*
- *Ministère du Transport.*
- *Ministère des Affaires Étrangères.*
- *Ministère du développement et de la coopération internationale.*
- *Ministère des Affaires Sociales.*
- *Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.*
- *Ministère de la Justice.*

Ils peuvent assister aux séances du HCTE et aux réunions de ses différentes commissions avec une voix consultative.

Article 8

Ne peuvent être élus ou désignés membre du *HC* les personnes ayant assumé :

- des responsabilités gouvernementales ou politiques ou ayant été salariées d'un parti politique, pendant les deux années précédant leur élection ou leur nomination.
- une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien régime.

Article 9

La durée du mandat des représentants du *Haut Conseil* est de quatre ans. Il est renouvelé par moitié tous les deux ans.

Les représentants du *Haut Conseil* ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs.



Chapitre IV : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger

Article 10

Le Haut Conseil comprend :

- l'assemblée plénière
- les commissions temporaires
- le président
- deux vice-présidents
- le bureau
- le secrétariat général
- les commissions permanentes

Article 11

Le président du Haut Conseil est élu en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, par les membres élus du Haut Conseil, pour une durée de quatre ans.

Article 12

Le bureau est composé du président, des vice-présidents du Haut Conseil, et des rapporteurs généraux des commissions permanentes. Il assure la continuité des travaux pendant l'intersession. Il se réunit quatre fois par an.

Article 13

Les membres sont répartis au sein de commissions spécialisées qui préparent les rapports soumis au bureau ou à l'assemblée plénière. Chaque membre fait obligatoirement partie d'une commission permanente et d'une seule. Les commissions permanentes sont au nombre de trois :

- Commission Actions culturelles et éducatives,
- Commission Affaires économiques,



- Commission Affaires juridiques et sociales / relation avec le citoyen.

Le champ de compétences de chacune de ces commissions est défini par décret.

Titre II : Les Conseillers Locaux des Tunisiens à l'Etranger

Chapitre I : Dispositions relatives aux attributions des Conseillers Locaux des Tunisiens à l'Etranger

Article 14 :

Dans les domaines relevant de leur compétence, les Conseillers Locaux sont les représentants du *Haut Conseil*. Ils sont indépendants de toute hiérarchie administrative, notamment de l'Office des Tunisiens à l'Etranger. Ils bénéficient d'un local servant de lieu d'accueil et de permanence. Ils défendent les problématiques locales des tunisiens de leur zone de résidence en contribuant :

- A l'amélioration des pratiques de gestion du service public dans les administrations tunisiennes à l'étranger par une coopération et une coordination avec les autorités diplomatiques.
- A favoriser la médiation entre les tunisiens résidents à l'étranger et l'administration tunisienne.
- A jouer un rôle d'informateur et de porte-voix des tunisiens à l'étranger de la zone de résidence du conseiller sur les thèmes évoqués dans les commissions.
- A proposer des mesures d'ordre juridique, qui sont de nature à garantir le respect des droits des tunisiens résidents à l'étranger.
- A assurer le suivi et à remonter les problématiques locales des citoyens expatriés de manière complémentaire avec les députés de l'immigration.



Chapitre II : Dispositions relatives à la composition des Conseils Locaux

Article 15 Les Conseillers Locaux

Les Conseillers Locaux représentent les citoyens tunisiens résidents à l'étranger inscrits dans la même zone consulaire.

Ils sont *élus pour quatre ans au suffrage universel direct*

Article 16

Sont éligibles ou désignés les électeurs inscrits sur l'une des listes consulaires de la circonscription dans laquelle ils se présentent.

Afin de justifier d'une maîtrise des questions territoriales notamment relatives aux problématiques des secondes et troisièmes générations, les candidats doivent justifier d'une résidence effective d'un minimum de dix années dans la circonscription pour laquelle ils présentent leur candidature. (pour les zones de plus de 10000 résidents)

Article 17

Une coordination Locale est instituée au sein de toute zone géographique comptant au moins

60000 citoyens expatriés et disposant d'un service consulaire. Les zones de moins de 3000 citoyens expatriés ayant des problématiques territoriales spécifiques sont représentées par un Conseiller Local.



Chapitre III : Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Conseils Locaux

Article 18

Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des Coordinations Locales seront déterminées par Décret. Une charte éthique et un règlement intérieur commun à toutes les zones seront adoptés pour l'instauration des Conseils Locaux.¹²

Titre III : Dispositions finales

Article 19 Echéance relative à la mise en place du Haut Conseil*

En attendant la mise en place des futures institutions législatives et exécutives, conformément à la nouvelle constitution, deux propositions sont évoquées :

La préparation des candidatures ou des élections aura lieu de manière concomitante à celle du Président de la République.

Argumentaire pour projet de Loi suite à des consultations élargies dans 14 zones consulaires.

31 mai 2014

¹² Afin d'optimiser l'information et la participation de la société civile au futur fonctionnement du HC, la charte éthique et le règlement intérieur seront rédigés et mis en place avant le lancement du *Haut Conseil*.



www.projet-hcte.org

Autres projets de citoyens

Projet 1 : Nice, *Démocratie Veille Citoyenne*

Projet 2 : Düsseldorf, *Collectif d'association*

Projet 3 : Strasbourg, *Collectif des Tunisiens à l'Étranger au projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger*



www.projet-hcte.org

Projet Nice



Association loi de 1901

W062005003

ARGUMENTS POUR UNE NOUVELLE REGION, CELLE DES TUNISIENS A L'ETRANGER

Position de l'association **D**émocratie **V**eille **C**itoyenne (association de tunisiens dans le Sud-est de la France) suite à la proposition élaborée dans le cadre du travail consultatif tourné vers l'ensemble des tunisiens à l'étranger, sur le projet de Loi portant création d'une Haute Instance Représentative des Tunisiens à l'Etranger, durant la période d'Avril à Mai 2014.

Comme tous leurs compatriotes, les tunisiens résidents à l'étranger doivent bénéficier du rapprochement des centres de décision pour interagir et assurer la prise en compte de leurs besoins spécifiques. Un conseil régional élu et dirigé par un conseil composé essentiellement de tunisiens résidents à l'étranger sera plus à même de comprendre leurs attentes et donc d'apporter les solutions les plus adaptées.

Ce conseil régional des tunisiens à l'étranger peut avoir une double mission : exécutive et consultative.

La revendication a pour fondement juridique la Constitution du 27 Janvier 2014. D'abord, c'est une réponse à l'exigence d'égalité entre les citoyennes et les citoyens. Ensuite, elle peut être une application des principes régissant les collectivités locales.



Le chapitre VII de la Constitution est consacré au pouvoir local. L'article 131 de la Constitution permet la création de catégories spécifiques de collectivités locales par la loi.

La jouissance de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative ainsi que la gestion des affaires locales conformément au principe de la libre administration respecteront les dispositions de l'article 132 de la Constitution.

L'élection des membres de cette instance des tunisiens à l'étranger sera celui du suffrage universel direct. Cela est identique au texte de l'article 133 de la constitution : *« suffrage universel, libre, secret et direct, intègre et transparent »*.

Le fait que cette instance dispose de pouvoirs propres notamment en matière exécutive n'est pas anticonstitutionnelle. L'article 134 de la loi fondamentale prévoit : *« Les collectivités locales ont des compétences propres, des compétences qu'elles exercent conjointement avec l'autorité centrale et des compétences qui leur sont transférées par elle »*.

Financièrement, le projet est viable. La Constitution prévoit dans son article 135 que : *« les collectivités locales disposent de ressources propres et de ressources qui leur sont transférées par l'autorité centrale, ces ressources doivent être en adéquation avec les prérogatives qui leur sont attribuées par la loi »*. D'ailleurs, le même article prévoit que *« toute création ou transfert de compétences de l'autorité centrale aux collectivités locales doit s'accompagner d'un transfert des ressources correspondantes »*.

Concrètement, le Conseil régional des tunisiens à l'étranger pourrait bénéficier d'une partie des droits de timbres collectés lors de la fabrication des passeports et autres actes administratifs dans les consulats.

La gestion des budgets selon les règles de la bonne gouvernance et sous le contrôle de la justice financière tunisienne (art. 136) et avec un contrôle légal a posteriori (art. 137).



www.projet-hcte.org

Enfin, le Conseil régional des tunisiens à l'étranger respectera l'article 139 de la Constitution qui énonce que « *les collectivités locales adoptent les instruments de la démocratie participative et les principes de la gouvernance ouverte afin d'assurer la plus large participation des citoyens et de la société civile dans la préparation de projets de développement et d'aménagement du territoire et le suivi de leur exécution, et ce, conformément à ce qui est prévu par la loi* ».

Il est vrai que cette région des tunisiens à l'étranger est en dehors du territoire géographique tunisien. Elle est à la fois physique (à travers les représentations diplomatiques, sociales, économiques et culturelles) et virtuelle (afin de tenir compte de la présence des tunisiens partout dans le monde, y compris aux antipodes). Donc, elle peut être une forme poussée de gouvernance digitale et collaborative.

En outre, l'utilisation des nouvelles technologies permettra d'assurer une meilleure représentativité en dépit de la très large répartition géographique.

***Pour le bureau de l'association,
La présidente Inès ABID***



Projet Complet Düsseldorf : *Collectif d'association Düsseldorf*



مشروع قانون يتعلق بالمجلس الأعلى للهجرة



www.projet-hcte.org

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مسوّدة

مشروع قانون أساسي يتعلّق بالمجلس الأعلى للهجرة

يندرج عملنا هذا في نطاق حرصنا على الإسهام في إعداد مسوّدة لمشروع القانون الأساسي للمجلس الأعلى للهجرة، وهو مجهود متواضع أردنا به أولا وجه الله، ثم خدمة بلادنا وجالياتنا التونسية المغتربة؛ إذ من شأن بعث هذا المجلس أن يساعد في جمع شتات المغتربين التونسيين وتحقيق آمالهم وتطلعاتهم والحفاظ على هويتهم ومصالحهم والإفادة من إمكانياتهم وجهودهم للنهوض بالبلاد.

إننا إذ نتقدّم بمسوّدة مشروع القانون الأساسي الخاصّ بالمجلس الأعلى للهجرة لا ندّعي إحاطتنا في هذه المسوّدة بكل التفاصيل والجزئيات والإجراءات اللازمة لهذا المشروع، كما لا ندّعي تمثيل الجاليات التونسية بالمهجر ولا التحدّث باسم المغتربين التونسيين، ولا نرمي من وراء هذا العمل إلى فرض رؤيتنا ولا نلزم أحد بها.

إنّ عملنا هذا لا يعدو أن يكون جهدا متواضعا فيه من النقائص ما يعطي لكل ناظر فيه مطلق الحرية في قبوله أو رفضه، أو نقده أو تعديله، وإنما نروم بتقديمه - على علته - دعم كافة الجهود الأخرى الصادقة المبذولة لصالح جالياتنا وبلادنا الحبيبة تونس. وفقنا الله جميعا لما في خير بلادنا وشعبنا.

وقد إشتراك في وضع مسوّدة هذا المشروع الإخوة :

- محمد الهادي الزمزمي - محام



تقديم

لقد كانت تونس منذ أواخر الستينيات، وما زالت حتى اليوم، منطلقا لهجرة عشرات الآلاف من الأيدي العاملة ومن أصحاب الخبرات الفنية والتربوية وطلاب الجامعات إلى مختلف الأقطار والبلدان العربية والغربية؛ فكان من الطبيعي أن تنشأ بتلك الأقطار والبلدان - مع مرور الزمن - جاليات تونسية كبيرة يقارب تعدادهم اليوم مليوني نسمة، مستقرّين خصوصا بكلّ من فرنسا وإيطاليا وألمانيا وهولندا وبلدان اسكندنافيا وكندا وأمريكا وليبيا وبلدان الخليج... الخ.

- واعتبارا لهذه الكثافة العددية للجاليات التونسية المغتربة، فإنه يكون من المتعين على الدولة التونسية واجب العناية بهذه الجاليات وأجيالها الجديدة الناشئة في ديار الغربية لتوثيق انتمائهم الوطني لتونس، ومساعدتهم على حلّ مشاكلهم.

- واعتبارا كذلك لما تعانيه هذه الجاليات من صعوبات وما يعرض لها من مشاكل سواء في بلاد الغربية أو عند العودة إلى أرض الوطن.

- واعتبارا لما ظلت تعانيه هذه الجاليات المغتربة - على مدى سنوات - من إهمال وعدم اهتمام من قبل الحكومات التونسية المتعاقبة، ما ضاعف من غربتهم.

- واعتبارا لما يتهدّد الأجيال الجديدة من أبناء الجاليات التونسية بالأقطار الغربية من مخاطر الانسلاخ والذوبان، وفقدان الهوية العربية الإسلامية والانتماء الوطني لتونس.

- واعتبارا كذلك لما تتوافر عليه هذه الجاليات من إمكانات مادية وأدبية من شأنها - لو أحكم أمرها - تدعيم المجهود الوطني العام لتنمية البلاد.

اعتبارا لكلّ ذلك فقد آن الأوان لتدارك أوضاع هذه الجاليات المغتربة وذلك بتكفل الدولة التونسية بمساعدتها على بعث هيئة أو مجلس للمغتربين يتولّى معالجة قضاياهم ومساعدتهم على حلّ مشاكلهم وحماية هويتهم وتوثيق صلتهم بوطنهم، وتشجيعهم على الإسهام في نهوض البلاد التونسية.

وفي هذا السياق يأتي مشروع "مجلس المغتربين التونسيين، أو المجلس الاعلى للهجرة والتونسيين بالخارج" ليكون منهم وإيهم؛ من أجل تحقيق ما يلي:



- توثيق الأواصر بين المغتربين التونسيين. وتوطيد صلتهم بوطنهم.
- تحسين أوضاع المغتربين التونسيين أينما كانوا.
- الإحاطة الثقافية والتربوية بالأجيال الجديدة وتوطيد هويتهم العربية الإسلامية وترسيخ انتمائهم الوطني ولسانهم العربي.
- المساعدة في حلّ مشاكل المغتربين بمختلف فئاتهم وخاصة الطلاب.
- وضع خطة متكاملة لإدماج جهود المغتربين - لاسيما خريجي الجامعات وأصحاب التجارب والخبرات - في مشاريع التنمية العامة للبلاد التونسية.
- من هذه المنطلقات جاء حرصنا على تقديم هذه الرؤية المتواضعة لمشروع القانون الأساسي للمجلس الأعلى للهجرة أو (مجلس المغتربين) علها تساعد في إنجاز هذه المهمة الوطنية الكبيرة، وعلى الله قصد السبيل.

والله وليّ التوفيق

والسلام



الباب الأول : أحكام عامة

✓ الفصل الأول

أحدث لدى رئيس الجمهورية - بمقتضى أمر- مجلس أعلى أُطلق عليه " المجلس الأعلى للمغتربين التونسيين " أو "المجلس الأعلى للهجرة والتونسيين بالخارج " .
يكون للمجلس مقرّ خاصّ بتونس العاصمة أو إحدى ضواحيها.

✓ الفصل الثاني :

المجلس الأعلى هيئة مستقلة مهمّته النظر في مصالح المغتربين وحمايتهم بالداخل والخارج.

الباب الثاني : المهام العامة للمجلس

✓ الفصل الثالث

يضطلع المجلس بالمهامّ التالية :

- الإسهام مع الجهات المعنية بشؤون المغتربين في رسم سياسة الدولة بخصوص الهجرة والمهاجرين.
- العمل على توثيق الروابط بالتونسيين المغتربين وتحقيق مصالحهم.
- الاعتناء بمصالح التونسيين المغتربين والدفاع عن حقوقهم.
- إيلاء الأجيال الجديدة من التونسيين المغتربين ما يلزم من العناية والرعاية والاهتمام بإشراكهم في الشأن الوطني العام.
- الإحاطة بالطلاب والعمل على حلّ مشكلاتهم ومساعدتهم على استكمال دراساتهم وتخصّصاتهم، وتيسير إجراءات عودتهم وإدماجهم في الوظائف والمواقع الملائمة لكفاءتهم وخبرتهم بما يعزّز المجهود الوطني للتنمية.
- تأطير أصحاب الكفاءات المقيمين بالمهجر وتوثيق الصّلة بهم خدمة لمصلحة تونس وتحسين صورتها بالخارج.
- حفظ الهوية العربية الإسلامية والتراث الثقافي للتونسيين المغتربين.
- تشجيع أصحاب المواهب على الإبداع العلمي والثقافي والفكري ونشره بالداخل والخارج.
- توثيق أو اصر التونسيين المغتربين بوطنهم.
- يتعهد المجلس في إنجاز مهامه المذكورة باستقلال قراراته عن أيّ تأثير حزبي أو سياسي، ملتزما في ذلك بحماية مصالح المغتربين، بقطع النظر عن انتمائهم الفكري أو التنظيمي.



- على المجلس أن يتوخّى كافة الإجراءات القانونية والإدارية والقضائية اللازمة للدفاع عن مصالح المغتربين في مواجهة أيّ قرار أو إجراء يضرّ بمصالحهم بالداخل والخارج .

✓ الفصل الرابع

على الحكومة إشراك المجلس الأعلى للهجرة في إعداد مشاريع القوانين المتعلقة بشؤون المغتربين، وعند إبرام الاتفاقيات الثنائية ذات الصلة بمصالح المغتربين. يحقّ للمجلس الأعلى عرض أو اقتراح ما يراه مناسباً من مشاريع أو نصوص أو خطط من شأنها تحقيق مصالح الجالية.

✓ الفصل الخامس

يتعاون المجلس الأعلى مع مختلف الهيئات والمنظمات المهتمة بالهجرة في إعداد بحوث ودراسات تتعلق بشؤون المغتربين.

الباب الثالث: إحداث المجلس والعضوية فيه.

✓ الفصل السادس

يُنَّبَع في إحداث المجلس النظام التالي :

- استحداث فروع محلية وذلك بانتخاب أعضائها من قبل الجالية مع مراعاة قاعدة التمثيل النسبي لعدد المغتربين بين دائرة وأخرى.

- يعتمد في انتخاب أعضاء الفروع القاعدة المزدوجة التالية:

1- على قاعدة كثافة المغتربين وذلك بنسبة واحد على خمسة عشر ألف مغترب.

2- على قاعدة التمثيل الإقليمي أو القطري لقلّة عدد المغتربين وذلك بنسبة عضو ممثل لكل إقليم أو قطر .

- يُراعى في الترشيح لعضوية الفرع الأهلية والكفاءة العلمية والإستقلالية والنزاهة.

- يكون الإقتراع على المترشحين سرياً، حرّاً، ومباشراً.

- يجري انتخاب أعضاء المجلس بالتوازي مع الإنتخابات الرئاسية وذلك تفادياً لأيّ تأثير حزبي أو سياسي، ولتخفيف النفقات والمصاريف عن كاهل الدولة.

- على أعضاء الفروع المنتخَبين عقد مؤتمر عامّ تأسيسي في أجل مناسب لا يتعدّى ثلاثة أشهر لانتخاب:

- جمعية عمومية تمثل عموم المغتربين (تضمّ ما بين 20 و 25 فرداً) .

- ومكتب تنفيذي (يكون عدد أعضائه 9 باعتبار الرئيس) لتسيير المجلس.



ويحدّد النظام الداخلي للمجلس مهامّ كلّ منهما.

- يتولّى الأعضاء الحائزون على أكثر الأصوات داخل الفروع تكوين هيئة وقتية لإدارة شؤون المجلس والإعداد لمؤتمر عامّ، ويساعدهم في ذلك أفراد تنتدبهم الرئاسة أو الحكومة لإنجاز هذه المهمة.

- تُحلّ الهيئة الوقتية وتنتهي مهمّتها بمجرد إفران المؤتمر للجمعية العمومية والمكتب التنفيذي للمجلس.

تُدعم القيادة الدائمة للمجلس بثلة من أصحاب الكفاءة والإختصاص من مختلف الوزارات المعنية (المالية، الاجتماعية، الخارجية، العدل، النقل....الخ) على ألا يزيد عددهم عن ثلث أعضاء قيادة المجلس.

✓ الفصل السابع

يشترط في المترشح لعضوية المجلس:

- أن يكون تونسي الجنسية.
- أن لا يقلّ سنه عن خمس وعشرين سنة.
- أن يكون نقيّ السوابق بالداخل والخارج.

✓ الفصل الثامن

يمنع من الترشيح والترشح والتعيين لعضوية المجلس :

- كل من ناشد الرئيس المخلوع للترشح للانتخابات الرئاسية أو مجده أو دافع عن نظامه بأية وسيلة كانت - كل من مارس نشاطا داخل حزب التجمع الدستوري الديمقراطي المنحل أو حظي بأي دعم منه.
- كلّ من له مسؤولية في حزب سياسي

✓ الفصل التاسع

تمتدّ الفترة النيابية لأعضاء المجلس خمس سنوات قابلة للتجديد مرّة واحدة لمدة مماثلة.

الباب الرابع: تركيبة المجلس ووظائفه

✓ الفصل العاشر

يتمّ إنشاء المجلس من خلال مؤتمر عامّ تأسيسي لمندوبي المغتربين ينتخبون من بينهم 20 أو 25 فردا يكونون جمعية عمومية، و9 أفراد للمكتب التنفيذي، على أن يُضاف إليهما بطريقة التّعيين ثلثة من ذوي الكفاءة والخبرة القانونية للمساعدة في إدارة شؤون المجلس.



يضبط النظام الداخلي للمجلس مهام هذه الهيئات وصلاحياتها.

✓ الفصل الحادي عشر

تتولّى الجمعية العمومية بالتعاون مع الأعضاء المعيّنين والمكتب التنفيذي للمجلس وضع الخطط ورسم الملامح العامّة لعمل المجلس.

- المصادقة على ما يعرضه عليها المكتب التنفيذي من قرارات ومشاريع وتوصيات بعد مناقشتها وتداول النظر فيها.

- مراقبة أعمال التنفيذ ومتابعتها .

- النظر في مشروع الموازنة العامّة للمجلس والمصادقة عليها.

وتعقد الجمعية العموميّة اجتماعات دورية مرّة كلّ ستة أشهر، كما يمكنها - عند الإقتضاء - عقد اجتماعات طارئة بدعوة من الأمين العامّ للمجلس أو بطلب من نصف أعضائها

✓ الفصل الثاني عشر

يتألف المكتب التنفيذي من تسعة أعضاء للقيام بالوظائف التالية:

-أمين عام

- أمين عام مساعد

- كاتب عام

- أمين مال

- عضو مكلف بالعلاقات العامة

- مستشار قانوني

- مستشار إعلامي

-عضو مكلف بالشؤون الثقافية

-عضو مكلف بالشؤون الاقتصادية والاجتماعية

✓ الفصل الثالث عشر

ينتخب الأمين العامّ للمجلس من بين المؤتمرين في اقتراع إسمي على قاعدة الأغلبية المطلقة لأعضاء المؤتمر ولمدّة خمس سنوات.

✓ الفصل الرابع عشر

يتولّى الأمين العامّ للمجلس القيام بالمهامّ التالية :

- إدارة شؤون المجلس.



- الإشراف على جلسات المكتب التنفيذي.

- تنفيذ القرارات والمشاريع والتوصيات.

- متابعة أوضاع الفروع.

وهو مسؤول أمام الجمعية العمومية للمجلس.

وفي حال شغور منصب الأمين العام للمجلس يتولى الأمين العام المساعد مهام تسيير المجلس إلى حين عودة الأمين العام أو تعويضه، طبقاً للنظام الداخلي .

✓ الفصل الخامس عشر

يسهر المكتب التنفيذي للمجلس على:

- مباشرة تنفيذ الخطط والمشاريع المصادق عليها من قبل الجمعية العمومية .

- عقد جلسات عمل منتظمة بإشراف الأمين العام أو مساعده عند الإقتضاء.

- تداول النظر في قضايا المغتربين مع الوزارات والجهات المعنية.

- تقديم مقترحات وعرض تقارير تتعلق بشؤون المغتربين.

- مشاركة الجهات الحكومية في إعداد مشاريع أو خطط تهم المغتربين.

- التعاون مع اللجان والهيئات ذات الصلة بأمور الهجرة من أجل رسم خطط لمعالجة مشاكل

الهجرة والمهاجرين.

وعلى الكاتب العام للمجلس تدوين محاضر الجلسات وتحرير التقارير وتوجيه الدعوات

والعناية بالمراسلات والتواصل مع فروع المجلس بمختلف البلدان والأقطار والجهات.

وأما أمين المال فيتولى كافة الشؤون المالية للمجلس في حدود ما يضبطه القانون الداخلي،

وعليه واجب التقيد بالضوابط القانونية في التصرف المالي - صرفاً وتجهيزاً - وتقديم ما يلزم

من تقارير وحسابات وعرضها على المكتب للنظر والتقرير فيها .

✓ الفصل السادس عشر

الفروع المحلية بمختلف بلدان المهجر هي القاعدة التأسيسية للمجلس ويعتبر كل فرع في

جهته هو القيم على شئون المغتربين، ويُخصّص له، بحكم مهمته تلك مقرّ خاصّ لمباشرة

عمله وتمكين المهاجرين من التواصل معه.

ينظم القانون الداخلي للمجلس تركيبة هذه الفروع وصلاحيات أعضائها ومهامهم.

ويتولى الأعضاء القائمون على هذه الفروع في نطاق دوائرهم المهام والوظائف التالية:

- الإحاطة بالجمالية التونسية وتوخي كافة الوسائل اللازمة لتوثيق الصلة بها.

- التعرف على مشاغل المغتربين ومشاكلهم داخل البلاد وخارجها، والسعي في معالجتها.



- دعم كلّ الجهود الفردية والجماعيّة المبذولة للنهوض بالجالية.
- توجيه الإهتمام اللازم لأبناء الجالية لتعليمهم اللّغة العربية والحفاظ على هويتهم العربية والإسلامية .
- تشجيع جميع المبادرات والمناشط الثقافيّة والتربوية والعلمية والإقتصادية والإجتماعيّة الهادفة لتحقيق مصالح الجالية من جهة، والسعي في إفادة البلاد منها، من جهة أخرى.
- تنفيذ الخطط والبرامج والتوصيات المقرّرة من قبل المجلس.
- تحرير مراسلات وإنهاء تقارير وإبلاغ شكاوى المغتربين وطلباتهم إلى الجهات ذات النظر بالمجلس.
- التزام أعضاء الفروع - عند إنجاز مهامّهم - بالحياد والإستقلال عن أيّ تأثير حزبي أو سياسي أو إداري.
- المساعدة في حلّ ما يجدّ للمغترب التونسي - أيّا كان - من مشاكل وصعوبات لدى الجهات الإداريّة سواء الوطنية أو الأجنبيّة

الباب الخامس: الموازنة العامّة

✓ الفصل السابع عشر

- ترصد الدّولة للمجلس ميزانية مالية سنوية لتمويل مختلف مناشطه وتنفيذ خطته ومشاريعه وبرامجه، وتأمين مصالح الموظفين والعاملين به. وتضبط بقانون.
- يمكن للمجلس تلقّي هبات وتبرّعات من جهات وطنية فردية أو جماعية، بشرط عدم مساسها بحياد المجلس واستقلاله.

الباب السادس: انقضاء العضوية و حلّ المجلس

✓ الفصل الثامن عشر

- لكلّ عضو بالمجلس حقّ الإستعفاء أو الإستقالة، طبقا للتراتب المقرّرة بالنظام الداخلي للمجلس.

✓ الفصل التاسع عشر

- يحقّ للمكتب التنفيذي إعفاء أيّ عضو من أعضاء المجلس يخلّ بواجباته أو يرتكب ما من شأنه الإضرار بمصالح المغتربين على أن يكون الإعفاء بموجب قرار معلّل صادر عن مكتب المجلس بأغلبية الثلثين.



www.projet-hcte.org



✓ الفصل العشرون

في حال حدوث أيّ شغور لأي سبب كان يتمّ سدّه بعضو آخر طبقا للتراتب المقرّرة بالنظام الداخلي .

✓ الفصل الواحد والعشرون

يستمرّ المجلس في أداء مهامّه المنوطة به. ولا يجوز حلّه أو وقف مهامّه إلا بموجب حكم قضائي باتّ.

عند صدور حكم بحلّ المجلس تُحال جميع أمواله ومكاسبه وأملاكه (عقارات ،منقولات..) بالداخل والخارج إلى الدولة التونسية.

انتهى

Projet 3 : Strasbourg

Contribution du Collectif des Tunisiens à l'Étranger au projet du Haut Conseil des Tunisiens à l'Étranger

1. Introduction

Le collectif des tunisiens à l'étranger est une association (loi 1901) dont les membres sont des associations de tunisiens à l'étranger.

Au sujet du haut conseil des tunisiens l'étranger (cité dans toute la suite HCTE), le collectif, rejoint par d'autres associations de tunisiens, a pris connaissance et a débattu en son sein des propositions émanant des travaux de « Majlesna », celles émanant des travaux de Mme Itidel BARBOURA, ainsi que de celles émanant de diverses associations de tunisiens.

Le collectif, au nom de toutes les associations ayant participé avec lui à la discussion de ce projet, constate qu'il y a convergence autour d'une large partie des textes proposés et



constate aussi que le principal point de divergence est celui qui se rapporte à la composition du HCTE. Dans ce contexte, le collectif et ses partenaires ont le plaisir de présenter dans ce qui suit une proposition de composition du HCTE et de l'argumenter, en espérant que cette contribution puisse rapprocher les points de vue et permette de bien avancer sur ce grand projet.

Le collectif fait part de cette proposition à Mme Itidel BARBOURA, aux députés de l'Assemblée Nationale Constituante représentant les tunisiens en France, ainsi qu'aux personnes compétentes du Ministère des affaires sociales et du premier Ministère.

2. La proposition

Notre proposition vient suite à une analyse et réflexions au sein des différentes associations du collectif. Nous avons échangé avec Mme Itidel BARBOURA et rencontré les membres de l'équipe de Mejlisna. Certaines de nos discussions se sont également déroulées en présence de Mme Taissir SADDI.

Cette proposition, ayant été validée par les associations listées en annexe (2) sera adressé aux destinataires de l'annexe (1).

Nous pensons que, pour une représentation optimale de la communauté tunisienne à l'étranger, la composition du HCTE pourrait, dans un souci d'équilibre réaliste et pertinent, conjuguer la présence du tunisien en son nom propre, du tunisien au nom d'une association auquel il adhère, du tunisien au nom de ses qualifications et compétences et enfin du tunisien au nom de Ministère tunisien dont il relève et dont l'activité a un rapport évident avec les tunisiens à l'étranger. Par conséquent, on propose la composition suivante, en quatre collègues :

- Collège (*P*) des tunisiens en leur nom propre : 3/4 des membres issus d'une élection au suffrage universel de tunisiens en leur nom propre. Cette élection pourrait se faire par circonscription électorale de manière directe ou en élisant d'abord des conseillers locaux qui seront considérés comme « grands électeurs » et qui se chargeront eux même d'élire les conseillers du HCTE.



- Collège (*A*) des tunisiens au nom d'une association : 1/12 des membres issus d'une élection au nom de l'association auquel adhère le candidat qui se présente donc au nom de cette association et les votants sont ici les associations de tunisiens à l'étranger. Par soucis d'équité, on peut imaginer dans ce cas que ces candidats, doivent appartenir à des associations qui n'ont pas eu de membres élu dans le collège (*P*).
- Collège (*C*) des tunisiens au nom de leurs compétences et qualifications : 1/12 des membres dits « personnalités qualifiées » proposées pour moitié par le président de la république et pour moitié par les élus du HCTE et nommés par le gouvernement. La proposition des ces personnalités faite par les élus du HCTE doit être issue d'un vote avec une majorité des deux tiers des élus du HCTE.
- Collège (*M*) des tunisiens représentant les Ministères : 1/12 des membres nommés par le gouvernement et représentant les Ministères tunisiens dont l'activité est en rapport direct avec les tunisiens à l'étranger tels que les Ministères des affaires étrangères, des affaires sociales, du transport, du développement et de la coopération internationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et celui de la justice.

3. Argumentaire

- (a) Quand on veut que le HCTE soit représentatif des tunisiens à l'étranger, on admet que dans le mot « représentatif » figure implicitement le mode électif de ces représentants. On ne peut donc en aucun cas et sous aucun prétexte contourner un mode électoral aussi petit soit-il. C'est la raison pour laquelle on propose le collège (*P*). L'importance accordé à ce collège, au niveau du poids de représentativité, est là car on considère qu'il contiendra en son sein, des membres qui peuvent être du collège (*A*) adhérents à des associations qui se présentent en leur noms, ou des compétences qualifiées et indépendantes.
- (b) Dans la plupart des pays accueillant des tunisiens, le tissu associatif est très développé et surtout après le 14 janvier 2011. Il est donc pertinent dans la composition du HCTE de tenir compte de cet aspect. Bien entendu, les associations



n'ont ni le même poids ni le même historique et c'est la raison pour laquelle on propose le collège (*A*) et le modèle électoral en son sein.

(c) Dans tout conseil de cette nature il y-a toujours la proposition et la nomination de ce qu'on appelle habituellement « membres extérieurs » et qui sont généralement nommés pour compléter les collèges des élus et qui contribuent souvent aux éclairages que les élus seuls, ne peuvent pas avoir. C'est la raison pour laquelle on propose les collèges (*C*) et (*M*). Ces collèges existent dans toutes les propositions qu'on a examinées mais dans des proportions différentes.

4. Conclusion

Par cette proposition, on a voulu donné une part majoritaire aux membres du HCTE issus d'un mode électoral, qui est la somme des collèges (*P*) et (*A*). C'est une bonne traduction de la démocratie au sein du conseil.

En souhaitant que cette contribution retienne l'attention de nos députés et des membres des différents Ministères en charge de ce dossier, on reste à la disposition de tous pour tout complément ou détail permettant d'avancer vers une bonne issue pour ce grand projet cher à toute la communauté tunisienne à l'étranger.

Annexe (1)

Liste des destinataires de cette proposition élaborée par le collectif des Tunisiens à l'Étranger

- Monsieur le Ministre de Affaires Sociales
- Monsieur le directeur de l'Office des Tunisiens à l'Étranger (OTE)
- Madame la député Mehrezia LABIDI
- Madame Itidel BARBOURA chargée de projet HCTE

Annexe (2)

Liste des associations signataires de cette proposition élaborée par le collectif des Tunisiens à l'Etranger



www.projet-hcte.org

- ESCOT
 - AVECC
 - ACFT
 - TAKAFUL
 - BELSEM
 - GIE
 - ZOUHOUR CLUB
 - Institut des Savoirs Utiles
 - Culture et Solidarité
 - T2RIV
 - La Plume Verte
 - ZARZIS AVENIR
 - SD2T
 - ATEF
 - ACTE
 - EC
 - Amitié de Vrhone
 - Association Zeitouna
-



Evaluation des consultations

Processus et travaux

Consultation relative au projet de loi pour le Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger

Groupes concernés

Le Ministère des Affaires Sociales a invité l'ensemble des parties intéressées (citoyens, associations, experts, professionnels...) à contribuer à cette consultation. Toutes les contributions sont les bienvenues, qu'elles répondent aux questions posées ci-après ou portent sur tout autre point relatif à la mise en place du Haut Conseil des Tunisiens à l'Etranger.

Période de consultation

Mai 2014

Objectifs de la consultation :

- **Renforcer la démarche participative pour assurer une représentation et représentativité du Hcte sur la base du consensus**
- **Rendre compte de l'état des lieux du terrain afin de définir des objectifs ultérieurs conformément aux attentes des citoyens expatriés**

Tout projet de société ne peut être réalisé que grâce au concours des composantes de la société civile, seul garant de l'édification de la démocratie, du respect des droits et libertés.

Le travail d'évaluation des consultations ne se borne pas à apprécier l'évolution d'une situation donnée. Il se penche également sur la cause de tout changement et examine dans quelle mesure les résultats obtenus peuvent raisonnablement être imputés à l'action du projet.

L'évaluation fait partie intégrante des processus de participation démocratique, en ce qu'elle fournit une analyse critique, contradictoire et pragmatique fondée sur des éléments de preuve, permettant de juger si les actions de consultation sont bien adaptées et de parvenir aux résultats escomptés.



De fait, l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication tels que les vidéos, les reportages, le site internet, les réseaux sociaux... sont des éléments indispensables dans la démarche participative.

En outre, le renforcement de la démarche participative nécessite la mise en place d'un débat et de réunions de consensus. Cette pratique vise à assurer une réelle représentativité en transmettant le plus fidèlement possible les propositions des Tunisiens à l'étranger.

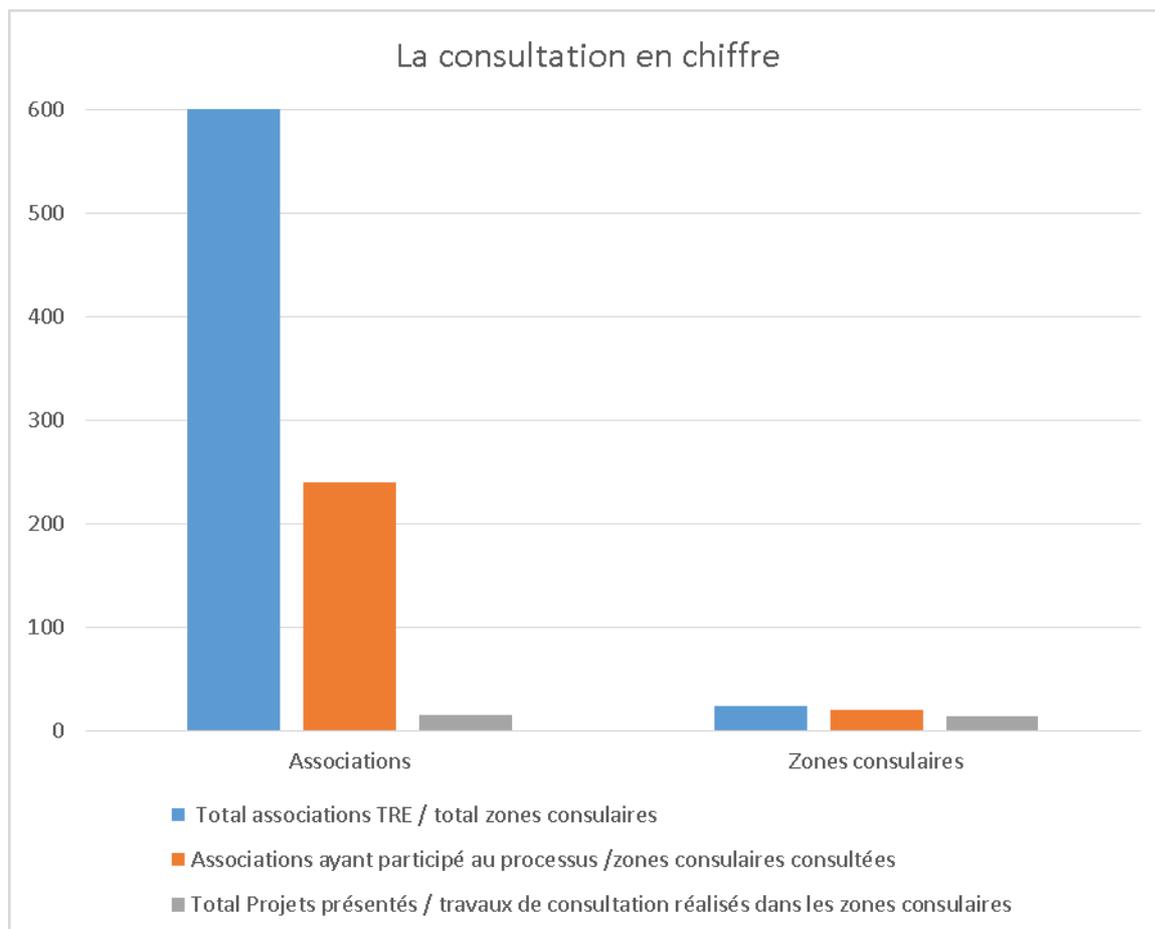
Des chiffres (consultations associatives)

- Total association de Tunisiens à l'étranger : 600¹³
- Total association ayant assisté aux réunions ou participé à des travaux pour le projet : 240¹⁴

- Total projets présentés : 7
- Total zones consulaires concernées : 24
- Total Zones consulaires contactées : 20
- Total zone Consultés : 14

¹³ Source OTE 2014.

¹⁴ Calcul fait à partir du nombre d'association ayant assisté aux consultations publiques ou ayant participé aux consultations dans un cadre autonome. Italie : 18, Genève : 14, Toulouse : 4, Nice : 12, Strasbourg : 18, Canada : 4, La Haye : 8, Rotterdam : 20, Marseille : 13, Allemagne 20 (dont 4 ayant présenté un projet), Paris : 13, 27 et 13 (dynamique différentes) soit 40, Rotterdam : 20, La Haye : 8, Nice : 12, Koweït : 4, Marseille : 13. Bordeaux : 4, Algérie /Maroc : 8 **Total : 240 associations** (compter en plus une 20 aine de groupes supplémentaires, partis politiques, experts, indépendants)



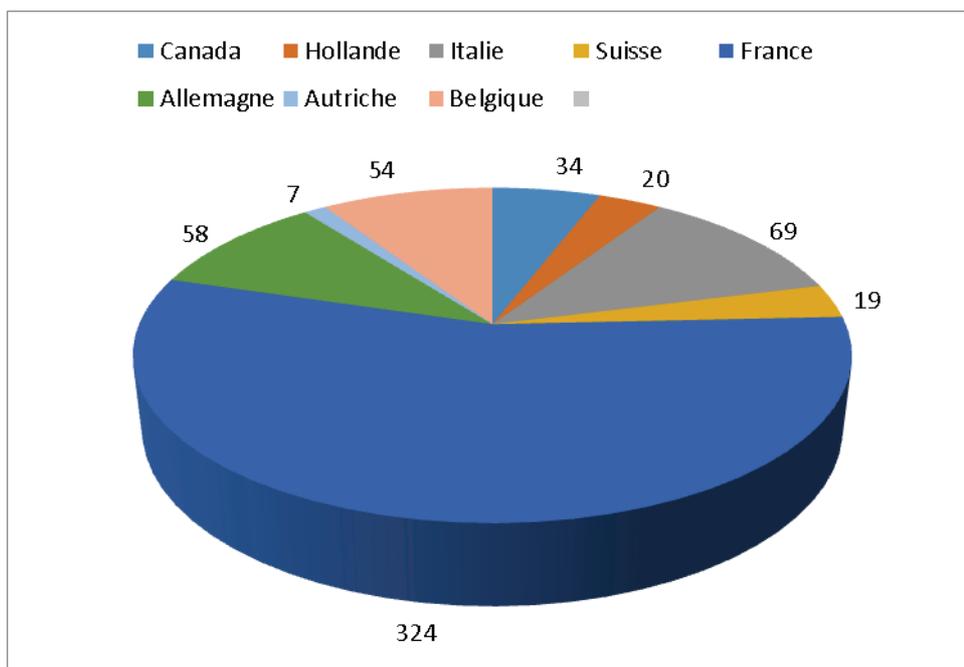


Zone consulaire France 2013/2014

| Ville | N ^{bre} | % |
|-------------------|------------------|-----|
| Grenoble | 20 | 6% |
| Lille | 13 | 4% |
| Lyon | 101 | 31% |
| Bordeaux/Toulouse | 14 | 4% |
| Paris | 126 | 39% |
| Marseille | 30 | 9% |
| Nice | 12 | 4% |
| Strasbourg | 8 | 2% |
| Total | 324 | |

Nbr d'associations de tunisiens dans les pays de résidences 2013/2014

| Nbre d'association par pays en 2014 | N ^{bre} | % |
|-------------------------------------|------------------|-----|
| Canada | 34 | 6% |
| Hollande | 20 | 3% |
| Italie | 69 | 12% |
| Suisse | 19 | 3% |
| France | 324 | 54% |
| Allemagne | 58 | 10% |
| Autriche | 7 | 1% |
| Belgique | 54 | 9% |
| Angleterre | 15 | 3% |
| Total | 600 | |



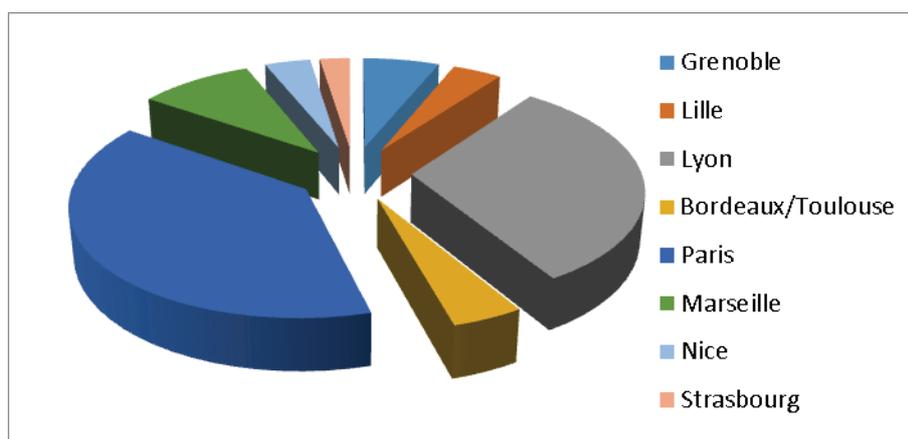


Zones consulaires Italie
2013/2014

| Ville | N ^{bre} | % |
|--------------|------------------------|----|
| Milan | 17 | 5% |
| Gènes | 14 | 4% |
| Palerme | 8 | 2% |
| Naples | 6 | 2% |
| Rome | 15 | 5% |
| Total | 60¹⁵ | |

Zones consulaires Allemagne
2013/2014

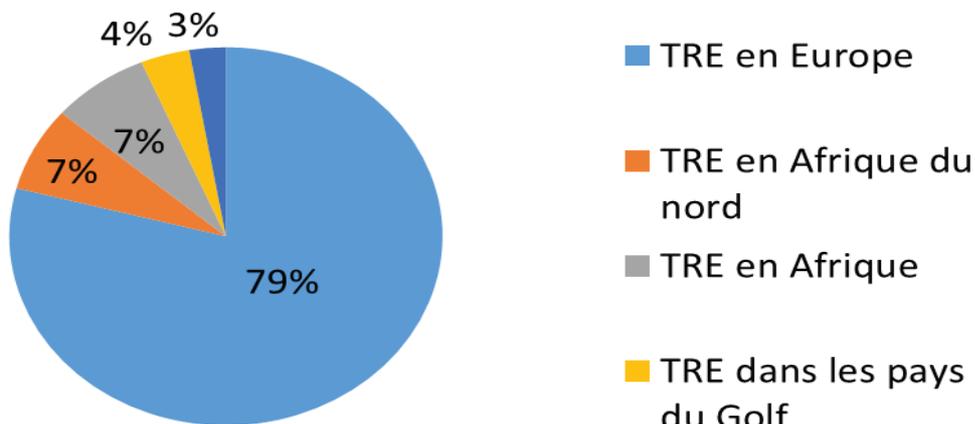
| Ville | N ^{bre} | % |
|--------------|------------------|-----|
| Munich | 23 | 7% |
| Hambourg | 3 | 1% |
| Bonn | 32 | 10% |
| Total | 58 | |



¹⁵ Source OTE 2014



Le pourcentage des tunisiens dans le monde en 2012



Conclusion de la mission de consultation

- Consultation non achevée et temps relativement courts
- Résultats non représentatifs de l'ensemble de la communauté
- De nombreuses zones ont été exclues du dispositif et souhaitent participer au projet.
- Pluralité des acteurs et des objectifs, ce qui nécessite un **DIALOGUE NATIONAL DE LA DIASPORA**
- Nécessité d'inclure des experts de l'immigration notamment sur les questions économiques
- Nécessité absolue de donner une dimension **NATIONALE, INTERNATIONALE ET GEOPOLITIQUE** du projet en
- Le délocalisant du Ministère des Affaires Sociales et de l'OTE
- Doit être repris directement au niveau du premier ministre ou du ministère des Affaires Etrangères.

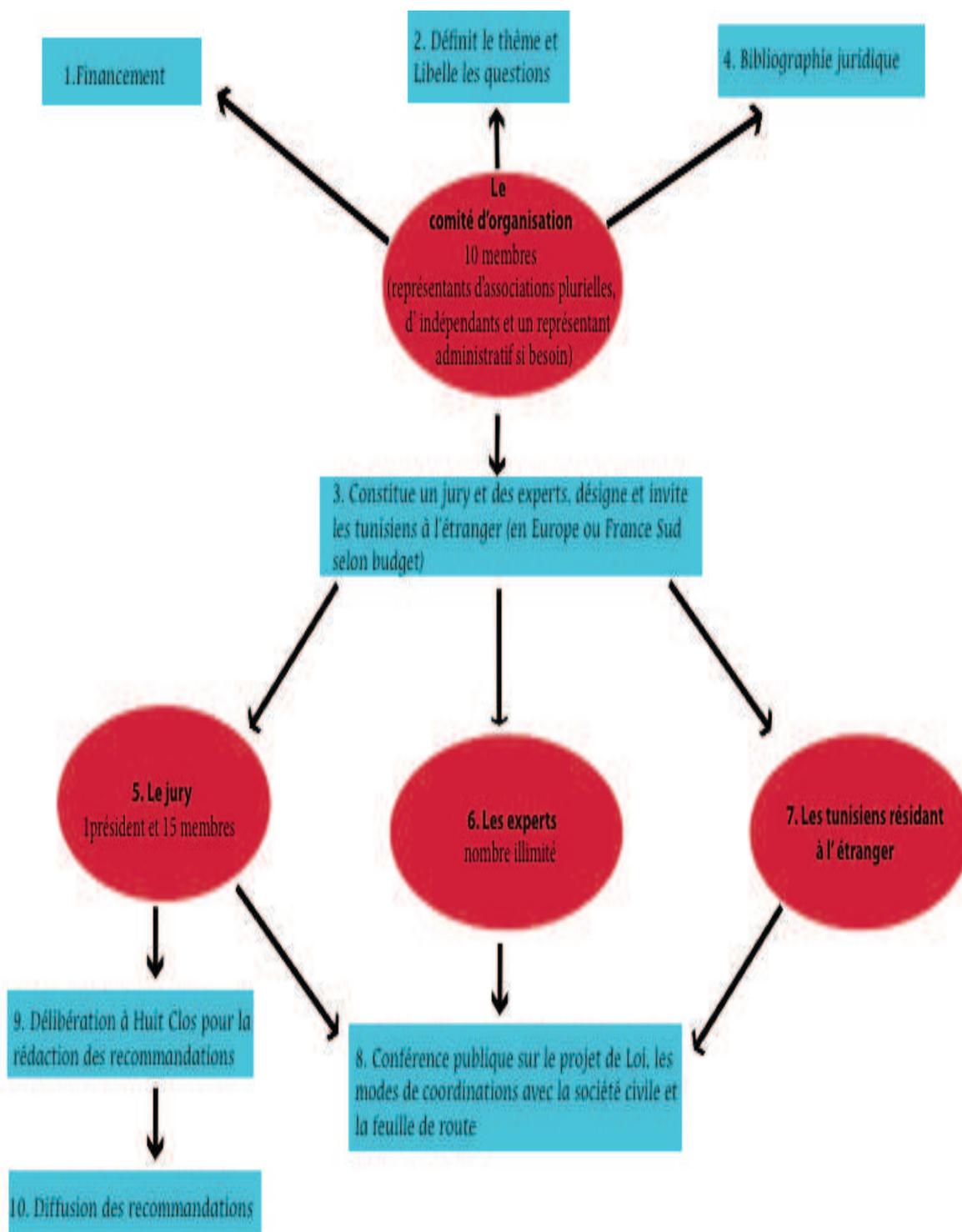
Proposition de méthode pour la mise en place d'une conférence de consensus nationale à travers un séminaire de deux jours.

(Proposition faite en mars 2014 auprès des autorités compétentes pour le séminaire d'août 2014)



Proposition d'une Conférence du consensus

(Compte tenu de la pluralité des propositions)





Recommandations complémentaires au rapport

Notre expérience du terrain, riche et intense, nous a permis d'explorer, en profondeur, la situation réelle des TRE aux identités plurielles, d'une part, de sonder leur degré de mobilisation, d'engagement et attachement à l'aboutissement du projet, d'autre part.

Par ailleurs, le processus entamé par nous-même, nous a permis d'écouter les propositions, contributions, doléances, besoins et attentes de la communauté expatriée. Toutefois, il s'est avéré que les consultations, quoiqu'intéressantes, empreintes de dynamisme, riches et enrichissantes, demeurent insuffisantes, pour différentes raisons :

- Délai de consultation très limité
- Moyens financiers humains et logistiques très réduits et ne permettant, en aucun cas, de toucher toutes les zones consulaires et de mener à terme le processus.

Ce constat en qualité de consultante en présence d'acteurs de terrain, nous amène à faire les recommandations suivantes :

- 1- Poursuivre le processus consultatif de juin à août à un niveau local, le consolider, assurer la logistique nécessaire, l'améliorer sur la base de la démarche participative -pilier majeur de la démocratie-
- 2- Envisager l'organisation d'ateliers (de juin à août 2014) afin d'assurer l'abord qualitatif du « diagnostic » de l'état des lieux, à tous les niveaux et élargir le champ des possibles autour de différentes thématiques.

- 1/ Le dialogue, la médiation, la citoyenneté
- 2/ Des réflexions encadrées par des experts sur :
 - Le budget du HCTE (volet économique)
 - Les spécificités des citoyens expatriés (volets social et juridique)
 - Les 3 commissions évoquées dans le rapport d'avril 2013
 - La feuille de route du projet.



- 3- Organiser un meeting/ conférence de consensus, qui prendrait comme point de départ les recommandations émises dans ce présent rapport ainsi que les autres projets. Cet évènement, à large envergure, offrirait l'opportunité aux différents acteurs et citoyens expatriés d'enrichir le projet et de lui assurer la pérennité.
- 4- Afin de permettre à tous les acteurs ayant participé aux consultations, d'assurer le suivi du processus, il serait judicieux de mettre en place un *comité de suivi* pour garantir l'accessibilité et l'aboutissement du projet.
- 5- Les associations participant au projet doivent être en conformité avec les codes associatifs.
- 6- Poursuivre le processus de concertation (verticalité) et de consultation (horizontalité) en privilégiant la dimension communicationnelle.
- 7- Faire adhérer le maximum de compétences, de tous bords -experts, en l'occurrence- en partenariat avec la Société Civile au moyen d'un *appel à contribution*.
- 8- Mettre en place une charte de fonctionnement entre les différents partenaires locaux impliqués dans le projet
- 9- Etablir une stratégie de communication comportant des objectifs définis à l'avance, des publics-cibles, des plans d'action, des outils appropriés.
- 10- Renforcer l'usage des NTIC afin de :
 - Rendre l'information accessible à toutes les catégories de TRE
 - Sensibiliser - vulgarisation des informations sur le projet, spot télévisuel dans les transports maritimes et aéroportuaires-
 - Campagnes d'information à travers les médias de masse, débats télévisuels, reportages...



www.projet-hcte.org

11- Délocaliser administrativement le projet en lui redonnant sa dimension Nationale et Internationale. (Le projet doit être porté directement au niveau du premier Ministère ou Ministère des Affaires Etrangères, moyennant une participation réellement inclusive des experts et de la communauté expatriée)

A tous ceux qui suivent le chemin de la paix.